

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA COMPOSITION POUR HOMICIDE
D'APRÈS LA LOI SALIQUE
SON MAINTIEN DANS LES COUTUMES DE SAINT-OMER
JUSQU'À LA FIN DU XVI^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon
le jeudi 15 janvier 1903, à 1 h. 1/2*

PAR

GEORGES VAN KEMPEN

Président : M. ROUX, professeur.

*Suffragants : { MM. PERCEROU, agrégé.
CHAMPEAUX, agrégé.*

SAINT-OMER
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE H. D'HOMONT
14, RUE DES CLOUTERIES, 14

—
1902



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548218_0011

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA COMPOSITION POUR HOMICIDE

D'APRÈS LA LOI SALIQUE

SON MAINTIEN DANS LES COUTUMES DE SAINT-OMER

JUSQU'A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

GEORGES VAN KEMPEN



SAINT-OMER

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE H. D'HOMONT

14, RUE DES CLOUTERIES, 14

1902

A Monsieur l'abbé BLED,

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE LA MORINIE

CORRESPONDANT HONORAIRE DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

TÉMOIGNAGE DE RESPECTUEUSE GRATITUDE

DE LA COMPOSITION POUR HOMICIDE

D'APRÈS LA LOI SALIQUE

**SON MAINTIEN DANS LES COUTUMES DE SAINT-OMER
JUSQU'A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE**

INTRODUCTION

Comme les autres branches de la législation, le droit pénal parcourt dans son développement plusieurs étapes successives. Les peuples « ne peuvent s'élever du premier coup aux idées sociales les plus abstraites, telles par exemple que la notion de l'Etat prise dans son sens le plus abstrait et le plus absolu ; l'idée d'un pouvoir personnifiant en quelque sorte les intérêts collectifs et ayant le droit de punir tous les crimes, même privés, ne précède pas la civilisation et n'apparaît que très faiblement dans les sociétés naissantes (1). » Pour la faire pénétrer

(1) Albert du Boys, *Histoire du droit criminel des peuples européens*.

dans les esprits, il faut le travail de plusieurs générations et de plusieurs siècles.

C'est ainsi que, chez tous les peuples observés à l'état de nature, la punition des crimes est d'abord laissée à la *vengeance privée*, brutale et dérégulée de sa nature. En l'absence d'une autorité supérieure reconnue, l'individu ou la famille, victimes d'une offense, cherchent à en tirer satisfaction et à contenir leur orgueil blessé.

Limitée dans quelques législations par la loi du talion, la vengeance l'est aussi par la pratique des *compositions*. En effet, l'individu, le groupe qui peut se venger peut aussi pardonner. L'instinct de la vengeance, « cette autre moitié de nous-mêmes », d'après Cicéron (1), se heurte dans le cœur de l'homme à d'autres instincts contraires et non moins violents : l'orgueil et la cupidité. L'orgueil l'emporte-t-il ? L'offensé se contentera d'une réparation morale. La cupidité prend-elle le dessus ? Le coupable obtiendra son pardon en payant à la victime ou à ses parents une compensation pécuniaire. Remarquons d'ailleurs qu'à la réparation pécuniaire se joignent presque toujours certaines formes sacramentelles et symboliques, instituées dans le but d'humilier l'auteur de l'acte délictueux. Nous en verrons maint exemple au cours de ce travail, en

(1) « *Natura partes habet duas, tutionem sui et ulciscendi jus* » Cicéron, *Topiques*, c. XXIII.

étudiant le rachat pour homicide d'après la loi salique et dans la Coutume de Saint-Omer.

D'abord volontaire et librement débattue entre les parties, la composition change de caractère : elle est rendue obligatoire et son taux devient fixe ; un tarif s'établit suivant les divers genres d'infractions et la partie lésée est tenue de s'y conformer.

Enfin le droit pénal accomplit un nouveau progrès. Quand l'Etat s'est trouvé plus fort et maître absolu du pouvoir, il supprime les compositions et punit lui-même. A la vengeance privée succède la « *vindicta sociale* ».

Les études récentes de législation comparée permettent d'établir que la composition, objet spécial de notre étude, se rencontre dans la plupart des coutumes primitives.

Chez les Hébreux, à côté de la vengeance du sang, exercée par le goël (1), apparaît la composition pécuniaire avec des caractères tout particuliers. Elle n'est pas admise pour l'homicide et n'entraîne pas la solidarité familiale. Les Livres Saints en offrent de nombreux exemples (2).

Les Arabes n'ignoraient pas non plus cette pratique, introduite par Mahomet pour combattre la

(1) Cf. Thonissen, *Etudes sur l'histoire du droit criminel des peuples anciens*.

(2) Cf. *Genèse*, IX, 5 et 6 ; *Nombres*, XXXV, 31 ; *Deutéronome*, XXIV, 16 ; *Exode*, XXI, XXII.

guerre permanente qui régnait entre les familles. Ils acceptaient sans aucune répugnance le prix du sang, *dia* (*Koran*, sourates II, v. 173-175 ; XVII, v. 35 ; XVI, v. 128). Les récits des voyageurs contemporains nous apprennent qu'il en est encore ainsi de nos jours (1).

Dans l'ancienne législation des Perses, le droit de vengeance s'est conservé fort longtemps. Une étroite solidarité unit tous les membres de la famille pour la poursuite du crime comme pour le paiement de la composition (2).

Les peuples d'Occident, plus encore que les Orientaux, ont connu et pratiqué l'usage des compositions.

En Grèce, le droit de vengeance individuelle dont jouissaient les familles aux temps héroïques fut remplacé par une indemnité librement consentie par les parents et moyennant laquelle le meurtrier obtenait son pardon. Plusieurs passages d'Homère et de Démosthène ne permettent pas d'en douter (3).

A Rome, le délinquant, à l'époque primitive, avait la faculté de se racheter et ne subissait le

(1) Du Boys, *op. cit.*, *passim*.

(2) Chardin, *Voyage en Perse*, édit. 1811, t. VI, p. 407. — Dareste, *L'ancien droit des Perses. Séances et travaux de l'Académie des sciences morales*, t. CXXVI, p. 909 et suiv.

(3) Iliade, IX, XVIII ; Démosthène, *Discours contre Nausimarque*, 22, contre Aristocrate, 82, 84. Cf. Thonissen, *Le droit pénal de la république athénienne*.

talion que s'il avait refusé de s'accommoder avec son créancier. L'offensé renonçait à se prévaloir de son droit en exigeant une composition, *pœna*, d'abord laissée à l'arbitraire des parties, puis rendue fixe par la coutume. Comme nous le verrons en Germanie, le coupable qui ne pouvait fournir lui-même la rançon, s'adressait aux membres de sa famille, tenus vis-à-vis de lui d'une obligation éventuelle de garantie (1).

Mais c'est surtout dans les pays du Nord de l'Europe, en Scandinavie, en Islande et chez les peuples slaves que la composition a laissé des traces profondes.

En Suède et en Danemark, les vieux usages déclarent la famille responsable du crime des siens et par réciprocité lui attribuent une part dans l'indemnité. Les anciennes lois norvégiennes établissent un tarif semblable à celui de la loi salique ; fait tout spécial à cette législation, le prix du sang, étant dû par toute la famille du meurtrier à toute la famille de la victime, montait ou décroissait suivant le nombre des parties prenantes. Les *Gràgàs* d'Islande mentionnent aussi les compositions en attachant toutefois à leur acceptation une idée de flétrissure.

(1) Cf. Fustel de Coulanges, *Hist. des instit. polit. de l'ancienne France*, t. I, 281, note ; R. von Ihering, *L'esprit du droit romain* ; Faustin-Hélie, *Le droit pénal dans la législation romaine* (*Revue critique*, 1882, t. II) ; Mispoulet, *Inst. polit. des Romains*,

Chez les Slaves du Nord et du Midi, nous constatons encore un état de choses analogue. Les plus anciens monuments du droit russe, tchèque et polonais contiennent des tarifs de rachat pour crimes et délits. Aujourd'hui même, chez les Ossètes, populations voisines du Caucase, le droit de vengeance privée est en vigueur et la peine peut être écartée au moyen d'une satisfaction en argent qui rétablit la paix (1).

Le rapide examen auquel nous venons de nous livrer nous a montré que le système des compositions n'est nullement propre aux peuples d'origine germanique et nous a permis d'affirmer son universalité dans l'évolution historique du droit pénal. Ces préliminaires établis, nous aborderons immédiatement l'objet de ce travail. Dans une première partie, nous étudierons la composition chez les Germains et plus spécialement dans la loi salique où cette institution atteint son plus complet développement. Une seconde partie sera consacrée à la composition pour homicide dans les Coutumes de Saint-Omer : nous verrons qu'elle s'y maintint sous le nom de *Zoene* ou *Zoeninghe*, avec des caractères essentiellement germaniques, jusqu'à la fin du xvi^e siècle.

(1) Kowalewski, *Coutume contemporaine et loi primitive*. Dareste, *Journal des Savants*, 1887.

PREMIÈRE PARTIE

De la composition en droit germanique

CHAPITRE PREMIER

DE LA COMPOSITION CHEZ LES GERMAINS
AVANT LES INVASIONS.

Dans les pays situés au delà du Rhin, vivait une race d'hommes, composée de peuples divers que les Romains désignaient sous le nom générique de Germains. Tacite affirme que ce nom était d'origine toute récente et aurait été pris par les Tongres, habitants du Limbourg actuel, pour effrayer les nations voisines (*vehr*, défense ; *mann*, homme.) D'après une opinion moderne, les Romains auraient emprunté ce mot aux Gaulois qui désignaient ainsi leurs voisins (*gaïr*, voisin ; *mann*, homme (1).

Les Germains étaient sortis de l'Asie centrale et faisaient partie de la grande race indo-européenne ; leur origine était donc la même que celle des Grecs et des Romains ; mais, placés sous un ciel rigoureux et sur un sol inculte et sauvage,

(1) Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. I. *Introd.* Fustel de Coulanges, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, p. 325.

ils étaient demeurés dans un degré de civilisation des moins avancés.

Les renseignements que nous possédons sur l'état des Germains avant l'invasion nous viennent particulièrement de César et de Tacite, de ce dernier surtout qui nous a décrit leurs mœurs avec une grande précision. Quelle valeur attribuer au récit de l'historien romain ? Peut-être s'est-il montré fort indulgent pour ces peuples. Lui « qui vivait au milieu d'une société corrompue était porté, comme nos philosophes du XVIII^e siècle, à admirer cette utopie qu'on a de nos jours appelée l'état de nature » (1). « Il a peint les Germains, comme Montaigne et Rousseau, les sauvages, dans un accès de colère contre sa patrie. Son livre est une satire des mœurs romaines, l'éloquente boutade d'un patriote philosophe qui veut voir la vertu là où il ne rencontre pas « la mollesse honteuse » et la dépravation savante d'une vieille société » (2). Il n'en est pas moins vrai que lorsqu'il décrit simplement les mœurs germaniques, sans les comparer à celles des Romains, ses affirmations méritent créance ; les documents postérieurs ont d'ailleurs confirmé l'exactitude de son récit.

Tacite divise les délits en deux catégories : les délits publics et les délits privés. Les premiers qui portent atteinte à la dignité et à l'honneur de la nation sont punis de véritables peines : on pendait à des arbres les traîtres et les transfuges, on noyait dans la boue les lâches et les prostitués (3). La répression des délits privés au contraire était subordonnée à la volonté des individus lésés ou de leur famille.

A ce point de vue, les Germains connaissaient certaine-

(1) Glasson, *op. cit.*, p. 13.

(2) Guizot, *Histoire de la civilisation en France*, t. I. 7^{me} leçon.

(3) *De mor. Germ.* c. XII.

ment la vengeance privée et le système des compositions (1). Ils avaient l'habitude de terminer leurs différends par les armes. Lors de la révolte contre Varus, sous leur chef Arminius, un de leurs principaux griefs consistait dans la suppression de cette liberté ; selon Velleius Paterculus, les chefs s'étaient plaints « *quod solita, armis discerni jure, terminarentur* » (2).

Les poèmes nationaux de ces peuples sont remplis d'épisodes où la vengeance par le sang est représentée comme un droit primordial, comme un devoir sacré qu'on ne peut négliger sans déshonneur (3). Les dieux eux-mêmes interviennent pour en faciliter l'accomplissement et les plus terribles malédictions sont répandues sur la tête du coupable. « Que le coupable meure sous le poids de la malédiction et que nul ne le venge ; qu'aucune punition n'atteigne celui qui le blesse ou le tue. » Cette vengeance était aussi entière que possible et dépendait uniquement du courroux et de la force de l'individu lésé. Les blessures légères, les injures même autorisaient l'emploi des pires violences et nul n'avait le droit d'y porter obstacle. C'eût été, pour le Barbare, abdiquer son indépendance que de se soumettre à la loi du talion. Des traces de cette liberté absolue dans l'exercice de la vengeance sont demeurés dans la loi salique qui punit comme des crimes le fait d'achever un homme que son ennemi a laissé agoni-

(1) Pardessus, dans sa Diss. XII sur la loi salique, dit qu'à ce point de vue les coutumes des tribus germaniques présentent un caractère qui les distingue essentiellement de presque tous les peuples anciens et modernes. Les progrès réalisés par l'histoire des législations comparées ne lui permettraient plus cette affirmation.

(2) Velleius Paterculus. *Rom. Hist.* II, 118.

(3) Cf. Thonissen, *L'organisation judiciaire, le droit pénal et la procédure pénale de la loi salique*, p. 154.

sant sur la voie publique ou d'enlever du poteau sur lequel l'a placée son ennemi la tête d'un homme tué.

Le droit de vengeance existait donc au profit de l'individu lésé. Il appartenait aussi à ses parents : une étroite solidarité unissait en effet tous les membres de la famille et leur imposait l'obligation de venger le meurtre de ceux qui leur étaient unis par les liens du sang. « *Suscipere tam inimicitias seu patris, seu propinqui quam amicitias necesse est* » (1). On donnait le nom de *fehde* ou *faida* à ces guerres de famille, ainsi définies par du Cange dans son *Glossaire* : « *Faida quæ apud Germanos et Septentrionales populos obtinuit, penes quos privatæ inimicitix per totam cognationem diffundebantur : adeo ut si ex ea quis interfectus fuisset, cædis pœna a tota cognatione exigeretur, ac in eam pro libito vindicaretur* » (2). L'homme à cette époque primitive se trouvait sans cesse les armes à la main, prêt à venger ses injures et celles de ses proches (3). Cette solidarité de famille est d'ailleurs une tradition générale des lois germaniques. Pour la vengeance comme pour la réparation du délit, les deux familles étaient solidaires et ne pouvaient se soustraire à la *vindicta parentum*.

Ce système vindicatif ne pouvait durer longtemps d'une manière exclusive. Souvent la famille renonçait à son droit de vengeance et se contentait d'une composition, consistant le plus ordinairement en bétail : « *Nec implacabiles durant (inimicitix) : luitur enim homicidium certo armentorum ac pecorum numero, recipitque satisfactionem universa domus* » (4).

(1) *De mor. Germ.* c. XXI.

(2) Du Cange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*. vo *faida*.

(3) Davoud-Oghlou, *Hist. de la législ. des anciens Germains*, p. XXVI.

(4) *De mor. Germ.* c. XXI.

Voilà le wergeld que nous rencontrerons dans la loi salique et que toutes les lois barbares ont pratiqué.

Le taux de la composition était-il fixé par l'autorité ? Le passage de Tacite que nous venons de citer, « *CERTO armentorum ac pecorum numero* », semble bien l'indiquer. Un autre texte du même auteur résout la question pour certains délits plus légers : il s'agit des assemblées du peuple devant lesquelles peuvent être déferées certaines affaires criminelles punies de mort, et Tacite ajoute : « *Sed ex levioribus delictis... equorum pecorumque numero convicti multantur ; pars multæ vel regi vel civitati, pars ipsi qui vindicatur vel propinquis ejus exsolvitur* » (1). Il semblerait étrange que l'autorité intervînt pour des délits moindres et demeurât inactive pour des méfaits aussi graves que l'homicide. Quelle était la nature de cette autorité ? En quoi consistait son intervention ? Il s'agissait sans doute de l'assemblée du *pagus* où les *principes* rendaient la justice, accompagnés d'un certain nombre d'anciens, *centeni comites*. Nous croyons que son rôle se bornait à consacrer le marché librement débattu entre la famille du délinquant et celle de la partie lésée.

La composition comprenait, d'après le passage de Tacite, deux éléments : l'un, le *fredum*, payé à la *civitas* (2) ou au roi, et dû en réparation de la violation de la paix publique ; l'autre, le *faidus*, payé à la victime ou à ses parents comme indemnité, comme rachat de la paix rompue par la faute du coupable. Celui-ci pouvait-il éviter la vengeance en offrant spontanément la composition, ou le choix appartenait-il à l'offensé ? Il semble que ce choix ait appartenu à la victime

(1) *Ibid.* c. XII.

(2) On appelait *civitas* le petit État formé par une peuplade ; la *civitas* se divisait en cantons (*pagi*) à la tête desquels se trouvaient des *principes* élus par le *concilium*.

ou à sa famille. Les parents avaient le droit d'exiger une part de la composition, de même qu'ils avaient le devoir de prendre fait et cause pour leur parent offensé. Nous retrouverons tous ces points dans l'étude de la loi salique.

Le paiement de la composition avait pour effet d'éteindre la *faida* entre les deux familles (1). Le coupable rentrait dans le droit commun et la coutume, non moins puissante que la loi écrite, le mettait à l'abri de toutes représailles. Troubler désormais la paix du meurtrier à l'occasion du crime, c'eût été s'attirer la malédiction divine. Nous trouvons chez les Germains de la Scandinavie ce sentiment exprimé avec une sauvage énergie : « Si quelqu'un, dit le *Gragàs*, était
« assez insensé pour rompre par un meurtre la foi donnée à
« son adversaire, qu'il soit maudit de Dieu et banni de toute
« réunion où Dieu est honoré, aussi loin que les hommes
« poursuivent les loups, que les chrétiens fréquentent leurs
« temples, que les païens vont à leurs sanctuaires, que les
« femmes enfantent, que l'enfant appelle sa mère, que le feu
« pétille, que le sapin pousse sa tête vers les nues, que le
« faucon vole au printemps, quand un vent propice l'emporte
« sur ses deux ailes » (2).

(1) D'où les expressions *faidam deponere*, *levare*, *pacificare*, etc. Du Cange, *vo faida*.

(2) *Islendiga nefnist Gragàs*. Trad. latine de Schlegel, t. II, p. 170.

CHAPITRE II

DE LA COMPOSITION D'APRÈS LA LOI SALIQUE

Arrivons maintenant à la loi salique où nous nous proposons d'étudier en détail la théorie des compositions.

Quatre siècles environ se sont écoulés depuis l'époque où Tacite nous a dépeint les mœurs des Germains. La composition réapparaît dans le plus ancien des codes germaniques, la loi salique, dont la première rédaction est postérieure à l'établissement des Francs Saliens sur le sol belge, entre la Lys, la Meuse et l'Escaut, et antérieur à 496, année de la conversion de Clovis au christianisme.

La plupart des articles de la loi salique ont trait à des questions de pénalité qui se résolvent presque toujours par la fixation d'un taux pour les compositions ; le besoin incessant de réprimer les actes de violence contre les personnes ou les propriétés y laisse peu de place pour le droit politique et le droit civil.

La civilisation des Germains n'a guère fait de progrès depuis Tacite, et l'étude de leur législation nous fait découvrir en eux une société grossière, brutale, constamment aux prises avec les excès des forces et des volontés individuelles. Ce qui prouve la fréquence et la variété des crimes, c'est que la loi entre dans des détails minutieux sur leurs cas, leurs modes, les circonstances dans lesquelles ils se sont produits. L'*Histoire des Francs*, de Grégoire de Tours, postérieure, il est vrai, au v^e siècle, jette une vive lumière

sur les idées et les mœurs des Barbares (1). « C'est là qu'on
 « peut contempler et comprendre ce singulier mélange de
 « violence et de ruse, d'imprévoyance et de calcul, de
 « patience et d'emportement ; cet égoïsme de l'intérêt et de
 « la passion, mêlé à l'empire indestructible de certaines
 « idées de devoir, de certains sentiments désintéressés, enfin
 « ce chaos de notre nature morale qui constitue la barbarie ;
 « état très difficile à décrire, car aucun trait général et fixe
 « ne s'y laisse saisir, aucun principe n'y règne ; c'est
 « l'humanité forte et active, mais abandonnée à l'impulsion
 « de ses penchants, à la mobilité de ses fantaisies, à la
 « grossière imperfection de ses connaissances, à l'incohérence
 « de ses idées, à l'infinie variété des situations et des acci-
 « dents de la vie » (2). Pour se représenter avec quelque
 vérité l'état social des Francs, on peut le comparer à celui
 des peuplades sauvages que nous font connaître les récits
 des voyageurs contemporains ; on y retrouve la même cru-
 dité, la même férocité de mœurs.

Il y a loin de cette condition sociale très inférieure aux
 tableaux idylliques que nous ont tracés les savants d'Outre-
 Rhin, trop enclins aux puérilités du patriotisme scientifique.
 Néanmoins la législation des Francs-Saliens constitue un
 progrès. C'est par les lois pénales, comme le dit Guizot, que
 les peuples font le premier pas visible, le premier pas écrit
 hors de la barbarie. Leur premier effort vers le perfectionne-
 ment de la vie civile consiste à opposer d'avance des bar-
 rières, à dénoncer d'avance des peines aux excès de la liberté
 individuelle. La loi salique appartient à cette époque de l'his-
 toire de notre société.

(1) G. Monod, *Les aventures de Sichaire*. *Revue historique*, Juillet-
 Août 1886.

(2) Guizot, *op. cit.*, 7^{me} leçon.

On sait qu'il existe deux rédactions principales de la loi salique, l'une en soixante-cinq titres et désignée sous le nom de *Lex antiqua* ou de *Pactus legis salicæ*, l'autre en soixante-douze titres et appelée *Lex emendata*, qu'on attribue à Charlemagne. C'est dans la première, qui constitue le monument le plus ancien de la législation des Francs Saliens, que nous étudierons la composition pour homicide, en faisant appel, toutes les fois que le besoin s'en fera sentir, aux sources historiques et judiciaires des siècles postérieurs.

DU DROIT DE VENGEANCE SOUS L'EMPIRE DE LA LOI SALIQUE.

Mais, avant d'aborder cette étude, une question importante et qui a donné lieu à de sérieuses controverses, doit être résolue. Le droit de vengeance individuelle que nous avons rencontré chez tous les Germains établis dans le Nord de l'Europe a-t-il survécu sous l'empire de la loi salique, ou l'établissement d'un tarif légal de compositions n'a-t-il pas eu pour effet de supprimer d'une manière absolue l'*ulciscendi jus* primitif ?

Trois systèmes se trouvent en présence.

Montesquieu (*Esprit des lois*, livre XXX, chap. XIX et XX) admet que le droit de vengeance fut supprimé avec l'établissement d'un tarif de compositions : les institutions des Germains furent modifiées et le rachat pour crimes et délits devint obligatoire, de facultatif qu'il était. Les législateurs des Francs songèrent à faire par eux-mêmes ce qu'il était trop long et trop dangereux d'attendre de la convention réciproque des parties. Ils furent attentifs à mettre un prix

juste à la composition que devait recevoir celui à qui on avait fait quelque tort ou quelque injure. La loi se met à la place de l'offensé et demande pour lui la satisfaction que, dans un moment de sang-froid, il aurait lui-même réclamée ; elle s'attache à marquer avec précision la différence des torts, des injures, des crimes, afin que chacun connût au juste jusqu'à quel point il était lésé et sût exactement la réparation qu'il devait obtenir. A ce point de vue, on conçoit, ajoute l'auteur de l'*Esprit des lois*, que celui qui se vengeait, après avoir reçu la satisfaction, commettait un grand crime : c'était un mépris de la loi elle-même. Pour résumer d'un mot le système de Montesquieu, l'action publique se serait exercée dans tous les cas exclusivement.

Au contraire, une école d'historiens allemands, à la suite de Rogge (1) soutient que la législation pénale des Francs, même sous l'empire de la loi salique, continua de reposer avant tout sur le principe de la vengeance. Le droit de se faire justice à soi-même était trop enraciné dans l'esprit de ces nations barbares pour ne pas être considéré comme absolument légitime et il ne cessa pas de jouer un rôle prédominant. La composition n'est pas une peine : elle reste le rachat de la vengeance et la partie lésée n'est jamais tenue de l'accepter ; bien plus, l'agresseur lui-même peut refuser de la payer et déclarer qu'il préfère le recours aux armes. Le principe de la légitimité de la vengeance était si peu contesté que la nation elle-même infligeait les peines publiques comme une vengeance de la collectivité contre les traîtres et les lâches. Il en était de même, ajoutent les auteurs de ce système, de la perte de la paix, de la mise hors la loi. Le

(1) Rogge, *Über das Gerichtswesen der Germanen* ; Kostlin, *Das germanische Strafrecht* ; Waitz, *Deutsche Verfassungsgeschichte*.

coupable qui se trouvait dans cette position était abandonné à la vengeance du premier venu.

Une troisième opinion, émise en France par Pardessus et soutenue par Thonissen, nous paraît devoir être admise. Elle tient le milieu entre les deux précédentes. D'après cette théorie, la vengeance du sang, la *Blutrache*, n'est plus admise indistinctement pour tous les crimes et délits, comme le prétend l'école allemande ; toute atteinte à la personne ou aux biens n'en légitime pas l'exercice. Mais elle subsiste, limitée au meurtre et à quelques crimes graves, dont l'étude des textes permet de dresser la liste. Ces crimes seuls autorisaient l'offensé à recourir à la violence et à laver son injure dans le sang de l'agresseur ; pour toutes les autres infractions, il devait s'adresser à l'autorité publique et accepter la composition.

Contrairement à l'opinion de Montesquieu et en présence de textes juridiques formels, il ne nous semble pas possible d'admettre que le droit de vengeance fut supprimé chez les Francs après la promulgation de la loi salique. Ni l'influence de la civilisation romaine, ni même leur conversion au christianisme ne furent assez puissantes pour détruire d'un seul coup une coutume barbare, si profondément ancrée dans les mœurs de ce peuple.

Trois textes viennent corroborer cette assertion.

Le premier est emprunté à la loi salique : « *Si quis vero hominem in quadrevio invenerit sine manus et sine pedes, quem inimici sui demiserunt, et eum perocciderit, cui fuerit adprobatum, IVM demarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur* » (1). Ce texte de la loi salique rappelle une disposition des anciennes lois d'Islande. L'esclave, coupable d'avoir

(1) *Lex antiqua*, tit. XLI, 8. Edition Pardessus.

tué son maître ou un membre de la famille du maître; était jeté dans un carrefour, les pieds et les mains coupés, pour y vivre autant qu'il le pouvait (*Codex juris Islandorum qui nominatur Grágàs*, p. 61, édition Schlegel).

Un second texte, intercalé dans la *Lex emendata*, est ainsi conçu : « *Si quis hominem de bargo vel de furca sine voluntate judicis dimiserit, 1800 denarios, qui faciunt solidos 45, culpabilis judicetur* » (1).

Un texte analogue est rapporté par Pardessus (*Capita extravagantia*, II). « *Si quis hominem extra consilium judicis de furcas abaterit, aut de ramum ubi incrocatur, aut reponere præsumpserit, MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.* »

Le troisième texte que nous rencontrons comme le précédent dans la *Lex emendata* contient la disposition suivante : « *Si quis caput hominis quod inimicus suus in palo miserit, sine permissu judicis, aut illius qui eum ibi posuit, tollere præsumpserit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.* » (2)

Ces textes ne laissent aucun doute sur le maintien du droit de vengeance après la rédaction de la loi salique. Ils font allusion à une coutume des Francs qui, bien loin de faire disparaître les traces matérielles de leur vengeance, la rendaient publique, en exposant le corps de leur ennemi mutilé dans un carrefour, sur un échafaud ou sur une potence, ou en plaçant sa tête sur un poteau à la vue de tous. Il n'en était pas de même chez les nations de l'Orient, moins fières et plus portées à la dissimulation et à la ruse. Nous trouvons le même usage dans la loi Ripuaire où le vengeur

(1) *Lex emendata*, tit. LXIX, 1.

(2) *Ibid*, tit. XLIX, 3.

d'un homicide appelait des témoins, leur racontait le fait et hissait le cadavre sur un échafaud placé dans un carrefour (1). Chez les Bavares, il se contentait d'annoncer le meurtre à ses voisins suivant une formule déterminée (2). Le but de ces modes de publicité est facile à saisir. Tuer un homme par vengeance était alors considéré comme licite, tant qu'il n'était pas intervenu de composition, ou que, par une demande en justice, l'offensé n'avait pas renoncé à son droit de guerre privée. Le meurtrier avouait hautement son action ; il annonçait qu'il était prêt à la justifier. Autrement on ne comprendrait pas l'acte d'un assassin se dénonçant lui-même.

On conçoit dès lors le tort que la disparition du cadavre ou de la tête de l'ennemi mort pouvait causer au vengeur en rendant sa justification impossible, d'autant plus que l'auteur d'un meurtre devait être puni plus sévèrement, s'il avait fait disparaître le corps du délit (3). Quant au fait d'achever de tuer l'homme que ses ennemis ont jeté dans un carrefour, après lui avoir coupé les mains et les pieds, il constitue une atteinte au droit de vengeance appartenant à autrui. Le vengeur du sang versé était libre de l'exercer comme il l'entendait, sans se laisser arrêter par aucune considération d'humanité.

Mais, pourrait-on nous objecter, ces dispositions s'appliquent exclusivement à l'homicide commis par un homme en état de légitime défense et non à l'auteur d'une vengeance légitime. Plusieurs textes s'opposent formellement à cette interprétation. La *Lex emendata*, tit. XLIII, 12, examinant le

(1) *Lex Ripuaria*, tit. LXXIX.

(2) *Decreta Tassilonis*, IV, 3. [*De popularibus legibus*].

(3) *Lex salica*, XLI, 2 ; *Capita extravagantia*, tit. XVIII ; *Sententia de septem septennis*, tit. VIII.

cas d'un meurtre commis à la suite d'une calomnie, décide que le meurtrier devra payer la composition, parce qu'il a ajouté foi trop légèrement aux faux rapports du calomniateur. Ceci ne prouve-t-il pas avec la dernière évidence que, si le fait allégué avait été bien établi, il aurait légitimé l'effusion du sang ? Deux autres textes empruntés à Grégoire de Tours démontrent également que la vengeance et les modes de publicité en usage chez les Francs s'appliquaient pour d'autres cas que la légitime défense. Si-haire est blessé par un esclave ; ses amis s'emparent du meurtrier, le mutilent et placent son corps sur un échafaud (1). Chramnisinde, après le meurtre de ses parents par Si-haire, lui tranche la tête et prouve qu'il a eu le droit d'agir comme il l'a fait à cause de la conduite de Si-haire (2).

La vengeance du sang était donc demeurée chez les Francs, pour certains crimes du moins, après la promulgation de la loi salique, même en dehors du cas de légitime défense.

Il nous reste à écarter du débat deux autres textes de Grégoire de Tours qui semblent au premier abord favorables à la théorie de Montesquieu.

Le premier que nous rencontrons dans les *Vitæ patrum* de cet auteur, c. VIII, 7, vise le cas d'un homme qui a vengé dans le sang la mort de son frère. Le juge du lieu le fait jeter en prison et le condamne à mort. Cette sentence paraît étrange et pourrait être invoquée par les partisans de l'abolition du droit de vengeance. Toute difficulté disparaîtra

(1) *Historia Francorum*, lib. VII, 47.

(2) « *Chramnisindus... ad regem pergit et ad pedes prosternitur* » *regis, dicens : Vitam peto, ô gloriose rex, eo quod occiderim homines, qui parentibus meis interfectis, res omnes diripuerunt.* » *Hist. Franc.*, lib. IX, 1°.

si l'on considère que le frère du mort était un Gallo-Romain et qu'il ne pouvait par suite réclamer le bénéfice de la législation franque en vertu du principe de la personnalité des lois (1) ; en outre le fait s'était passé dans le diocèse de Lyon non soumis à la loi salique.

Un second texte cité par Montesquieu lui-même (*Esprit des lois*, livre XXX, chap. XIX) a trait à un procès où une partie perd la moitié de la composition qui lui avait été adjugée, pour s'être fait justice à elle même (2). Ce texte prouve simplement que, du moment qu'on avait intenté une action en justice, on était réputé avoir abandonné le droit de vengeance et on se rendait coupable d'une faute en attaquant son adversaire avant le prononcé du jugement ; mais il ne s'ensuit pas que l'offensé n'avait pas le droit de recourir aux armes, au lieu de s'adresser aux tribunaux.

Nous pouvons donc affirmer la persistance du droit de vengeance privée chez les Francs-Saliens.

Mais faut-il admettre avec Rogge et l'école allemande que ce droit pouvait s'exercer pour tous les crimes et délits sans distinction ?

Nous verrons qu'il ne s'appliquait que dans certains cas. Rogge va plus loin : il prétend en premier lieu que la partie lésée pouvait recourir aux armes, même si l'agresseur offrait spontanément la composition, et en outre que ce dernier avait le droit de choisir entre le paiement et la guerre privée.

Sur le premier point, nous nous rangeons à son opinion.

(1) *Lex Burgundionum*, Prol... « *Inter Romanos... romanis legibus præcipimus judicari.* » Tit. LV, 2 : *Jubemus... causam romanis legibus terminari. Licebit ei seu pulsatus fuerit, seu ipse pulsaverit, romano jure contendere.* »

(2) *Hist. Franc.* VII, 47.

A l'époque mérovingienne du moins, le libre choix de l'offensé n'est pas contestable ; dans aucun texte juridique ou historique, on ne trouve une trace quelconque de prohibition, et cela s'explique facilement par la faiblesse du pouvoir et la rudesse des mœurs franques. L'acceptation de la composition par le lésé fut toujours volontaire et l'influence de l'amitié ou de la religion s'exerçait souvent pour l'obtenir. Il n'en fut plus de même sous les Carolingiens ; Charlemagne qui voulut substituer l'empire des lois à celui de la force rendit la composition obligatoire ; ses successeurs confirmèrent cette règle dans plusieurs capitulaires. (Cf. *Capitulaire d'Herstal* de 779.)

Sur le second point, nous ne pouvons admettre la théorie allemande. Nous ne croyons pas que l'agresseur appelé devant les juges ait pu choisir entre le paiement de la composition et la guerre privée.

Le principal argument de Rogge est déduit d'un article de la loi Saxonne (XVIII). « *Litus si per jussum vel consilium domini sui hominem occiderit utputa nobilem, dominus compositionem solvat vel fandum portet.* » Ce texte ne nous semble prouver en aucune façon que le choix appartient à l'offenseur ; il signifie simplement que la partie lésée peut à son gré exiger la composition ou recourir aux armes et que le coupable (l'instigateur du meurtre dans le cas présent) doit subir l'une ou l'autre alternative.

Un texte de la loi salique vient d'ailleurs contredire absolument l'opinion de Rogge. Il suppose qu'un inculpé est appelé devant un tribunal et refuse d'exécuter ses décisions (1). Après avoir exposé la procédure à suivre, ce texte décide que

(1) *Lex salica*, LVI. « *Si quis ad mallum venire contempserit, aut quod ei a rachineburgiis judicatum fuerit adimplere distulerit,* »

le coupable sera mis hors la loi, *extra sermonem regis* et le livre à la cruauté de celui qui voudra le tuer. L'offenseur n'avait donc pas le droit de refuser le prix du sang quand il lui était réclaté en justice.

Des raisons d'ordre historique et moral viennent corroborer cette manière de voir. Pourquoi le législateur aurait-il fixé un tarif de compositions aussi élevé, sinon dans le but de restreindre dans la mesure du possible le nombre des conflits qui ensanglantaient le pays ? Est-il admissible qu'il ait laissé aux criminels riches et puissants le droit de choisir la guerre et d'écraser les petits et les faibles ? C'eût été rendre complètement illusoire le recours à l'autorité judiciaire, réduite au rôle de simple tribunal de conciliation, et nous ne pouvons croire, malgré l'état barbare de la société chez les Francs, que le dernier terme auquel vint aboutir leur législation fût le triomphe de la force brutale avec sa tyrannie et ses excès.

Un seul des trois systèmes indiqués plus haut nous paraît satisfaisant : c'est celui qui a été soutenu par Pardessus et repris par Thonissen. La vengeance du sang est restée en vigueur sous le régime de la loi salique, mais elle n'est plus admise que pour les crimes les plus graves : l'homicide, l'adultère, les attentats à l'honneur des femmes, la violation de sépulture et le vol manifeste, nocturne, à main armée. Nous n'en sommes plus au temps des Germains du Nord où toute espèce de violence, si minime fût-elle, donnait ouverture à la vengeance. Pour tous les autres crimes et délits, l'action publique s'ouvre, et un système de punitions individuelles est organisé.

Nous restreindrons notre examen au cas de l'homicide.

Les textes cités à l'encontre de la théorie de Montesquieu suffiraient à prouver que la vengeance individuelle était admise contre l'auteur d'un homicide. Mais il en est un autre

qui a trait à l'abandon de la solidarité familiale dans le paiement de la composition et que nous étudierons plus loin. Il se trouve dans la loi salique au titre LVIII (*De chrene cruda*). Quand le meurtrier est insolvable, il peut sommer ses parents avec certaines cérémonies bizarres de payer à sa place; chaque parent peut se décharger à son tour sur le parent le plus proche. Si tous sont dans l'impossibilité de fournir la composition, le coupable est livré à la partie lésée qui reprend sur lui le droit de vie et de mort; il redevient *faidosus*. Bien qu'il s'agisse ici d'une exécution judiciaire et que le droit de vengeance soit accordé à la famille du mort parce qu'elle n'a pu obtenir la satisfaction demandée à cause de l'insolvabilité du débiteur, il n'en faut pas conclure que les parents n'auraient pu recourir aux armes, sans réclamer l'intervention de la puissance judiciaire; l'accomplissement des formalités de la *chrenecruda* a pour effet de les replacer vis-à-vis du meurtrier dans la situation où ils se trouvaient avant de demander la composition.

Si cet argument de texte ne semblait pas suffisant, les exemples innombrables cités par Grégoire de Tours suffiraient à dissiper toutes les obscurités. Son *Histoire des Francs* est remplie de récits de vengeance, accomplies à la suite d'homicides (1). Ces actes ne soulèvent aucune protestation, n'entraînent pas l'intervention de la justice et l'idée ne vient à personne d'en contester la légitimité. Les parents du mort tuent l'assassin et mettent son cadavre en pièces (2). Des

(1) « *In variis Gregorii locis exempla habentur pessimæ consuetudinis inimicitias privatas armis persequendi.* » Dom Bouquet (*Hist. Franc.*, 312, note c).

(2) *Historia Francorum*, V, 5. « *Cujus parentes condolentes propinqui exitum, commota seditione, extractis gladiis, in frusta concidunt, membratimque dispergunt.* »

hommes comme Badegesile, évêque du Mans, que leurs fonctions sacerdotales et leur ministère sacré semblent obliger au pardon des injures, réclament énergiquement leur droit de vengeance (1). Clotilde, dont le nom n'éveille que des idées de douceur et de piété, vient demander à ses fils de venger la mort de ses parents assassinés depuis longtemps par Sigismond, roi des Burgondes (2); Clodomir et ses frères obéissent, attaquent Sigismond et le font périr dans les supplices avec toute sa famille; et Clotilde s'écrie, d'après l'auteur de l'*Historiæ Francorum epitomata*: « *Gratias tibi ago, Deus omnipotens, quod initium vindictæ de genitoribus vel fratribus meis video* ». Les Juifs même, si détestés, jouissent du droit de venger leurs injures (3). Quand Grégoire de Tours intervient pour mettre fin aux luttes sanglantes de Sichaire et d'Austregisile, il les adjure de se réconcilier au nom des maximes évangéliques et se garde bien d'invoquer les lois du pays: « *Estote quæso pacifici et qui malum gessit, stante caritate, componat, ut sitis filii pacifici, qui digni sitis regnum Dei, ipso Domino tribuente, percipere. Sic enim ipse ait: Beati pacifici, quoniam ipsorum est regnum cælorum* » (4). Les fils du duc d'Aquitaine, Sandrégésile, sont voués au mépris public parce qu'ils n'ont pas vengé la mort de leur père (5). Nous n'en finirions pas si

(1) *Ibid.* VIII, 39. « *Num ideo quia clericus factus sum, ullor injuriarum mearum non ero?* »

(2) *Ibid.* III, 6. « *Non me pœniteat, carissimè, vos dulciter enutrisse; indignamè, quæso, injuriam meam, et patris matrisque meæ mortem sagaci studio vindicare* ».

(3) *Ibid.* VI, 17.

(4) *Ibid.* VII, 47. G. Monod, *op. cit.*

(5) *Gesta Dagoberti*, I, CXXXV. « *Qui cum facillime possent, mortem patris evindicare noluerunt, propterea postea secundum legem roma-*

nous voulions citer tous les passages où le droit de vengeance pour meurtre est reconnu dans les chroniques des Francs (1).

Enfin, s'il était besoin d'écarter tout doute à cet égard, les recueils de *formules* de l'époque mérovingienne nous montreraient une foule d'actes intervenus après composition, par lesquels l'offensé renonce formellement à son droit de vengeance et s'engage à ne pas inquiéter le meurtrier : ce sont les *Epistolæ securitatis*. Ces formules sont innombrables ; nous en citerons deux caractéristiques.

1° *Securitas pro homicidio facto*. Domino fratri illi ille. Dum et instigante adversario, quod non debueras, germanum nostrum illum visus es interfecisse, et ob hoc vitæ periculum incurre potueras : sed intervenientes sacerdotes et magnifici viri, quorum nomina subtilus tenentur adnexa, nos ad pacis concordiam ob hoc visi fuerunt revocasse : ita ut pro ipsa causa solidos tantos in pagalia mihi dare deberes, quos et in præsentî per wadium tuum visus es transsolvisse, et nos ipsam causam per festucam contra te visus sum werpisse. Propterea juxta quod convenit, hanc epistolam securitatis in te nobis conscribere complacuit, ut de ipsa morte germani nostri nec a me, nec ab heredibus meis aut suis, nec de judiciaria potestate, nec a quolibet, nullo casu, nec refragationem aliquam aut damnietatem amplius habere non pertimescas, sed in omnibus exinde ductus et absolutus appareas. Et si fortasse ego ipse, aut aliquis de heredibus meis, vel quicumque te ob hoc inquietare voluerit, et a me defensatum non fuerit, inferamus tibi cum cogente fisco duplum quod nobis dedisti ;

nam a regni proceribus redarguti, omnes paternas possessiones perdidderunt ».

(1) *Hist. Franc.*, VIII, 39, 40 ; X, 27 ; *Fredегarii Chronicum*, LXXXIII ; *Gesta Dagoberti*, XXXV.

et quod repetit quis vindicare non valeat ; sed præsens epistola securitatis a me facta firma permaneat, stipulatione subnexa (1).

2° *Securitas*.... Et ego hanc securitatem in ipso illo fieri et adfirmare rogavi ut nullo unquam tempore de jam dicta morte nec de ipsa leode nec ego ipse, nec nullus de heredibus meis, nec quislibet, ullas calumnias nec repetitiones agere nec repetere non debeamus (2).

Pour échapper à la vengeance légale de la famille du mort, l'auteur d'un meurtre légitime devait accomplir certaines formalités. Chez les Germains de la Scandinavie, l'auteur de l'homicide se rendait immédiatement à l'assemblée judiciaire ou *thing* et se faisait solennellement absoudre. Une coutume analogue existait chez les Francs Ripuaires : le meurtrier plaçait devant témoins le cadavre de sa victime sur un échafaud, puis se rendait au Mâl pour y prêter un serment de disculpation (3).

La loi salique ne fournit sur ce point aucun renseignement, mais il est permis de croire, en se basant sur les anciens recueils de formules mérovingiennes, que l'accusé venait jurer devant le Mâl, accompagné de plusieurs conjurateurs, qu'il avait agi conformément au droit national et qu'aucune faute ne pouvait lui être reprochée (4). Il n'y a pas lieu d'admettre le système en vertu duquel le cadavre du mort aurait été porté au tribunal pour y subir une condamnation en règle. Le résultat du serment de disculpation est une

(1) Marculfe, *Formules lib.* II, XVIII. Dom Bouquet, IV, p. 495.

(2) Marculfe, *Appendice*, XXIII.

(3) *Loi Ripuaire*, tit. LXXIX.

(4) Marculfe, *App.*, XXIX ; Sirmond, XXX ; XXXI ; Rozière, CCCCXCI, CCCCXCII.

déclaration d'innocence du meurtrier et non la condamnation de sa victime. Par suite une composition ne peut être exigée de la famille de ce dernier.

L'étude à laquelle nous venons de nous livrer nous a permis d'élucider l'importante question de savoir si la vengeance privée survécut à la promulgation de la loi salique, et, ce point une fois acquis, si son exercice fut admis dans tous les cas. Nous pouvons examiner maintenant le système des compositions chez les Francs, en nous bornant, suivant le plan général de ce travail, à ne considérer que l'homicide.

SECTION I. — DÉFINITION ET CARACTÈRE DE LA COMPOSITION.

La composition consiste dans le paiement d'une somme d'argent effectué par l'auteur d'un crime ou d'un délit et ses parents au profit de la victime ou de sa famille et de la cité ou du roi. C'est la peine ordinaire de la loi salique où l'on retrouve à chaque pas la formule : *si fuerit adprobatum, dinarios... qui faciunt solidos... culpabilis judicetur*. Elle porte le nom de *wergeld* quand il s'agit d'un homicide (1). Ce mot proviendrait de *geld*, argent et de *wer (vir)*, homme (2) ou de *wehr*, guerre, *geld*, prix (3), parce que la composition faisait échapper le coupable à la vengeance familiale. D'après M. Glasson, ce serait un mot moitié latin, moitié allemand (*verum pretium*).

La composition diffère de l'amende telle que nous l'enten-

(1) Ce terme ne se rencontre pas dans la *Lex antiqua*, mais on le trouve fréquemment dans les autres sources du droit germanique : *weregeldus*, *werigeldus*, *werageldus*, *widrigild*, etc. Cf. Thonissen, *op. cit.*; Glasson, *op. cit.*, t. III, p. 539.

(2) Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 546.

(3) Ozanam, *Les Germains avant le christianisme*,

dons. Dans notre législation, les amendes ne sont qu'un mode de pénalité qui frappe le coupable dans sa fortune, de même que l'emprisonnement ou le supplice le frappe dans sa personne. Que la peine soit pécuniaire ou corporelle, elle a toujours le même caractère, celui d'une expiation juridique envers la société dont les lois ont été violées. La partie lésée ne peut ni requérir l'amende, ni en profiter, et sa transaction avec le délinquant n'empêche ni de la prononcer, ni de la recouvrer. La composition au contraire n'était qu'une indemnité réglée par la loi pour maintenir la paix entre deux familles prêtes à en venir aux mains ; de là l'élévation des compositions appliquées aux attentats qui portaient le caractère de l'insulte ou du mépris. Il est vrai qu'une partie du wergeld, comme nous le verrons plus loin, était attribuée au fisc ; mais c'était en vertu de cette considération que le criminel avait lésé non seulement la victime, mais aussi le roi, en violant ses lois. Il fallait donc *composer* avec le roi comme avec la famille de la victime (1).

La composition n'est pas non plus une réparation civile, bien qu'elle soit pour la majeure partie payée à la victime du délit. En effet elle est applicable à des actes qui n'ont causé aucun dommage, par exemple au cas de tentative restée sans effet ou au fait de pénétrer dans certains lieux (2). Son taux légal ne varie pas toujours proportionnellement au préjudice causé et en dépasse souvent le montant : ainsi celui qui vole douze à vingt-cinq têtes de bétail paie toujours 63 sous (3), sans qu'on tienne compte du nombre de têtes enlevées ; le voleur d'un bœuf paie 35 sous, quoique la

(1) Fustel de Coulanges, *Etude sur l'Immunité mérovingienne. Revue historique*, juillet-août 1883.

(2) Tit. XIX, § 2 ; tit. XXVII, § 18 et 19.

(3) Tit. III, 7.

valeur ordinaire du bœuf soit de 2 sous (1). Remarquons toutefois que, dans le cas d'homicide, le rapport entre le wergeld et le dommage résultant de l'infraction est bien observé. La composition se cumule même avec les réparations civiles pour certains délits où la partie lésée reçoit le *capitale* (restitution de la valeur) et la *dilatura* (intérêts moratoires).

La composition tient donc par certains côtés de la peine pécuniaire et de l'indemnité : de la peine pécuniaire, parce qu'elle prive le coupable d'une partie de ses biens attribuée au Trésor royal ; de l'indemnité, parce qu'elle tend à réparer dans une certaine mesure le préjudice causé à la victime par le délit en lui attribuant les deux tiers du wergeld. Selon M. Fustel de Coulanges, elle serait le rachat de la peine : cette opinion suppose que le système des peines corporelles formait la base du droit criminel des Barbares (2). Nous croyons au contraire qu'il reposait avant tout sur le droit de vengeance, et la composition n'est autre que le rachat de ce droit. La loi des Langobards le dit expressément : « In omnibus plagis ideo majorem compositionem posuimus quam antiqui nostri, ut faida, quod est inimicitia, post compositionem factam postponatur et amplius non requiratur, nec dolus teneatur, sed causa sit finita, amicitia manente (3). » A l'origine les compositions étaient des traités de paix entre les familles (4).

Nous avons vu que chez les anciens Germains la victime du délit, avec l'aide de ses proches, vengeait elle-même son injure ; mais que souvent les haines s'apaisaient et que

(1) Tit. III, 3.

(2) Fustel de Coulanges, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, p. 475 et suiv.

(3) *Edit de Rotharis* (LXXIV).

(4) Laferrière, *Histoire du droit français*, t. III.

l'homicide se rachetait par le paiement d'une indemnité. Ces compositions, d'abord débattues de gré à gré entre les familles, sont devenues fixes dans la loi salique ; mais l'idée en vertu de laquelle elles avaient été établies est restée la même et permet d'apprécier exactement leur caractère.

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que l'acceptation du *wergeld* par la famille de la victime ne répugnait nullement aux mœurs des Francs ; il leur semblait naturel de renoncer à la *faida*, moyennant le paiement d'une indemnité pécuniaire. C'est même ce qui se produisait le plus souvent : ils avaient subi le contact des idées romaines autant que le permettaient leur caractère fongueux et le degré de civilisation auquel ils étaient parvenus.

SECTION II. — ÉLÉMENTS DE LA COMPOSITION.

La composition comprenait deux parts distinctes dans la loi salique comme chez les Germains : le *faidus* et le *fredum*.

Le *faidus* était remis au plaignant. Il était destiné à réparer le dommage causé et à racheter le droit de vengeance appartenant à l'individu lésé ; le coupable qui payait le *wergeld* échappait à la *faida* et recouvrait la paix. La loi salique n'offre guère de renseignements sur la nature du *faidus*. On le trouve mentionné avec le *fredum* au titre XXXV à propos du vol d'un esclave (*inter fredo et freto*), et les édits de Clotaire II, de 596 et de Clovis III, de 693 qui le mentionnent également ne sont pas plus explicites ; mais les autres codes barbares dissipent toute équivoque sur la portée de ce terme : bornons-nous à rappeler la loi des Langobards, citée à la section I de ce chapitre.

Le *fredum* (de l'allemand *frede*, paix) désignait la part du *wergeld* attribuée au fisc en raison de la violation de la paix

publique par le *faidosus* : c'est la *pacis pecunia*, le *friedengeld* (1). De nombreuses dispositions de la loi salique l'attestent. Pour ne citer que deux textes caractéristiques, le titre XXIV décide que l'enfant âgé de moins de douze ans ne paiera pas de *fredum* s'il commet un délit, car son manque de discernement ne permet pas d'admettre qu'il a voulu violer la paix publique, et le titre LIII permet au comte de réclamer le *fredum*, si les parties ont essayé par une transaction frauduleuse de frustrer le fisc de la part qui lui revient.

Grégoire de Tours, dans ses *Miracula S. Martini*, indique nettement que le *fredum* était ainsi compris par les hommes de son temps : il s'agit de quelques condamnés délivrés de leurs fers et dont il avait imploré la grâce auprès du roi Childebert II. « *Affirmavit rex quosdam ex his qui absoluti fuerant ad se venisse atque compositionem fisco debitam, quam illi fredum vocant, a se fuisse eis indultum* » (2). Un autre passage du même auteur n'est pas moins formel : à l'occasion de la naissance de son fils, Chilpéric met en liberté de nombreux prisonniers. « *Jubet rex omnes custodias relaxari, vinctos absolvi, compositionesque negligentium fisco debitas non exigi* » (3).

Quelle était dans la composition la quotité respective du *faidus* et du *fredum* ? Nous croyons avec la plupart des auteurs que le *fredum* s'élevait au tiers du wergeld total. Deux textes de la loi salique indiquent cette proportion et les lois postérieures la confirment.

Le titre L, § 3 qui traite de la saisie des meubles s'exprime ainsi : « *Et de ipsa secundum legem quæ debet, duas partes cujus causa est, tertia parte grafio frito ad se recolligat, si*

(1) A. Prost, *Revue historique*, juillet-août 1884.

(2) Grégoire de Tours, *Miracula S. Martini*, IV, 26.

(3) *Hist. Franc.*, VI, 23.

tamen fritus jam ante de ipsa causa non fuit solutus ». Il s'agit bien d'une composition due à la suite d'un délit et qui se répartit comme nous l'avons indiqué : deux tiers à la partie lésée, un tiers au *grafio*, représentant du roi.

Au titre XXXV, *De homicidiis servorum*, le texte détermine la composition due pour le meurtre d'un esclave par un homme libre et la fixe à trente sous, puis il ajoute *in fine* : « *Inter (ensemble) freto et fredo sunt MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV* ». Nous retrouvons la même proportion dans le partage du wergeld.

A l'époque postérieure, ce rapport se maintient d'une manière constante. Le titre LXXXIX de la loi ripuaire décide que la partie lésée qui a reçu la composition doit en remettre le tiers au juge devant témoins. Un édit de Chilpéric punit d'une composition de vingt sous le rapt d'une femme affranchie et décide que le ravisseur devra payer en outre dix sous au comte (1). Dans un autre édit de Clovis III de 693 une solution analogue est donnée. Enfin deux capitulaires, l'un de Charlemagne, daté de 803 (2), l'autre de Louis-le-Débonnaire de 817 (3), ne sont pas moins explicites.

Comment déterminait-on le tiers de la composition qui constituait le *fredum* ? La partie lésée recevait-elle seulement les deux tiers de la somme fixée par la loi, l'autre tiers étant abandonné au fisc ? Ou bien ce tiers était-il payé au fisc, indépendamment de la composition légale, versée intégralement aux mains du plaignant ? Nous croyons en nous basant sur le titre L cité plus haut qu'il faut admettre la première solution. Quand la loi fixe le taux d'un wergeld, elle y com-

(1) Pertz, *Legum*, t. II.

(2) *Capitula quem quæ in lege salica mittenda sunt*, c. VII. Pertz, *Legum*, t. I.

(3) Pertz, *Legum*, c. X.

prend à la fois le *faidus* et le *fredum* ; c'est la troisième partie de la somme due qui est remise au *grafio* et non un tiers supplémentaire.

Puisque le fisc recueillait sa part des transactions, il est permis de se demander si les parties avaient le droit d'en conclure entre elles ; un grand nombre de codes barbares, tels les lois d'Islande et la loi ripuaire, le leur interdisaient sous les peines les plus sévères. La loi salique n'offre pas trace de cette prohibition : les Francs-Saliens estimaient que la famille, par le fait même qu'elle jouissait du droit de vengeance, était libre d'y renoncer en traitant de gré à gré avec le *faidosus*. Cependant ils exigeaient avec raison l'existence d'une transaction sérieuse et ne toléraient que celles qui n'accordaient pas au demandeur un avantage trop considérable. S'il apparaît d'après le chiffre élevé accepté pour l'arrangement que les parties se sont proposé de frauder le fisc, celui-ci peut réclamer le *fredum*, comme s'il y avait eu condamnation ; si au contraire la somme est faible et permet de croire que le demandeur a de sérieuses raisons de croire à l'innocence de son adversaire, on considère que le Trésor n'est pas lésé, et par suite le *fredum* n'est pas exigible. Cette solution résulte du titre L : celui qui veut racheter sa main de l'épreuve de l'eau bouillante ne doit pas de *fredum*, s'il transige avec le plaignant pour une somme inférieure au cinquième de la composition légale et le doit au contraire, si le montant de la transaction dépasse la proportion que nous venons d'indiquer.

SECTION III. — TAUX DES COMPOSITIONS.

I. INGÉNU.

L'homicide d'un Franc Salien ingénu entraîne une compo-

sition de 200 sous (1) ; mais ce chiffre est souvent modifié en raison de la *qualité de la victime* ou des *circonstances* qui ont accompagné le fait.

Si la victime est un *fonctionnaire royal*, antrustion, comte ou sacebaron, le montant du wergeld est triplé (2). Ce n'est pas le lieu d'examiner ici les diverses classes de la population franque et les savantes controverses auxquelles cette étude a donné lieu ; ces questions sortent du cadre de notre travail. Qu'il nous soit permis toutefois d'indiquer d'un seul mot les fonctions des personnages que nous venons de citer. D'après l'opinion généralement admise, on donnait le nom d'antrustions aux guerriers francs qui prêtaient un serment spécial de défendre le roi, comme les *comites* des *principes* germains dont parle Tacite et qui se trouvaient placés par suite de cet engagement sous la protection spéciale du prince, *in truste dominica* ; leur caractère était essentiellement militaire (3). Le comte ou grafion, à l'époque de la loi salique, exerçait des fonctions extrajudiciaires, inhérentes au pouvoir exécutif ; il veillait à ce que le fisc ne fût pas frustré de la part des compositions attribuée au roi et prêtait son concours aux citoyens qui réclamaient l'exécution des condamnations judiciaires. Quant aux sacebarons, d'après l'opinion de Sohm (4), c'étaient des fonctionnaires, chargés de percevoir dans le ressort de chaque Malberg et concurremment avec le comte, la part de composition réservée au fisc.

La peine s'aggrave aussi si la victime se trouve placée *in verbo regis*, sous la protection spéciale du roi, à raison de

(1) XL, 1.

(2) XLI, 3 ; LIV, 1-2.

(3) Deloche, *Le trustis et l'antrustion royal sous les deux premières races* ; Thonissen, *op. cit.*

(4) *Die altdeutsche Reichs-und Gerichtsverfassung*, t. I, p. 84.

certaines circonstances exceptionnelles. C'est ainsi que le wergeld dû pour le meurtre d'une femme enceinte s'élève de 700 à 1200 sous, si cette femme est *in verbo regis* (1). On estime que la majesté royale a été atteinte par l'acte dirigé contre un de ses protégés.

L'âge et le sexe de la victime sont considérés également comme des circonstances aggravantes.

Le meurtre de tout enfant âgé de moins de douze ans, *crinitus aut incrinitus* (2), est puni d'une amende de six cents sous (3); cependant si l'enfant n'a pas encore reçu de nom, c'est-à-dire s'il a moins de huit jours, d'après la *lex emendata*, la composition n'est que de 100 sous : on assimile l'infanticide à l'avortement (4). Au-dessus de douze ans, l'enfant est assimilé à un homme libre adulte, sauf toutefois s'il s'agit d'un *puer crinitus*; il paraît en effet résulter du titre XXIV, 2 qui s'exprime d'une manière absolue que le triple wergeld est applicable à l'enfant chevelu, même s'il a dépassé cet âge.

Les Francs, considérant à la fois la faiblesse de la femme et l'utilité nationale et familiale que présente sa fécondité avaient établi un système de compositions spécial à son sexe. Le wergeld ordinaire de 200 sous ne s'applique que si la femme ne peut plus concevoir; quand elle a eu un enfant et peut encore en avoir, ce chiffre est triplé; si elle est enceinte, le meurtrier doit une composition de 800 sous (5). On voit par ce rapide exposé que la loi salique tient compte avant tout, en fixant le taux du wergeld, de l'utilité de la

(1) Pardessus, *Capita extravagantia*, 7.

(2) Les différentes classes des Francs se distinguaient par la coupe de leur chevelure.

(3) XXIV, 1; *Lex emendata*, XXVI, 1.

(4) XXIV, 4.

(5) XXIV, 3-6-7.

femme au point de vue social : l'idée de protection spéciale due au sexe faible ne vient qu'en seconde ligne (1).

Certaines *circonstances de fait* qui ont accompagné l'homicide entraînent aussi comme conséquence une élévation dans le taux du wergeld.

Le meurtre commis *à l'armée, in oste*, est puni d'une composition de 600 sous et même de 1800 sous, si la victime se trouve placée *in truste dominica* (2).

Si le crime est l'œuvre d'une *bande armée (contubernium)* et s'est accompli dans la maison même de la victime, il est assimilé au cas précédent : la composition monte à 600 sous par suite de ce fait et à 1800 sous, si l'homme assassiné est un antrusion. Une répartition très particulière est faite entre les assaillants lorsque la victime a reçu trois plaies ou davantage ; trois des coupables paient la composition, trois autres chacun 90 sous et trois autres 45 sous (3). On tenait compte sans doute du degré de responsabilité et de la solvabilité plus ou moins grande des individus qui faisaient partie du *contubernium*.

Si la bande armée a assassiné un homme sur une route ou dans un champ, la même répartition est applicable, et quand la victime a reçu trois plaies ou un plus grand nombre, trois des assaillants paient toute la composition, trois autres 30 sous et trois autres 15 sous (4). Les rédacteurs de la loi salique, en aggravant la situation des meurtriers agissant en

(1) Il n'en était pas de même chez d'autres nations germaniques où l'idée de protection semble avoir prédominé. Cf. *Edit de Rotharis*, CCCLXXXI.

(2) LXIII.

(3) XLII, 1-2-3.

(4) XLIII, 3.

bande, avaient compris la nécessité de mettre fin aux brigandages qui désolaient leur territoire.

Une disposition analogue du titre XLIII, 1-2 semble inspirée par les mêmes préoccupations. Tacite (*De mor. Germ.* XXII) rapporte que des meurtres se commettaient souvent *dans les festins* et Grégoire de Tours fait la même constatation à propos des Francs, très adonnés à l'ivrognerie. Quand un homicide est perpétré dans ces conditions, la loi salique rend les convives solidaires du paiement de la composition, si leur nombre ne dépasse pas sept, à moins qu'ils ne désignent eux-mêmes le meurtrier. S'ils sont plus de sept, on ne condamne que ceux dont la culpabilité est démontrée, car dans une nombreuse assistance ils ont pu ne pas voir le coupable.

Notons enfin le triple wergeld imposé à celui qui *dérobait le cadavre de sa victime* aux investigations de la justice : le fait de cacher le corps dans un puits ou dans une rivière, de le couvrir d'herbe ou de branches, entraînait pour son auteur une composition de 600 sous que la qualité d'antrusion de l'homme assassiné élevait à 1800 sous (1).

A côté des circonstances aggravantes que nous venons d'énumérer, il existe dans la loi salique des dispositions, peu nombreuses à vrai dire, qui indiquent chez ses auteurs la volonté de faire descendre la peine au-dessous du taux ordinaire, lorsque certains faits de la cause *atténuent* la culpabilité du délinquant.

Un texte conçu dans les termes les plus généraux vise tout d'abord le *manque de discernement* du coupable : « *Si vero puer infra XII annos aliqua culpa committat, fretus ei nullatenus requiratur.* » (2) Le *faidus* seul est dû, car le *fredum*

(1) XLI, 2-4.

(2) XXIV, 5.

n'est imposé à l'auteur d'un délit que pour le punir de la violation de la paix publique, et il n'est pas possible d'admettre qu'un enfant en bas âge ait eu cette intention dolosive.

On a vu d'autre part que *celui qui achève de faire mourir l'homme mutilé* que le vengeur du sang a jeté dans un carrefour porte atteinte au droit de vengeance appartenant à autrui et se rend de ce chef passible d'une peine ; toutefois la loi estime qu'il existe en sa faveur des circonstances atténuantes et le condamne seulement à payer 100 sous (1).

L'*aveu* entraînait aussi parfois une diminution de peine, au cas de vol par exemple, mais rien de semblable n'apparaît pour l'homicide.

II. GALLO-ROMAIN.

Les règles que nous venons d'exposer s'appliquent au meurtre d'un Franc ingénu ; la situation change lorsqu'il s'agit d'un Gallo-Romain, d'un libre ou d'un esclave.

Le taux de la composition varie avec la classe à laquelle appartient le Gallo-Romain. La loi salique fixe à 100 sous le wergeld du *Romain possesseur* : on donnait ce nom aux habitants de la Gaule qui avaient conservé leurs immeubles et jouissaient d'une liberté complète quant à leurs personnes et quant à leurs biens. Le *Romain tributaire*, ainsi nommé parce qu'il payait une redevance au propriétaire ou au fisc dont il cultivait les terres et qui était attaché par un lien héréditaire à l'exploitation du sol, n'avait droit, en cas de meurtre, qu'à une composition de 63 sous. Quant au Romain *conviva regis*, homme distingué par son mérite ou par ses services, que le roi admettait dans ses conseils, honorait de sa familiarité et recevait à sa table, on lui attribuait

(1) XLI, 8.

un wergeld plus élevé que la loi fixe à 300 sous (1).

Pourquoi cette infériorité dans la composition entre les Francs et les Romains ? Durant ces dernières années, plusieurs auteurs, parmi lesquels M. Fustel de Coulanges dans son *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, ont affirmé que le *Romanus* de la loi salique n'était qu'un affranchi suivant le mode romain et que, pour le meurtre du Gallo-Romain ingénu, le taux du wergeld était le même que pour celui du Franc. Nous ne pouvons discuter ici cette question fort intéressante qui nous entraînerait trop loin du but que nous nous sommes assigné. Qu'il nous soit permis toutefois de croire que le *Romanus* est bien l'habitant libre de la Gaule, suivant l'opinion presque universellement admise et qu'aucun argument sérieux ne permet pas de battre en brèche. Mais faut-il voir dans cette différence de traitement entre les vainqueurs et les vaincus un désir chez les premiers de proclamer leur supériorité et d'humilier un peuple conquis ? Nous ne le pensons pas. Les Francs, sans proclamer l'abjection des anciens habitants du territoire gaulois, pouvaient prendre des mesures exceptionnelles pour garantir leur propre sécurité. Il ne faut pas oublier non plus que l'utilité nationale de la victime, comme nous l'avons vu à propos de la femme, constituait la considération principale à laquelle obéirent les rédacteurs de la loi salique en établissant le taux du wergeld ; or la vie d'un guerrier franc était pour eux bien plus précieuse que celle d'un Romain (2).

III. LITES ET ESCLAVES.

A côté et au-dessous des Francs et des Gallo-Romains, se

(1) XLI, 5-6-7. Le wergeld du Romain tributaire varie avec les manuscrits de la *lex antiqua*.

(2) Guizot, *Essais sur l'histoire de France*. Thonissen, *op. cit.*

trouvait une autre classe de personnes dans la société franque : c'étaient les *lites*. Les lites occupent une position intermédiaire entre celle des hommes libres et celle des esclaves : ce sont des esclaves affranchis par un mode qui ne confère pas l'*ingenuitas* et que leurs maîtres maintenaient dans un état voisin de la servitude. La loi salique fixe leur wergeld à la moitié de celui qui est attribué aux Francs ingénus (1).

Quant aux *esclaves*, leur vie est comptée pour peu de chose. C'est le maître qui perçoit la composition due pour le meurtre d'un esclave et le législateur, en la fixant, ne s'est préoccupé que des intérêts du maître. Le meurtrier du *servus alienus* ne doit payer que le wergeld de 30 sous dû pour le vol d'un cheval, sauf toutefois si la victime est un serviteur domestique, un *vassus ad ministerium*, doué d'aptitudes spéciales, comme un orfèvre, un berger, etc. ; la composition s'élevait alors à 45 sous (2).

La tentative de meurtre est réprimée par la loi salique. Celui qui tente de donner la mort à autrui en lui portant des coups ou en lui lançant une flèche empoisonnée qui a manqué son but doit payer une composition de 63 sous (3) ; s'il a jeté un homme dans un puits et que la victime s'échappe, le wergeld est de 100 sous (4). L'homme qui accepte moyennant salaire de commettre un homicide et qui échoue dans sa tentative paie 63 sous.

Quant au provocateur lui-même, il est tenu d'un wergeld

(1) XXXV, XLII, LIV.

(2) XXXV, 5-6.

(3) XVII, 1-2.

(4) XLI, 9.

de 63 sous, ainsi que l'intermédiaire qui a transmis ses instructions (1).

Remarquons en terminant que la loi salique ne semble pas distinguer entre l'acte volontaire et le fait accidentel, entre le dol et la faute, du moins en cas de meurtre. Les textes sont conçus dans les termes les plus généraux et ne tiennent pas compte de l'élément subjectif de l'infraction. Si l'on consulte d'autres codes germaniques, tels que la loi des Wisigoths et la loi des Langobards, on constate, il est vrai, qu'ils séparent nettement l'homicide volontaire de l'homicide involontaire et proclament que le premier seul donne ouverture à la *faida* ; mais l'existence de ces dispositions ne permet pas d'affirmer qu'il en était ainsi chez les Francs-Saliens plus barbares et moins imprégnés des idées chrétiennes. Nous verrons d'ailleurs au moyen-âge les populations, héritières des traditions franques, se montrer réfractaires à cette distinction : à Saint-Omer notamment, le bourgeois auteur d'un meurtre involontaire était tenu, s'il voulait recouvrer la paix, de se soumettre aux formalités du *zoene*.

SECTION IV. — SOLIDARITÉ DE LA FAMILLE FRANQUE.

Nous avons vu en étudiant la vengeance du sang chez les Francs que les parents du mort prenaient part à la querelle. Par suite de l'étroite solidarité existant entre tous les membres de la famille germanique, l'injure reçue par un seul était réputée l'injure de toute la parenté, et Grégoire de Tours, lorsqu'il rapporte des exemples d'homicide commis par ven-

(1) XXVIII.

geance se sert souvent des expressions *parentes congregati* ou *conjuncti parentes* (1). Il en était de même au point de vue du paiement et de la perception des compositions. La loi salique se montre d'accord sur ce point comme sur bien d'autres avec l'auteur des *Mœurs des Germains* : « *Suscipere tam inimicitias seu patris seu propinqui necesse est.... Recipit satisfactionem universa domus.* » La famille du coupable était solidairement responsable du paiement du wergeld auquel il était condamné, puisqu'elle achetait par cette indemnité la paix des parents de la victime, et, par une juste réciprocité, ces derniers étaient appelés à recueillir leur part de la satisfaction, car elle était destinée à arrêter le droit de vengeance qu'ils devaient exercer en commun.

Au point de vue passif, la solidarité des parents est proclamée au titre LVIII de la *lex antiqua* (*De chrene cruda*) (2) que nous avons déjà mentionné. Remarquons toutefois que la famille n'était appelée en garantie du paiement de la composition qu'autant que l'insolvabilité du débiteur principal, c'est-à-dire du condamné, avait été constatée par certaines formalités légales : « Celui qui a tué un homme et qui
« n'a pas de quoi payer entièrement la composition légale
« doit présenter douze garants qui jurent avec lui qu'il ne
« possède ni sous la terre, ni dessus, rien de plus que ce
« qu'il a donné. Ensuite il doit entrer dans sa maison et
« ramasser aux quatre angles de la salle une poignée de
« terre ; puis, debout sur le seuil et la face tournée vers

(1) Grégoire de Tours, *Hist.* VIII, 18 ; VI, 36.

(2) Ce terme malbergien viendrait de deux mots saxons : *rene*, pur et *herut*, vide. Il signifierait : *entièrement vide* ; en effet la formalité prescrite par la loi et qui consistait à ramasser de la poussière aux quatre coins de la maison et à la jeter au vent avait pour but de montrer que la maison était absolument vide, qu'il n'y restait rien.

« l'intérieur de sa demeure, il jettera de la main gauche
 « cette terre par-dessus son épaule sur son plus proche
 « parent. Si son père et ses frères ont déjà payé pour lui et
 « que la somme ne soit pas complète, qu'il jette la terre sur
 « les trois plus proches parents de la ligne paternelle et sur
 « ceux de la ligne maternelle. Alors que le condamné, en
 « chemise et les pieds nus, prenne dans sa main un bâton et,
 « s'élançant par-dessus la clôture de son champ, qu'il
 « s'éloigne librement de la demeure de ses parents. » (1)

Lorsqu'un parent appelé à son rang se trouvait trop pauvre pour acquitter sa part de la dette, il avait droit à son tour de rejeter la terre sur le parent qui le suivait, et l'on épuisait ainsi tous les degrés de consanguinité. Enfin, quand la famille entière ne pouvait parvenir à réaliser la somme totale de la composition, celui qui avait pris le condamné sous sa caution et s'était engagé à le représenter devait le conduire dans quatre mûls successifs, et après ces quatre appels faits à la foule assemblée, si personne ne répondait pour lui, il fallait qu'il payât son crime de sa vie, *de sua vita componat*.

(1) Voici d'après Thévenin, l'explication de ces étranges cérémonies :
 « L'action de lancer la terre sur les parents indique que la possession de la maison et du verger qui l'entoure leur est abandonnée et que, avec elle, passe l'obligation de payer le restant de la dette. Le débiteur insolvable, en franchissant, l'épieu à la main, la haie, c'est-à-dire la limite de l'enclos, fait publiquement connaître que lui, possesseur, délaisse sa terre ou mieux qu'il ne la défend plus. L'épieu a ici sa signification propre ; il joue le rôle de l'arme. Or, l'arme n'est pas seulement l'instrument par excellence à l'aide duquel, primitivement, le Germain acquérait ; c'est aussi l'instrument à l'aide duquel il protégeait, défendait, bref, gardait le bien acquis ; elle intervenait, en conséquence, dans tous les cas où l'homme libre déclarait publiquement abandonner son bien. »

Contributions à l'histoire du droit germanique, p. 49.

En regard de l'obligation imposée aux parents de concourir au paiement de la dette, ils avaient le droit, lorsqu'un de leurs proches était victime d'un homicide, de revendiquer une part du wergeld (1). Cette solidarité de la famille franque au point de vue actif est nettement indiquée au titre XLII de la loi qui prévoit le meurtre d'un père et décide qu'une moitié seulement de la composition sera attribuée au fils du mort et l'autre moitié aux parents les plus proches tant du côté paternel que du côté maternel ; un capitulaire attribué à Childebert nous apprend que ces mots désignent les trois plus proches parents de chaque ligne (2). Le même texte ajoute que, s'il n'existe de parents dans aucune des deux lignes, cette part est recueillie par le fisc. Des règles analogues étaient sans doute suivies en cas de meurtre d'individus autres que le père.

La responsabilité de toute une famille pour la faute d'un seul, la redoutable prérogative de se charger personnellement de la répression de l'homicide pouvaient devenir fort onéreuses. Aussi la loi avait-elle prévu un moyen de s'y soustraire par une procédure symbolique que nous fait connaître le titre LX : *De eo qui se de parentilla tollere vult*. Celui qui veut se libérer de la parenté se présente au mâl devant le *thunginus* en portant trois rameaux d'aune qu'il brise sur sa tête en quatre morceaux (3). Il affirme en même

(1) Cf. Dareste, *Journal des Savants*, 1881, p. 244, 245.

(2) Pardessus, *Capita extravagantia*, 15.

(3) Thévenin explique ainsi cet étrange symbolisme : « Le parentage établissait une triple communauté de serment, d'hérédité, d'intérêts. L'individu détruit la première, en ce qui le concerne, en brisant un premier *fustis* ; il se dégage de l'hérédité en brisant un second *fustis*, et enfin de tout rapport avec les membres du parentage, en brisant un troi-

temps qu'il se sépare de ses parents sous tous les rapports. L'accomplissement de ces formalités a pour résultat de le priver de toute part dans l'héritage ou dans la composition de ses parents ; s'il vient à mourir ou s'il est tué, sa succession ou son *wergeld* passent au fisc par voie de deshérence (1). Ainsi l'homme qui renonçait à la parenté pour en répudier les charges était désormais isolé dans le monde. S'il était attaqué, personne ne le défendait ; s'il était tué, nul n'était tenu de venger sa mort ; s'il était accusé, il paraissait seul au Mallberg en présence de tout une famille ennemie qui venait appuyer son adversaire de ses sympathies et de ses armes. *Se exinde educat*, qu'il s'en tire comme il peut, dit un manuscrit de la loi salique (2).

Les textes que nous avons cités se réfèrent uniquement au meurtre. Il faut en conclure, croyons-nous, qu'en dehors de ce crime, la solidarité familiale disparaissait. On ne comprendrait pas que le législateur ne proclamât jamais l'obligation des parents de contribuer au paiement des compositions, lorsqu'il traite des autres délits.

La solidarité de famille fut abolie par un décret de Childert II, de 596 : « *Forsitan convenerit ut ad solutionem quisque discendat, nullus de parentibus aut amicis quicquam*

sième fustis. Il les brise sur sa tête, parce que, chez les Germains, la tête représente et, en quelque sorte, résume la personne juridique. Chacun de ces *fustis* est brisé en quatre morceaux jetés ensuite aux quatre coins de l'enceinte du tribunal, afin de donner à la déclaration du renonçant toute la publicité possible. » *Op. cit.* p. 52.

(1) Pardessus, *op. cit.* J.-J. Raepsaet, dans son *Mémoire sur l'origine des Belges*, fait venir de cette manière de procéder l'expression flamande de *vriendschap breken* et la locution française *rompre avec quelqu'un*, pour exprimer une cessation de relations.

(2) Texte d'Héroid.

adjuvet (1). La loi des Burgondes, tit. II, 7 contient une disposition analogue, et le manuscrit d'Héroid dit que de son temps le meurtrier est tenu de payer la composition, faute de quoi il y va de sa vie, *ad caput suum pertinet*. Néanmoins la *lex emendata*, postérieure à l'édit de Childebert, reproduit avec quelques variantes le titre LVIII, et la solidarité familiale se retrouve durant tout le moyen-âge dans les coutumes du Hainaut et de la Flandre ; nous en trouverons un exemple typique dans les Coutumes de Saint-Omer.

SECTION V. — DE CE QUI ARRIVE LORSQUE LA COMPOSITION
N'EST PAS PAYÉE.

Le condamné qui refuse de payer la composition légale, de même que celui qui s'abstient de comparaître devant la justice est frappé d'une peine redoutable : il est mis hors la loi, *extra sermonem regis*, et perd la protection légale à laquelle il a droit (*forbannitus*). La société le rejette de son sein (*expellis*) et il retombe à l'état sauvage (*wargus*, de *wagr*, loup) (2).

Une procédure spéciale exposée au titre LVI, *De eo qui ad mallum venire contemnit*, précède l'application de cette terrible sentence : la loi exige que le créancier ajourne le débiteur à comparaître devant le roi dans un délai de quatorze jours et qu'il ait fait précéder cet ajournement d'une dernière intimation de comparaître au Mâl dans les quarante jours. C'est seulement après l'expiration de ces délais et sous le serment de douze témoins qui garantissent

(1) Pertz, *Legum*, t. I, p. 10.

(2) C'est l'*utlaegr* des Scandinaves, l'*utlag* des Anglo-Saxons, l'*out-law* des Ecossais.

l'exactitude des faits et l'accomplissement des formalités requises, que la mise hors la loi est prononcée.

Le coupable placé *extra sermonem regis* vit désormais en marge de la société : nul, pas même sa femme, n'avait le droit de lui fournir de la nourriture et un asile, sous peine de payer une amende de 15 sous, et si dans cet état quelqu'un lui donnait la mort, elle restait impunie. C'est ce qu'expriment un décret de Childebert II : *sine lege moriatur*, et un édit de Chilpéric : *ut quicumque eum invenerit ante pavido interficiat*. Ses biens étaient confisqués, *omnes res suas erunt*, et ses droits civils anéantis. Le fisc devait en retour payer la somme due à la partie lésée (1).

On voit par les effets qu'elle entraîne combien la peine de la mise hors la loi était rigoureuse, et cette sévérité dans la répression s'explique d'elle-même : s'il n'avait été retenu par la crainte d'un châtement terrible, le coupable, condamné à payer la composition, aurait pu narguer impunément la justice, refuser de payer sa dette aux parents de la victime et son crime serait resté impuni. En fait, tout individu dépourvu de biens, dans l'hypothèse où ses parents auraient été eux-mêmes insolvables, eût joui d'une impunité gravement préjudiciable à l'ordre social.

Remarquons d'ailleurs que la proscription n'était pas irrévocable et que ses effets cessaient lorsque l'homme placé *extra sermonem regis* exécutait la condamnation. Il en était ainsi du moins à l'époque de la *lex emendata* qui s'exprime ainsi : « ... *donec omnia quæ ei legibus imputantur, secundum legem componat* (2). » Cependant un Capitulaire de 819 semble n'accorder au proscrit le droit de faire sa soumission

(1) Capitulaire de 819. Pertz, *Legum*, II, p. 11.

(2) *Lex emendata*, tit. LIX.

que pendant une durée d'un an et un jour ; passé ce délai, il restait banni à perpétuité.

Les autres codes germaniques se montraient plus sévères encore que la loi salique (1).

Ozanam, dans son étude sur *les Germains avant le christianisme*, fait observer non sans raison que la mise hors la loi dénote un état de civilisation fort inférieur : « Dans les sociétés régulières, le coupable n'est jamais hors la loi ; il est sous la loi, il y est même plus que tout autre ; elle le saisit, le détient, le protège contre toute personne, pour le frapper elle-même dans le temps, dans le lieu, dans la manière qu'elle veut.... Au contraire, quand la loi, désobéie, désespérait de faire justice, quand elle livrait le rebelle à la vengeance du premier venu, et que par conséquent, elle le mettait en demeure de se défendre, elle faisait acte d'impuissance. » Ce n'est que plus tard, quand le pouvoir social est devenu plus fort, que la peine de mort fait son apparition.

SECTION VI. — RÔLE DES CONJURATEURS ET DES FIDÉJUSSEURS.

Avant de terminer cet aperçu sur le wergeld dans la loi salique, il nous faut dire un mot du rôle des cojurants et des fidéjusseurs, parce que nous les retrouverons sous le nom de *pleiges* ou cautions en étudiant la composition à Saint-Omer. Ils intervenaient comme témoins de moralité et comme garants de la comparution en justice et de l'exécution des jugements.

Quand l'offenseur, sur l'assignation de l'offensé, paraissait au Mâl ou assemblée des hommes libres, présidée par le *thunginus*, pour être jugé par les rachimbourgs, il avait le

(1) Cf. Thonissen, *op. cit.* p. 251.

droit de produire un certain nombre de *conjuratores* (1) ; l'offensé pouvait aussi présenter les siens. Les conjurateurs n'étaient pas précisément des témoins, en ce sens qu'ils n'étaient pas appelés *ut ea quæ sciunt dicant* ; ils n'avaient pas à déposer sur le fait, mais déclaraient que l'homme en faveur duquel ils intervenaient méritait d'être cru ; leur rôle se bornait à attester son honorabilité ; c'était ce que l'on pourrait appeler des témoins de moralité (2). Aussi n'étaient-ils pas atteints, lorsqu'ils faisaient défaut, par l'amende de 15 sous applicable, suivant le titre XLIX, au citoyen qui refuse son témoignage à la justice ; la nature des choses fait obstacle à ce qu'une telle déclaration soit rendue obligatoire.

La preuve par cojureurs, d'abord limitée à certains cas, dans l'ancienne loi salique, devint ensuite de droit commun chez les Francs comme chez tous les Barbares, même lorsqu'il existait contre le défenseur des preuves manifestes. Il en était ainsi certainement au ix^e siècle (3).

Quels étaient ces conjurateurs ? On peut présumer, en se basant sur le titre LX de la *lex antiqua* (4), qu'ils n'étaient autres que les *parentes congregati* associés à la *faida* de l'individu lésé ; les armes qu'ils élevaient de la main droite en jurant, *in eorum dextera et arma eorum sacramenta adfirmant*, rappelaient ce rôle. Prêter à ses proches l'appui de ses armes ou de sa parole était considéré comme un devoir attaché à la parenté. Ce sont les prédécesseurs des *pleiges* du moyen-âge, pris comme eux parmi les parents et amis « carneulx » du coupable. De même que le défenseur aurait été secondé par

(1) Tit. XXXIX, 3.

(2) Guizot, *Histoire de la civilisation en France* ; Glasson, *op. cit.* t. III, p. 477.

(3) Agobard, *Liber adversus legem gundobadam*, p. 115.

(4) ... *dicere debet quod juramento... tollat*.

ses parents et ses associés s'il s'était engagé une guerre privée, de même ceux-ci devaient le soutenir de leur serment et attester devant Dieu qu'il disait la vérité.

Les cojureurs étaient appelés par la partie qui avait besoin de leur assistance ; aussi les appelait-on souvent *advocati*. Ils sont dans certains cas qualifiés d'*electi*. Aucun texte ne donne l'explication de ce terme et l'on en est réduit à faire des conjectures : l'opinion la plus probable est qu'il s'agissait de cojureurs amenés par le demandeur et parmi lesquels le défendeur choisissait (1). On ne sait pas non plus si le droit de récusation existait au profit des adversaires en présence.

Le nombre des conjurateurs n'était pas fixe ; il variait suivant la nature et l'importance du litige. Les lois barbares présentent de grandes variétés sur ce point. Tandis que la loi salique porte ce nombre à douze (2), la loi ripuaire le fait osciller entre six et soixante-douze.

Des textes, postérieurs il est vrai à la loi salique, nous apprennent que l'individu poursuivi pour crime restait libre jusqu'au jour du jugement s'il pouvait fournir des répondants, *si fidejussores habuerit* (3). Au jour fixé, les fidéjusseurs amenaient eux-mêmes l'inculpé devant le tribunal, et cela s'explique sans peine puisqu'ils étaient regardés comme les cautions d'une dette et qu'ils en étaient tenus sur leurs biens propres : leur intérêt les y engageait. On n'exigeait d'ailleurs de cautions que si l'accusé ne possédait pas de biens fonciers ou n'en possédait pas assez : elles intervenaient

(1) Pardessus, *Dissertation 11^{me} sur la loi salique*. — Cf. Glasson, *op. cit.*, p. 478.

(2) Merkel, *Fragment mérovingien* ; Rozière, form. 479, 480, 490, 491.

(3) Grégoire de Tours, *Hist. Franc.* IV, 44 ; *Capitularia Caroli Calvi*, XLV, 3.

seulement si des doutes sérieux s'élevaient sur la solvabilité du débiteur (1).

Les fidéjusseurs garantissaient aussi l'exécution des condamnations. Plusieurs textes sont formels sur ce point (2). On exigeait qu'ils fussent *credibiles*, *idonei*, *firmissimi*, c'est-à-dire assez solvables pour répondre du paiement intégral du *fredum* et du *faidus*. La *fidejussio* était une institution pratiquée avant tout dans l'intérêt du fisc et constituait une charge très lourde pour ceux qui en assumaient la responsabilité, à telle enseigne que le gouvernement mérovingien dut la rendre obligatoire (3).

La composition réalisait un progrès sensible sur la vengeance privée, brutale et illimitée de sa nature. Sans doute, comme nous l'avons vu par l'étude des monuments judiciaires et historiques, le pouvoir social ne fut pas assez fort chez les Francs Saliens pour la rendre obligatoire. Quand il s'agissait des délits les plus graves du moins, la partie lésée, dédaignant le wergeld, pouvait recourir à la violence et exercer le droit de vengeance. Néanmoins une double amélioration est réalisée : attiré par l'appât du gain si puissant dans une société pauvre et encore barbare et reculant devant les dangers d'une guerre familiale, l'offensé réclamait le plus souvent la composition que l'offenseur ne pouvait lui

(1) Textes cités par Fustel de Coulanges, *Etude sur l'Immunité mérovingienne*, Revue historique, juillet-août 1883.

(2) *Hist. Franc.* IX, 8. Childebert dit : « *Veniat coram nobis et datis fidejussoribus in præsentia patrum mei, quidquid illius iudicium decreverit, exsequamur.* » — Dans le *De gloria confessorum*, un évêque donne des fidéjusseurs pour garantir le paiement d'une amende. — On trouve également dans les formules de Sirmond, n° 32, deux accusés qui donnent un fidéjusseur pour garantir le paiement d'une composition.

(3) Fustel de Coulanges, *op. cit.*

refuser ; en outre, aussitôt qu'il avait agi en justice pour l'obtenir, il renonçait par là même à la vengeance privée et se rendait coupable s'il l'exerçait.

« Evidemment il y avait dans cette marche une habileté
« plus grande qu'on ne serait, au premier coup d'œil, tenté
« de la supposer chez des hommes dont l'histoire atteste les
« mœurs grossières et même féroces. On y voit les premiers
« essais de cette adresse avec laquelle les rois de la première
« race essayaient de façonner à la soumission leurs compa-
« gnons indociles et indépendants ; avec laquelle ceux de la
« troisième race finirent par reconquérir la souveraineté, et
« par abattre peu à peu l'édifice féodal. Ce n'est pas toujours
« en attaquant de front les abus ou les préjugés que les
« législateurs parviennent à les détruire (1). »

Nous rencontrerons dans la deuxième partie de cette étude bien des traces de cette lutte de l'autorité contre des usages qu'il était impossible d'abroger d'un seul coup, parce que les mœurs s'y opposaient et qui ne disparurent que peu à peu sous l'influence de la civilisation et l'action pacificatrice de la royauté, de l'Eglise et surtout des Communes.

(1) Pardessus, *Loi salique. Dissertation douzième.*

DEUXIÈME PARTIE

DE LA COMPOSITION POUR HOMICIDE DANS LES COUTUMES DE SAINT-OMER. LE ZOENE.

La composition se maintient ou plutôt réapparaît durant le moyen-âge et forme à peu près la seule pénalité dans nos villes du Nord jusqu'aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. Mais nulle part, croyons-nous, cette pratique ne fut aussi vivace que chez les peuples les plus imprégnés de traditions germaniques, dans les contrées où l'élément franc avait exclusivement prédominé, comme les cités flamandes et tout spécialement la ville de Saint-Omer. Tandis que l'action publique s'est libérée au ^{xv}^e siècle par tout le Nord et qu'on ne trouve pour ainsi dire plus de trace depuis cette époque de l'antique wergeld, nous rencontrons à Saint-Omer, sous le nom de privilège de *zoene*, jusqu'aux dernières années du ^{xvi}^e siècle, le rachat pour homicide, avec des caractères analogues à ceux que nous a révélés l'étude de la loi salique, si bien « qu'en parcourant les extraits des registres municipaux de Saint-Omer, on a souvent l'illusion de feuilleter un recueil de formules mérovingiennes, un commentaire de la loi salique » (1). Cette bizarre survivance d'un usage depuis longtemps aboli peut s'expliquer, semble-t-il, par un ensemble de causes que nous

(1) P. Dubois, *Les asseurements au XIII^e siècle dans nos villes du Nord*.

indiquerons dans la suite de ce travail : nul terrain ne se prêtait mieux que la vieille cité des Morins au maintien de traditions purement germaniques.

Hâtons-nous de le dire toutefois, il existe entre le wergeld barbare et la réconciliation, telle qu'elle se pratiquait dans les coutumes audomaroises, de notables différences. La civilisation et la morale chrétienne ont mis leur empreinte sur cette institution en y ajoutant un nouveau caractère : celui du pardon de l'offenseur à l'égard de l'offensé. « L'Evangile console et apaise ; il réunira dans un baiser de réconciliation le meurtrier et le fils de sa victime. » Malgré ces modifications, les souvenirs du droit germanique n'en persistent pas moins, nous le verrons, d'une manière frappante.

Le zoene, considéré comme mesure pacificatrice, n'est qu'une manifestation locale de la réaction générale qui se faisait jour dans la société du moyen-âge contre la pratique des faides. Nous sortirions évidemment du cadre que nous nous sommes tracé, si nous essayions de décrire la lutte de l'Eglise, du pouvoir royal, des associations urbaines antérieures aux Communes, puis des Communes elles-mêmes contre l'état d'anarchie engendré par la vengeance privée (2). Néanmoins nous avons cru devoir rappeler brièvement, avant d'étudier en détail l'institution qui nous occupe, les désordres qui ravageaient la Flandre à l'époque féodale et les efforts tentés pour y mettre un frein.

(2) Voir sur ces points, Dubois, *op. cit. passim*.

LA VENGEANCE PRIVÉE EN FLANDRE ET A SAINT-OMER.
LES MESURES PACIFICATRICES

Childebert II, par un décret de 596, avait essayé de restreindre la pratique des faides au cas où il existait entre les familles une juste cause de haine et d'organiser un système de punitions individuelles (1). Mais il faut attendre jusqu'à Charlemagne pour voir prohiber la vengeance d'une manière absolue dans tous les cas. De 785 à 802 les Capitulaires se succèdent et reproduisent tous la même injonction (2). La répétition même de ces actes est un aveu d'impuissance de la part du pouvoir royal. Sous les faibles successeurs de Charlemagne, les mœurs barbares reprennent de plus en plus leur empire et le droit subit un recul. Louis-le-Débonnaire par un Capitulaire de 817 excuse l'homicide commis *ex levi causa*.

Dès lors la violence, un instant comprimée, mais non extirpée, régna dans toutes les sphères de la vie sociale. Les Capitulaires deviennent à peu près lettre morte et, sous l'influence des grandes invasions normandes et sarrasines, les vengeances personnelles se déchainent et signalent leurs fureurs par le meurtre et les plus odieuses violences. Le temps n'est plus où, suivant l'expression du diacre Florus « toutes les villes avaient des juges et des lois ». Durant près

(1) Pertz, *Legum*, I, 40. *Decretio Childeberti regis*, V.

(2) Cap. de 785, Pertz, *Legum*, I, 50, c. XXI ; de 789, *ibid.* I, 64, *Cap. Aquigr. sive primum* ; de 793, Baluze, I, 259, c. IV ; de 802, Pertz, *Legum*, I, 95, *De homicidiis cavendis* ; de 805, *ibid.* I, 133, *De armis non portandis*, V.

de deux siècles, la France entière est en proie à l'anarchie la plus complète. Les grands feudataires, les seigneurs comme les moindres vassaux, se livrent à des guerres incessantes et sous les premiers rois de la troisième race la situation s'aggrave encore (1). « La société recule de six siècles, jusqu'à l'époque où la Germanie barbare ne connaissait pour ainsi dire d'autres lois que le droit de la force, le *Faustrecht*. »

Dans la région du Nord, profondément imbue des traditions franques, les luttes privées se donnent libre carrière avec plus de violence et d'âpreté peut-être que dans le reste du pays (2), si bien que l'auteur de la vie de Saint Arnoul, évêque de Soissons, pouvait écrire : « *Illo in tempore per quædam, imo per cuncta Flandriæ loca, quotidiana homicidia et insatiabiles humani sanguinis effusiones pacem et quietem totius regionis turbaverant.* » Comme en Bourgogne, au témoignage de Glaber, les guerres se perpétuaient durant des centaines d'années (3) et le pays était devenu un vaste champ clos où se vidaient les querelles des particuliers. « *Quisque suam suarumve injuriam, non in jure coram judice, sed ferro manuque persequabatur* (4).

La vie de Saint Arnoul par Hariulf présente un tableau complet de cette anarchie et en même temps fait connaître les efforts tentés par les évêques pour y mettre un terme :

(1) Bignon, *Sur les lettres de sécurité*. « *Gravius exarsit extremis secundæ familiæ temporibus et initio tertix. Namque et jus belli privati factum est.* »

(2) Cf. Lambert, *Chroniques de Guînes et d'Ardres* ; Baldericus, *Chronic. Camerac. et Atrebat.* ; *Acta Sanctorum*, Vie de St Arnoul, par Hariulf, du Bienheureux Jean, de St Charles-le-Bon.

(3) Glaber, II, 10.

(4) *Historiens de France*, XI, p. 507.

ibant, discordantes paci dando (1). Saint Arnoul était d'une force prodigieuse et avait exercé pendant plusieurs années le métier des armes. Doué d'une éloquence peu commune, il avait conquis une influence extraordinaire sur ces hommes grossiers et naïfs, non moins sensibles à la crainte qu'aux prédications chrétiennes (2). Il parcourut successivement toute la Frandre : les villes de Bruges, d'Aldembourg, en proie aux dissensions les plus cruelles, de Furnes où se montre d'une manière toute spéciale la solidarité familiale dans les faides reçurent l'une après l'autre sa visite (3).

Au siècle suivant, la situation ne s'est pas améliorée à Bruges, si nous en croyons Gautier, chanoine de Théroutanne et auteur de la vie de Charles-le-Bon, comte de Flandre. Les

(1) *Acta Sanctorum, De S. Arnulfo confessore, die XV^a Augusti. Commentarius, I, 4.*

(2) « *Fortissimus membrorum robore, tantaque virium excellentia ac corporis agilitate eminebat ut quatuor aut quinque coëvorum viribus excederet, et illum omnes fortem nuncuparent... Brabantinas atque Flandrenses lites seditionesque, obice suæ prudentiæ multotiens diremit atque tremore suæ incomparabilis fortitudinis compressit, dum non esset qui illius viribus seu verbis ratione validis obviare tentaret.* » *Vita S. Arnulfi* lib. I, c. 1, 7, 9.

(3) « *Venit ad Brügense oppidum et in Flandriam interiorem ad Aldenburgensem vicum, quibus in locis tanta rabies occidendi tantusque inerat furor ulciscendi, ut humano sanguine assiduo cruentari jocundum haberent, et vel una die a cædibus cessare ignavum atque improbum æstimarent. Vix pater filio, vix filius patri parcebat, frater germanum, nepos avunculum vel patrum, quin et patruus nepotem pro modica causa neci tradebat.* » *Op. cit.* lib. II, cap. III, 79.

« *In vicino Furnensis castri habitavit quædam vidua...cujus maritum simulque filium atroces inimici peremerant, et pro quorum interitu graves inimicitie interfectoribus undique incumbabant : nam pro morte duorum omnis illa regio conturbata fuerat, dum alii vindictam, alii defensionem homicidarum molirentur.* » *Lib. I, c. IV, 88.*

guerres privées étaient si fréquentes que ce prince dut employer toute son autorité pour les combattre : « *Barbarorum maritimas Flandriæ partes inhabitantium indomitam ante id temporis ferilitatem, humanum, posthabito Dei timore, assuetam crudeliter fundere sanguinem, mira severitate coercuit* » (1). Charles-le-Bon périt même victime de son intervention et fut assassiné par les partisans de Buchardus, prévôt de Bruges, qu'il tentait de réconcilier avec un seigneur du pays.

Nous trouvons aussi dans la vie du Bienheureux Jean, évêque de Thérouanne, de précieux renseignements sur l'état des Morins à cette époque. Non seulement les vengeances étaient fréquentes, mais les principaux du pays se constituaient de véritables forteresses pour augmenter leur puissance et résister plus sûrement aux attaques de leurs ennemis (2).

La réaction vraiment efficace contre cet état déplorable devait venir de l'Eglise, demeurée l'unique force sociale avec sa discipline et sa hiérarchie. Elle ne faillit pas à sa divine mission et créa dans la première moitié du XI^e siècle la *Paix* et la *Trêve de Dieu*.

La *Paix de Dieu* consistait à soustraire en tout temps aux ravages des guerres privées certaines personnes et certains objets déclarés en quelque sorte toujours neutres et inviolables.

La *Trêve de Dieu* était une suspension d'armes en vertu de laquelle les hostilités étaient défendues du mercredi soir jusqu'au lundi au lever du soleil et le jour de certaines fêtes. La durée réservée aux guerres était ainsi réduite à cent vingt jours par an.

(1) *Vita Bⁱ Caroli, II^a die Martii*, c. XII et XVI.

(2) *Act. Sanct. Vita B. Johannis Episc. Morinor. XXVII^a die Januarii*.

Parti du Sud-Ouest, le mouvement gagna successivement toute la France. Ce fut en 1095, au concile de Clermont, que la Trêve et la Paix de Dieu furent édictées comme mesure générale, avant le départ pour les Croisades, par le pape Urbain II. Des peines très sévères, d'ordre spirituel et parfois d'ordre temporel, étaient portées contre les infracteurs de la paix.

Dans nos pays du Nord, ces dispositions rencontrèrent une vive opposition. Les Flamands dont Hariulf, biographe de Saint Arnoul, dépeignait le caractère farouche et vindicatif en ces termes : « *Mentes Flandrigenarum indociles et cruentas* », ne pouvaient accepter sans résistance une institution qui révolutionnait leurs mœurs et bouleversait les traditions de leurs aïeux (1). Aussi voyons-nous un évêque de Cambrai, Gérard, s'opposer en 1033 à l'introduction de la Trêve de Dieu dans son diocèse (2). Il ne se rendit qu'aux instances de ses collègues dans l'épiscopat. Tant était puissante — nous le constaterons à maintes reprises — l'influence des traditions germaniques dans le Nord de la France !

Néanmoins ces résistances finirent par disparaître. En 1034, la Trêve de Dieu fut publiée dans tous les diocèses de Flandre et en 1070 un traité intervint entre Baudouin V et Drogon, évêque des Morins, pour sanctionner la paix et la faire jurer solennellement par les grands (3). Par trois fois, en 1099 sous Robert II de Jérusalem, en 1108 et en 1114 sous Baudouin VII dit à la Hache, des assemblées solennelles d'évêques et de princes se tinrent à Saint-Omer pour y jurer

(1) « *Quasi qui nollent instituta paterna violare et nova atque inaudita suscipere* ». V. Ven. Richardi.

(2) Baldericus, *Chronicum Cameracense et Atrebatense*, lib. III, c. 22.

(3) Meyer, *Annales de Flandre*, MLXIII.

de nouveau la Charte de la paix publique qu'on désignait sous le nom de *Pax Morinensis* (1).

Nous nous contenterons de signaler les nombreuses Ordonnances rendues par l'autorité royale contre les guerres seigneuriales dont nous n'avons pas à nous occuper. Mentionnons seulement l'une d'entre elles attribuée par les uns (et c'est l'opinion la plus probable) à Philippe-Auguste, par les autres à saint Louis, qui édicta la *Quarantaine le Roy* en vertu de laquelle les actes de guerre sont déclarés illicites contre les parents qui n'ont pas assisté à la querelle, s'ils sont accomplis moins de quarante jours après l'ouverture des hostilités. Il est curieux de rapprocher cette institution des *Statuts de l'Amitié*, d'Aire en Artois (2), de 1188, qui établissaient le même délai pour les vengeances entre particuliers : « *Quod si aliquis suum conjuratum occiderit, infra quadraginta dies nullus amicorum mortui, nisi eo præsente interfectus fuerit, potest de eo ultionem accipere* ». Philippe-Auguste aurait-il emprunté le principe de la *Quarantaine* à une coutume locale de cet ordre ?

Il ne serait pas sans intérêt, si l'espace ne nous était limité, d'étudier le rôle pacificateur joué dans les villes du Nord par les associations antérieures aux Communes qui dérivait des guildes germaniques. Nous venons de citer l'*Amitié* d'Aire-sur-la Lys. Les *Charités* d'Arras et de Douai, la *Frairie de la Halle-aux-Draps* de Valenciennes, la *Gilda mercatoria* de Saint-Omer présentent le même caractère et exercèrent une influence analogue au point de vue de la paix publique (3).

(1) Warnkœnig, *Histoire de la Flandre*, trad. Gheldolf, t. II et III.

(2) Luc d'Achery, *Spicilegium. Leges et consuetudines amicitie Ardensium in Artesia*, V, t. XI, p. 352.

(3) Cf. Drioux, *La gilde germanique* ; Giry, *Histoire de la ville de*

Nous dirons seulement quelques mots de la gilde de Saint-Omer, antérieure de beaucoup au ^x^e siècle ; on rencontre dans les statuts de cette association, longtemps avant l'apparition du zoene (1), plusieurs articles qui dénotent une tendance générale vers l'apaisement.

Ce groupement, comme son nom l'indique, ne comprenait que des marchands, « classe nouvelle se distinguant à la fois de la classe féodale et de la classe servile ». Nous n'avons pas à examiner l'influence de la gilde audomaroise sur la constitution politique de la cité : qu'il nous suffise de faire remarquer que nulle part l'analogie ne fut plus complète entre l'association des marchands et la communauté urbaine (2).

Les statuts décident que toute haine doit disparaître entre les frères au moment du banquet corporatif : « *Adveniente tempore potacionis, jus est ut decani capitulum suum submoncant ipso die adstari potacioni ibique præcipiant ut hora nona ad sedem suam pacifice veniant et quisque erga alium pacem habeat de veteri ac novo facto.* »

Les paroles inconsidérées ou violentes sont réprimées : « *Si quis contra alium stulte locutus fuerit duobus audientibus, dimidiam unciam dabit.* » On réprime sévèrement les coups portés entre coassociés : « *Si quis aliquem pugno vel pane vel*

Saint-Omer ; Pagart d'Hermansart, Les anciennes communautés d'arts et métiers de Saint-Omer ; Wauters, De l'origine et des premiers développements des libertés communales dans le Nord de la France. Preuves, p. 251.

(1) Le zoene n'apparaît pas avant le début du ^{xiii}^e siècle.

(2) L'hôtel de ville de Saint-Omer fut la maison où se réunissait la *gilda mercatoria* et conserva le nom de *Ghildhalla*. — C'est sous le nom de *gilda* que les chartes communales de 1127 et de 1168 désignent l'association jurée des bourgeois. — Le sceau de la *gilda* portait l'effigie du patron de la ville.

lapide percusserit, non enim intersunt alia arma, duas uncias dabit (1).

Une fois constituées, les Communes développeront ces institutions en paralysant progressivement la vengeance par une tactique souple et opportune. C'était pour elles une condition essentielle d'existence ; l'union seule pouvait leur permettre de développer leur commerce et de résister aux périls extérieurs de tout ordre. L'intérêt de la cité exigeait donc des mesures de conciliation et d'apaisement, rendues nécessaires par la soif des vengeances collectives, l'ardeur à poursuivre les faides et à prolonger les ressentiments.

Les mesures prises dans les villes pour assurer la paix peuvent se classer en trois groupes : les *asseurements*, les *trêves* et les *paix*.

Pour aller au-devant des rixes, on avait organisé une procédure simple et sommaire connue sous le nom d'*asseurement*, d'*assurance* ou de *sauvegarde* qu'on peut rattacher aux *securitates* franques. L'individu maltraité, injurié ou menacé dans sa personne ou dans celle de l'un des siens, ou qui avait seulement des motifs de redouter les effets de l'inimitié d'un autre, appelait celui-ci en justice pour obtenir l'assurance qu'il ne lui serait fait aucun mal à lui-même ou à sa famille. De sa nature ce mode d'arbitrage était perpétuel.

C'est surtout en Picardie que l'asseurement se développe (2). Il apparaît moins fréquemment dans la région septentrionale où la rudesse des mœurs se prêtait difficilement à des mesures préventives. Néanmoins son existence est certaine

(1) Pagart d'Hermansart, *op. cit.*, *Pièces justificatives*, I.

(2) Sur l'asseurement en Picardie, voir *Les usages d'Amiens*, extraits de l'ancien Coutumier inédit de Picardie par Marnier ; *Charte de Péronne* de 1207.

en Flandre sous le nom de *ghisèle* ou *ghiselcip* (droit d'otage ou de caution) et dans certaines parties du Hainaut (1). On trouve pour Saint-Omer un acte de 1417 par lequel Louis, évêque de Thérouanne, soumet, sous peine d'excommunication, les clercs au serment préventif requis par les échevins (2). En outre l'édit de 1546 portant règlement pour l'administration de la justice à la gouvernance d'Arras et déclaré applicable au bailliage de Saint-Omer par les archiducs le 12 mai 1607 contient trois articles relatifs à l'asseurement ; mais la procédure a lieu devant des officiers royaux et non devant les magistrats de la Commune (3).

Quand les voies de fait, rixes, batteries, injures, querelles s'étaient déjà produites, il fallait recourir à des mesures pacificatrices d'un autre ordre : ce sont les *trêves* et les *paix*.

La trêve est une institution d'apaisement temporaire et renouvelable, synallagmatique, conventionnelle d'abord, puis judiciaire et légale. La paix constitue un acte juridique de conséquences sociales plus complètes et plus avantageuses que la trêve ; elle n'est pas seulement une fin des hostilités, elle est surtout « un rapprochement moral des ennemis, un engagement perpétuel d'oublier les querelles et de reprendre la vie normale antérieure, une rentrée dans la vie urbaine » (4).

(1) Pagart d'Hermansart, *Etude sur la ghisle de Merville* ; de Nédonchel, *Etude sur le droit criminel de Tournai et du Tournaisis aux XII^e et XIII^e siècles*, Bull. Soc. litt. et hist. de Tournai ; Coutumes de Bourbourg, art. 60 ; Caroline de Gand, art. 16 ; Coutumes de Gand, Rubr. III ; de Bailleul, Rubr. I ; de Bergues St Winoc, Rubr. III, art. 1 ; d'Ecloo, Rubr. II ; d'Ypres, Rubr. III ; d'Enghien (Hainaut), Rubr. VII, art. 20.

(2) Archives municipales, B. CCXCII.

(3) Recueil des Ordonnances royaux, sentences, arrêts, etc. touchant l'administration de la justice au bailliage de Saint-Omer, 1739.

(4) Espinas, *Les guerres familiales dans la commune de Douai*, p. 5.

La trêve au premier abord semble avoir moins d'importance ou de portée que la paix ; néanmoins elle était parfois seule possible dans certains cas, par exemple quand l'irritation des esprits empêchait de conclure sur le champ une réconciliation définitive ; en outre la paix ne pouvait se faire qu'au moyen de sacrifices souvent au-dessus des moyens des parties : les solennités qui l'accompagnaient, le droit prélevé par le fisc, l'indemnité qui devait être payée au lésé ou à sa famille la rendaient parfois impraticable.

Le rapide examen auquel nous venons de nous livrer nous a permis de constater dans toutes les classes de la société féodale une réaction caractéristique contre les brutalités de la vengeance privée. Nous pouvons maintenant aborder l'étude du *zoene audomarois* qui n'est qu'une forme particulière de paix.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE FRANQUE DE LA VILLE DE SAINT-OMER

Le *zoene* ou *zoeninghe* n'est autre que le privilège accordé au bourgeois banni pour homicide de rentrer en ville après un an en faisant une très solennelle amende honorable à la famille de la victime et en se soumettant à la justice municipale.

Tel qu'il nous apparaît dans les chartes communales et dans les documents conservés aux Archives municipales, le *zoene* présente des caractères tout spéciaux et si manifestement germaniques qu'il nous a semblé utile de rechercher les motifs pour lesquels il a pris à Saint-Omer une si grande extension (1) et conservé si longtemps une vitalité remarquable. Il est nécessaire pour cela de se reporter aux origines de notre ville et de se rappeler en même temps la persistance des usages en matière de procédure criminelle.

« Les premiers habitants du territoire sur lequel devait

(1) Les privilèges de Saint-Omer étaient très étendus. Cf. Préambule de la charte de 1127 accordée par Guillaume Cliton, comte de Flandre. « *Ego Guillelmus... petitioni burgensium Sancti Audomari contraire nolens, pro eo maxime quia meam de consulatu Flandriæ petitionem libenti animo receperunt et quia honestius et fidelius ceteris Flandrensibus erga me semper se habuerunt, itaque seu consuetudines subscriptas perpetuo eis jure concedo et ratas permanere præcipio.* » Ibid. art. 1 : « *Ipsisque scabinis libertatem, qualem melius habent scabini terræ meæ constituam.* »

s'établir la ville de Saint-Omer furent quelques peuplades aventureuses détachées de la région du Rhin. Après avoir quitté les forêts de la Germanie, elles s'arrêtèrent devant les marécages indécis qui s'étendaient jusqu'à l'horizon marin et devaient leur sembler les limites mêmes du monde. Ils en prirent naturellement le nom ; ce furent les *Morins*, c'est-à-dire les habitants des marais ou des *Moëres*. C'est ainsi qu'on désigne toujours la région palustre aux environs de Dunkerque. L'étymologie paraît être le vocable tudesque *môr* ou le mot anglais *moor*, lande, plaine vaseuse, lieu d'amarrage, dont l'origine remonte aux premiers temps de la langue saxonne (1). »

Par la situation même du pays qu'ils habitaient, composé « d'une série de golfes, de petits lacs, de marais et d'îles nombreuses, les unes à une certaine distance de la terre ferme, les autres tantôt isolées, tantôt rattachées entre elles ou au rivage suivant la hauteur de la mer », les Morins devaient conserver dans leur intégrité les mœurs de leurs ancêtres et rester complètement étranger à la civilisation.

Placés à l'extrémité du monde romain, ils avaient excité l'étonnement et la frayeur des conquérants du monde, et Virgile semble dire qu'au delà de la Morinie ne se rencontre plus rien d'humain : *extremi hominum Morini* (2). C'est du reste une opinion constante chez tous les chroniqueurs de notre pays de faire de ses premiers habitants un peuple rude et féroce : l'auteur d'une vieille histoire de Saint-Omer (3) avoue que si l'on considère son commencement, « on voit un

(1) Charles Lenthéric, *Côtes et ports français du Pas-de-Calais : le delta de l'Aa*. Revue des Deux-Mondes, 15 juillet 1902.

(2) Virgile, *Enéide lib. VIII*, v. 728.

(3) *Histoire de Saint-Omer*, du xvi^e siècle par le P. Ange, carme déchaussé. Bibliothèque municipale. Msc. 840.

pays désert, stérile, inhabité, plein de marais, bois et forêts ; les longues gelées y étaient si considérables qu'à peine se trouvait-il quelqu'un qui voulût l'habiter, si bien que ce n'étaient que barbares et sauvages. »

Ce fut vers le milieu du III^e siècle que saint Fuscien et saint Victorin vinrent prêcher l'Evangile à ces peuplades farouches ; leur mission, au dire des hagiographes, fut couronnée de succès (1). Mais les traditions germaniques, entretenues par les invasions incessantes, étaient si fortes chez les Morins qu'après la mort de leurs apôtres ils revinrent à leurs idoles et reprirent leurs anciennes mœurs (2). Plus d'un siècle s'écoula ainsi jusqu'à la mission de saint Victrice, évêque de Rouen et originaire du pays, qui conçut le dessein de l'évangéliser à nouveau.

Survint alors la grande invasion du V^e siècle. Des nuées de barbares s'abattent sur la Gaule. Saint Jérôme, contemporain de ces scènes d'horreur, nous en a conservé le souvenir dans l'une de ses lettres : « D'innombrables et féroces nations, dit-il, ont envahi toutes les Gaules... La puissante ville de Reims, Amiens, Arras et les Morins, les plus reculés des hommes, tout est ravagé à l'exception de quelques cités

(1) Ghesquière, *Act. SS. B.*, p. 162.

(2) *Gallia christiana* X, p. 1528. *Ceteris ferociores de quibus quidam cecinit :*

Gens fera sunt Morini i sunt intractabile vulgus

Ferre jugum renuunt, mutantur et omnia mutant.

... *Gens moribus incompressa, magis armis quam consiliis utens, multum eloquentiæ, sapientiæ parum avida, indomita barbarie et semper ad malum proclivi, collum Christo detrectabat, facileque restringi non poterat : hinc frequenter ecclesiasticorum virorum missiones et conatus, hinc perpetui Morinorum ad vomitum reditus.*

Frodoard, III, 3, « *Homines Terwanensis parochiæ barbaricæ videbantur esse feritatis.*

que déciment elles-mêmes le glaive au dehors et la flamme au dedans » (1). Le pays, suivant l'expression du même auteur, « est tout entier transféré en Germanie ». Tandis que les autres barbares descendent vers le Midi, la confédération des Francs s'arrête dans le Nord et occupe le pays qui s'étend de la Zélande à la Somme. Au contact de ces conquérants, Germains comme eux, les Morins abandonnent la religion nouvelle et l'esprit germanique reprend dans leurs mœurs une nouvelle vigueur.

Une autre cause vint entretenir chez nos ancêtres les traditions franques. Les rois des deux premières races traversèrent souvent la Morinie et y firent de fréquents séjours. C'est entre Lens et Théroutanne en Artois qu'Aétius et Clodion se rencontrent dans une sanglante bataille, et le roi des Francs vient ensuite saccager Théroutanne ; c'est l'un de ses parents, Chararicus, que Clovis nomme roi des Morins. Des relations très étroites unissent Clotaire I et le premier évêque de Théroutanne, saint Antimond ; Athalbert, successeur d'Antimond, obtient la même faveur : Clotaire lui confie l'éducation de la princesse Radegonde dont il devait faire son épouse. C'est Clotaire II, fils de Chilpéric et de Frédégonde, qui jette les premiers fondements de la cathédrale de Théroutanne et qui décide son parent Audomare à devenir évêque des Morins. Enfin le dernier descendant de Mérovée vient finir ses jours dans le monastère fondé par Bertin, compagnon d'Audomare.

Les Carolingiens entretiennent avec la Morinie des rapports aussi fréquents que leurs prédécesseurs. Pépin de Landen l'avait administrée comme maire du palais sous Clotaire II. C'est sur les bords de la Lys, à quatre lieues de Sithiu, que

(1) Hieron., *Epist. II, ad Ageruchiam*.

Pépin le Bref fait construire son château de la Salle où il se retire avec sa cour après ses victoires d'Italie ; il y fait instruire par Alcuin ses enfants, Giselle et Charles qui devait devenir Charlemagne. Ce dernier tint en haute estime l'abbaye fondée par saint Bertin et lui accorda de nombreux privilèges. Sous Louis-le-Débonnaire, saint Folquin, apparenté à la nouvelle dynastie, occupe, sur la demande de l'empereur, le siège de Théroutanne.

Les relations des rois francs avec la Morinie durent contribuer sans doute à y maintenir l'ancien esprit germain ; mais le facteur le plus important de cette survivance fut sans conteste la nationalité des hommes qui apportèrent à notre pays les lumières de l'Evangile et lui donnèrent les premiers rudiments d'une législation régulière. Nous venons de voir que Clotaire II avait appelé du monastère de Luxeuil son parent Audomare, au début du ^{vi}^e siècle, pour relever la foi chrétienne, détruite par l'invasion des Francs. Or saint Omer était de race germanique : il était né, croit-on, dans le Guldingdal sur les bords du lac de Constance et Charlemagne se glorifie de lui être uni par des liens de parenté (1). Ses auxiliaires, Bertin, Mommelin, Ebertram, étaient tous trois germains et avaient été mandés par lui de Luxeuil à cause de leur connaissance de la langue germanique.

Quand saint Bertin eut reçu d'Adroald, seigneur du pays, la donation de la Motte Sithiu qui devait être le berceau de la cité nouvelle, les habitants des contrées avoisinantes vinrent se grouper autour du monastère nouvellement fondé, et il paraît certain qu'Audomare et Bertin donnèrent à la bourgade naissante des règlements et des lois (2).

(1) P. Malbrancq, *De Morinis*, lib. III, cap. 1.

(2) Giry, *op. cit.*, p. 6 ; Malbrancq, IV, cap. 50. « *Motta illa, in aulam, uti verisimile, civicam versa est ubi populo augescente causas dici et*

Ils y étaient autorisés par les faveurs dont les comblaient à l'envie les rois mérovingiens. Saint Bertin, d'après Malbrancq (1), obtint onze diplômes d'immunité dont le premier remonte à Thierry III et jouissait dans ses possessions de la liberté la plus absolue : « *Integra emunitate... ut nullus iudex publicus ibidem ad causas audiendas, freta exigenda, fidejussores tollendos, nec mansionem aut paratum faciendo, nec homines ipsius monasterii, tam ingenuos quam et servientes, super terras suas commanentes distringendos, nec nullas redibitiones requirendas nec exactandas, nec judiciaria potestas ibidem ingredi quocumque tempore non deberet, nisi sub emunitatis nomine, omni tempore, cum omnis fretis concessis, pars ipsius monasterii debeat possidere* » (2). Le roi défendait aux agents de son administration l'entrée des domaines du concessionnaire ; il s'interdisait de percevoir les *freda* et de saisir des fidéjusseurs. Dans ses terres, l'abbé du monastère jouissait du droit de vie et de mort sur tous les hommes qui y vivaient (3).

Les documents font défaut sur les premières lois de Sithiu. Néanmoins tous ceux qui ont étudié les origines de Saint-Omer sont d'accord pour en affirmer l'existence. Malbrancq qui écrivait au ^{xvii}^e siècle nous apprend que saint Omer et saint Bertin établirent à Sithiu une sorte de magistrat pour veiller à l'observation des lois, et le manuscrit du ^{xvi}^e siècle cité plus haut déclare que saint Bertin « érigea

ventilari placuit. Namque Audomarus et Bertinus non solum ad pietatis cultum, sed ad legum et politiæ normam singularem tanquam illius prioris conservatricem, suos traduxerunt ; ut qui erant Sitivensium domini, ita nihil deesset quod ad perfectam absolutamque rempublicam facere videretur. »

(1) IV, c. 49.

(2) *Privilegium Chlodovæi regis*. Guérard, *Chartularium Sithiense*, p. 35.

(3) Fustel de Coulanges, *Etude sur l'Immunité mérovingienne*. *Revue Historique*, t. XXII.

en bourg et en village la communauté qui s'était formée autour de l'abbaye, prescrivit à ses habitants des lois et les gouverna comme leur seigneur au temporel et spirituel. » Quel fut le caractère de cette législation ? Il ne semble pas téméraire d'affirmer, eu égard à l'origine germanique des législateurs et de la population complètement étrangère à la civilisation romaine, qu'elle fut toute imprégnée des traditions franques ; c'était une nécessité à laquelle la prudence des apôtres de la Morinie dut incontestablement se soumettre.

L'origine franque des habitants de Saint-Omer est encore attestée par le dialecte dont ils se servirent longtemps, ainsi que l'attestent des documents officiels. Jusqu'à la fin du xvi^e siècle en effet, les Ordonnances du Magistrat se publièrent en flamand, et ce fut seulement en 1590 que fut prise la délibération « de faire translater de flameng en franchois toutes les ordonnances et statutz qui se publient annuellement le premier samedy après le renouvellement de la loy » afin de voir « s'il ne serait plus expédient de les faire publier annuellement à la Bretecque (1) en langue franchoise (2) ». Or « le flamand est un dialecte de l'ancien teuton ou tudesque, et les peuples qui le parlent l'appellent eux-mêmes *Nederduitsch* c'est-à-dire bas-allemand, bas-teuton » (3). On y reconnaît modifié et altéré le *théotisque* ou *thiois* que parlaient les Francs au moment de la conquête des Gaules. Alors que Théroouanne et tout le reste de la Morinie, plus familiarisés avec la civilisation romaine, avaient adopté rapidement le

(1) La *bretecque* ou *bretesche* (Viollet-le-Duc. *Dict. d'architecture*) est un petit balcon flanquant l'hôtel de ville ou le beffroi. Il nous en reste de nombreux exemples : Arras (hôtel de ville), Bruges (beffroi), Courtrai, Aude-narde. C'était comme la bancloque un symbole d'autonomie communale.

(2) Archives municipales. *Registre des délibérations*. M. fol. 60.

(3) Raoux, *Mémoire sur l'origine des langues flamandes et wallonnes*,

latin rustique, la région de Sithiu, protégée par le défaut de culture et l'isolement de ses habitants, restait attachée à l'idiome de ses ancêtres. Quand saint Omer s'adjoignit des collaborateurs, il les choisit surtout parce qu'ils connaissaient bien la langue du pays, « *quia patriæ linguam, utpote Teutonici, bene sciebant* » (1). En 893, Fulco, archevêque de Paris, demande au pape de donner aux Morins un évêque de leur nation parce qu'ils parlent une langue étrangère (2).

Longtemps après, on tient compte pour l'élection des évêques des Morins (1099) et des abbés de Saint-Bertin (1124) de la connaissance de la langue teutonique (3). Aujourd'hui encore, le flamand, bien qu'il perde du terrain tous les jours, est parlé par les habitants des faubourgs de Saint-Omer ; « c'est le seul point du Pas-de-Calais que le théotisque occupe encore aujourd'hui et sa persistance à s'y maintenir est un fait qui a attiré l'attention des savants » (4).

En résumé, par les éléments de sa population primitive, par les faveurs des rois mérovingiens et carolingiens, par l'origine et la nationalité de ses apôtres, Saint-Omer présentait un terrain tout préparé pour la conservation d'une coutume inspirée par l'ancien esprit franc. Faut-il s'étonner dès lors qu'une institution germanique, comme le *zoene*, s'y soit développée et maintenue pendant plusieurs siècles et qu'il ait fallu à l'autorité royale de longs et persévérants efforts pour la faire disparaître ?

(1) Iperius, *Chronicum Sithiense*, apud D. Martenne, *nov. test.*, t. III.

(2) *Concilia*, t. II, 3.

(3) *Abbates... Johannem, de monte Sancti Eligii regularem canonicum lingua... teutonica... elegerunt...* (*Chart. Sith.* f. 266). *Quemdam Johannem, persona honorabilem, lingua theutonica disertum... magno clamoris strepitu... elegerunt* (*ibid.*, fol. 290).

(4) Courtois, *L'ancien idiome audomarois*, p. 62.

CHAPITRE II

COEXISTENCE DU ZOENE AVEC LA FAIDE ET LA RÉPRESSION PUBLIQUE.

Nous avons vu que le zoene constituait pour le bourgeois coupable d'homicide un moyen de se réconcilier avec les parents de la victime, moyennant certaines conditions, et d'échapper ainsi à la vengeance familiale. Les coutumes reconnaissaient donc implicitement la faide ; mais elles n'ignoraient pas non plus la répression publique des crimes et des délits.

SECTION I. — LA RÉPRESSION PUBLIQUE.

La pénalité que l'on voit édictée pour le meurtre comme pour les blessures est la peine du talion, formulée dans des termes identiques à ceux dont Moïse s'est servi : « *Oculum pro oculo, dentem pro dente, caput pro capite reddet.* » Ainsi s'exprime la plus ancienne Keure (1) de Saint-Omer (1127), § 20 à propos de l'étranger pris en flagrant délit. « *Si quis... hominem occiderit et deprehensus et reus convictus fuerit, nusquam salvationis remedium habebit* », dit la Keure de 1168, § 16, qui ne distingue pas entre le bourgeois et le forain.

C'est d'ailleurs le droit commun dans tout le Nord. Pour

(1) *Keure*, statut de ville, *lex, consuetudo* (Warnkœnig, *Hist. de Flandre*, t. II, p. 304.)

ne citer que quelques coutumes, mentionnons celle de Landrecies (Nord) qui traduit le texte classique : « Si le féru perdoit membre, le frappant soutiendra semblable peine : œil pour œil, dent pour dent, mort pour mort. » Les chartes de Tournai (1187) et de Péronne (1207) emploient des termes identiques : « *Si quis alicui unum membrorum abstulerit et captus fuerit, tale membrum sui corporis amittet.* » L'Ordonnance de Philippe d'Alsace pour Gand (1178) s'exprime ainsi dans son article 1^{er} : « *Qui hominem occiderit, caput pro capite dabit.* » Celle de Bruges en 1382, art. XIII : « S'auscuns navre autrui et il est pris, on en fera loy selonc le fait, c'est à savoir mort pour mort, membre pour membre. » Cf. également les Coutumes de Lille : « Lois est et usages en cheste ville : mort pour mort, membre pour membre. » (Livre Roisin, *De tous homechides*, I). On lit dans les Assises de Jérusalem, au livre de Philippe de Navarre, que quand un homme en mordait un autre et si « la morsure tornast à mahaing, n'i a point de peine de deniers, ains doit perdre les quatre maistres dents devant. » Ces exemples pourraient être multipliés.

SECTION II. — LA FAIDE.

§ I. ELLE EXISTE.

Il ne semble pas que ces principes, inscrits dans les lois, fussent appliqués dans toute leur rigueur. Le pouvoir urbain, sans autoriser directement et expressément la faide (1), ne la punit pas et dans certains cas tolère son existence.

C'est ainsi que la Keure de 1168, § 36, décide que lorsqu'un bourgeois, *en faide* contre le meurtrier de quelqu'un

(1) A Saint-Omer, du moins.

de sa famille, le rencontre dans la ville, il doit en prévenir la commune qui fait expulser l'assassin, et si celui-ci se hasarde ensuite dans la ville, le bourgeois a le droit d'exercer impunément sur lui sa vengeance (1).

Dans le *Livre des Statuts*, sorte de manuel de droit coutumier à l'usage des échevins du XIII^e siècle, on trouve une concession de port d'armes à des bourgeois *en état de faide* : « Saucuns bourgeois fust en faide il porroit porter I hanbregoul et I palète et I machue ou autre warnimens pour son corps warnir et défendre » (2).

La Keure d'Arques, bourg voisin de Saint-Omer, concédée par Jacques, abbé de Saint-Bertin, en 1231, reconnaît formellement le droit de vengeance des parents et leur livre même le meurtrier (3).

Nous avons mentionné déjà la charte de l'*Amitié* d'Aire-sur-la-Lys, de 1188, qui impose une quarantaine avant l'ouverture des hostilités et par là même ne prohibe pas la vengeance.

A Cassel, se rencontre en 1276 une disposition en vertu de laquelle toute *faide* sera suspendue en cas de convocation d'armée : « Et s'il avient ainssi que li sires de le terre fait crier sen ost d'ommes de fief et de commune gent, on a en usage que on juge pais de toutes faides et de tous contemps

(1) *Si quis burgensium, suorum homicidam propinquorum, quem odio habet, in villa Sancti Audomari viderit, communioni palam faciet, homicidaque quietus ea vice discedet. Quod si redire deinceps præsumpserit, quicquid ei faciet qui eum oderit, nullius culpe arguetur.*

(2) Archives municipales, AB, XVIII, 16.

(3) *Leges villæ de Arkes ab abbate Sancti Bertini concessæ, anno 1231, XXVIII. d'Achery, Spicilegium, t. III, p. 608. « De homicidio voluntario convictus, parentibus vel cognatis occisi tradetur occidendus, et bona ejus domini erunt. »*

tres si adont que li ost est revenus ou qu'il est pais et XV jours après » (1).

La même Coutume excuse l'attaque dirigée contre un lignage par un autre lignage si l'assaillant « poet monstrier faide ou haisne souffisans » (2).

Le *Livre Roisin* de Lille, de 1344, contient certains articles qui admettent implicitement la faide.

Dans certaines parties de la Belgique, à Namur par exemple, les autorités n'avaient pas cherché à réfréner les luttes privées, mais reconnaissaient au contraire le droit de vengeance à tous les hommes libres, quelle que fût leur condition (3).

§ II. CAUSES DE SON EXISTENCE.

Une question vient naturellement à l'esprit. Comment se fait-il que les Communes, dont les justices étaient cependant puissamment organisées, n'aient pas prohibé d'une manière absolue la vengeance privée en contradiction formelle avec les pénalités et les mesures d'arbitrage qu'elles avaient édictées ?

Les raisons de ce fait sont multiples : l'atavisme, l'isolement des villes, leur esprit belliqueux attesté par les défenses réitérées de port d'armes, la classification des violences contre les personnes et l'exercice de la vengeance communale ou *droit d'arsin* suffisent à expliquer les graves et nombreux obstacles que rencontrèrent les législateurs communaux pour triompher de la faide ou du moins pour en diminuer la violence.

(1) *Loy et jugements des hommes de la Baillie de Cassel*, art. 8. E. de Coussemaker, *Annales du Comité flamand de France*, t. XI.

(2) *Ibid.* art. 10.

(3) Wodon, *Etude sur le droit de vengeance dans le Comté de Namur*, *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, III^e série, t. XX, p. 155.

L'*atavisme*, si puissant en matière criminelle, s'opposait à l'intervention des pouvoirs publics dans la répression des crimes et des délits. On sait que chez les Francs la victime ou sa famille vengeait sur le coupable ou sur ses proches parents l'outrage qu'elle avait reçu. Or la Flandre tout entière et Saint-Omer en particulier étaient demeurés profondément attachés aux traditions franques. Les *Acta Sanctorum* stigmatisent en maint endroit l'esprit vindicatif des Flamands, *corda duricordium Flandrigenarum*, et Radbodus, auteur de la vie de saint Médard, évêque de Soissons et de Tournai, les dépeint en ces termes : « *Erat gens fera et indomabilis, duræ cervicis populus et implacabilis* » (1). Chez eux comme chez leurs ancêtres, l'effet des menaces ne se faisait pas attendre (2). Les homicides et les rixes désolaient encore fréquemment le pays au milieu du xvii^e siècle, si l'on en juge par ce rapport d'un intendant : « Il était autrefois assez ordinaire à la populace dans la chaleur de la débauche de se battre à coups de couteau, et ils se tuaient impunément : les coupables se sauvaient aussitôt pendant que leurs amis négociaient les accommodements » (3). Faut-il s'étonner dès lors que les échevinages n'aient pu combattre de front des coutumes si profondément enracinées et que le triomphe définitif n'ait été obtenu qu'après de longs et persévérants efforts ?

Ajoutons à cela que cet atavisme si caractéristique était entretenu par l'*isolement* dans lequel vivaient à cette époque les habitants des villes ; les coutumes et les traditions

(1) *Act. S.S. Vita S^{ci} Medardi, auctore Radbodo, VIII^a die Junii.*

(2) « *Minas Flandrensium sequuntur ictus percussionum.* » *Epistolæ Stephanensis, Tornacensis episcopus, Hist. Franc. t. XII, p. 297.*

(3) Baudrillart, *Les populations rurales de la France du Nord et du Nord-Est, Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1882, p. 853.

demeuraient immuables chez les bourgeois, renfermés dans leurs murailles et privés de contacts fréquents avec les populations voisines.

Un autre facteur non moins énergique rendait aussi fort difficile la tâche des législateurs communaux. « ... *L'esprit belliqueux* entretenu au sein de nos républiques bourgeoises par ces appels aux armes incessants qui enlevaient les gens de commune à leurs magasins, à leurs ateliers, pour les transporter en armes sur les remparts ou aux frontières du pays. Ils avaient contracté là des habitudes peu favorables au développement des idées de paix et de concorde (1). » La devise municipale de Saint-Quentin : *tot cives, tot milites*, pourrait s'appliquer à toutes les villes du moyen-âge.

Les renseignements font défaut sur la composition de la milice communale de Saint-Omer et sur son histoire (2). Quelques articles seulement lui sont consacrés par les Keures de 1127 et de 1168 et par le *Registre aux bans* conservé aux Archives communales. D'après une Ordonnance de réforme de 1447, § 34, tous les habitants de la cité sont obligés au guet et à la garde. Les troupes bourgeoises durent certainement jouer un rôle dans les guerres flamandes et dans les sièges de la ville ; comme nous le verrons plus loin, elles étaient convoquées par la *bancloque* pour prendre part à l'exécution du droit d'arsin. D'où l'obligation pour leurs membres de posséder des armes que les connétables étaient chargés d'inspecter (3).

On conçoit que les bourgeois détenteurs d'armes prenaient l'habitude de les porter avec eux et de s'en servir au moindre prétexte, ce qui n'était guère de nature à favoriser les pro-

(1) Luchaire, *Les communes*, p. 177 et suiv.

(2) Giry, p. 272.

(3) *Registre aux bans* n° 514.

grès de la paix publique. Aussi voyons-nous les échevinages suivre la voie tracée par les Capitulaires (1) et multiplier les défenses de port d'armes ; ces prohibitions répétées fournissent un indice sûr des difficultés qu'ils rencontraient dans leur œuvre.

A Saint-Omer, des règlements formels énumèrent les armes interdites : « kenivet (petit couteau), miséricorde, coutel à pointe, make (masse d'arme), fansard (coutelas), broke de fust (bouclier de bois), bos affaitiés, ghisarme (hallebarde), hache, arcs et flèches, espées, etc. (2). » Nous avons vu que le bourgeois en faide n'était pas soumis à ces prohibitions. Pour éviter l'amende, il fallait prouver qu'on voyageait et qu'on ne faisait que traverser la ville (3). Même la nuit, on ne pouvait avoir d'autres armes qu'un bâton porté à découvert (4). Il était défendu dans l'intérieur de la ville de tirer de l'arc et de l'arbalète (5). Le maieur et les échevins seuls, même après leur sortie de charge, pouvaient porter et faire porter à leurs valets les armes qu'il leur plaisait (6).

On peut rapprocher de ces dispositions celles qu'on rencontre dans toutes les villes de Flandre et de la région du Nord, du ^{xii}^e au ^{xvi}^e siècle. Bornons-nous à en reproduire quelques exemples.

Le *Statut des Enquêtes de le Baillie de Cassel* de 1324, art. 33 s'exprime ainsi : « Tout chil qui portent armures deffendues si come cõtels à pointe, espées de were, glaves,

(1) « *De armis infra patriam non portandis, id est scutis et lanceis et loriceis.* » *Cap. Théod.* de 805. V. Pertz, *Legum*, I, 183.

(2) *Registre aux bans*, nos 118, 119, 145, 148, 163, 367, 480, 364, 569.

(3) *Ibid*, n° 119.

(4) *Ibid*, nos 330, 441.

(5) *Ibid*, n° 115.

(6) *Ibid*, n° 189.

pikes, bastons qui ont plus long pickot de V pans ploumées, gales de plonc ou de fer, miséricordes, haches, ghisardes et saïètes, doivent être en amende de XX sols » (1).

Le *Statut du Hoop d'Hazebrouck*, de la même époque, contient une disposition identique ; il permet toutefois (art. 44) de porter des armes meurtrières, si l'on produit douze garants qui jurent qu'on observera loyalement la paix (2). Cf. également les Keures de Bourbourg et de Furnes. (*Annales du Comité flamand*, t. V).

A Tournai, la justice communale punit « quiconque porte coutrel ou autre armure invasible défendue » (3).

La *Ghisle de Merville*, de 1451, défend « à ceux de la dicte ville de porter armures en icelle ville de jour ou de nuyt en appert ou en couvert (4) ».

A Douai, un ban échevinal de 1260 environ parle de « coutel ameure (aiguisé), brolce (bouclier), miséricordes, espées à I, II taillants, coutiel d'Espagne, faucison (coutelas), ghisse arme, cisoires (gros ciseaux), bastons de fier, mascue fiérée. »

Dans tout l'Artois les mêmes prohibitions se rencontrent avec peu de variantes (5).

Les Coutumes de la Flandre belge et celles du Hainaut reproduisent les mêmes dispositions au commencement du xvii^e siècle (6). Fait digne de remarque, les peines pour vio-

(1) *Annales du Comité flamand de France*, t. XI, 1870-71, p. 225. Trad. de Coussemaker.

(2) *Ibid*, p. 257, 259.

(3) *Mémoires de la Société historique et littéraire de Tournai*, t. IX, 1869, p. 50.

(4) Pagart d'Hermansart, *op. cit.*, p. 126.

(5) Sainghin-en-Weppe, art. 38 (Bouthors, *Coutumes locales*, II, 355) ; Marquion, art. 33 (*ibid*, 438) ; Oignies, art. 26 (*ibid*, 443) ; Baralle et Buissy, art. 25 (*ibid*, 453) ; Fauquembergues, art. 42 (*ibid*, 650).

(6) *Coutumes de la Salle d'Ypres* (XXXIV). « Quiconque porte une

lences commises à l'aide d'armes prohibées sont souvent aggravées si le fait coupable a été commis un jour de kermesse, où les esprits échauffés par la boisson se laissaient moins facilement maîtriser par la raison (1). N'est-ce point une réminiscence de la loi salique qui punissait d'une façon toute particulière le meurtre commis dans un festin (Tit. XLIII, 1) ?

L'interdiction du port d'armes n'est pas la seule preuve de l'esprit violent contre lequel eurent à lutter les échevinages. On en retrouve aussi des traces dans les longues et minutieuses classifications de violences prévues par les Coutumes, en particulier par celle de Saint-Omer : l'énumération détaillée des « contusions, plaies ouvertes, plaies *outrées*, mutilations » (2) rappelle par plus d'un trait les lois barbares. « On se demande s'il faut prendre ces descriptions et ces réflexions pittoresques pour une face des mœurs de ce temps ; si à une époque de civilisation par certains côtés si avancée, d'organisation déjà si savante, la férocité des mœurs, les instincts de sauvagerie et de bestialité que dénotent ces textes... avaient persisté au point d'enfanter parfois de tels crimes (Giry, *Histoire de la ville de Saint-Omer*, p. 216). »

longue ou courte espée, cousteaux plus longs de lame avec pointe que de V poulces, un glaive, mortiers, hallebarde, longue picque, arbalestre, arc avec flèches, poignart, masses, fourches, frondes, pierres, épieux, bastons ou bastons accommodés où il y a du plomb, du fer ou de l'acier ou avec autres armes avec quoy l'on pourroit blesser quelqu'un, et cela seroit à l'amende de dix livres par. » Cf. Coutumes de Furnes, tit. LXVI, art. 36, 37 ; de Poperinghe, tit. XXVII, art. 1 ; de Bailleul, Rubr. XXXIII, art. 2.

(1) *Statut du Hoop d'Hazebrouck*, art. 37.

(2) *La li dois se combatent*, de Ghis l'Escrinewerkere. *Arch. municip.* AB. XVIII, 16.

Un extrait des bans d'Hénin-Liétard très caractéristique nous édifie d'ailleurs sur l'ardeur belliqueuse des hommes de ce temps : « *Deskievins qui vont à mellées* : Et se li eskievins va à mellée par nuit il peut mener I vallet sans arme muelue (émoulue) porter, et bien se wart li vallés leskievin kil ne commence mie la mellée, car si le commençoit il lamenderoit par tel forfait keskievin diroient » (1). Il faut édicter des mesures pour empêcher les hommes de justice de prendre part aux luttes qu'ils ont pour mission d'arrêter !

La faide régnait donc profondément dans les mœurs, à un point tel que la Commune, pourtant soucieuse avant tout du maintien de la paix et de la répression par l'autorité publique, l'exerçait elle-même légalement et collectivement : c'est le droit d'*arsin* (ardoir, *ardere*) ou d'abatis de maison dont il nous faut dire quelques mots.

D'après la Keure de 1127, art. 20, quand un individu domicilié hors de la ville ou de la banlieue avait attaqué un bourgeois de Saint-Omer et lui avait fait outrage ou injure, sans avoir réparé son offense, il était cité à comparaître dans les trois jours devant le châtelain ou son épouse (plus tard devant le tribunal des échevins). Négligeait-il de se présenter ou d'accomplir les formalités de la *réparation pour burgaige*, les bourgeois prenaient en main la cause de leur frère (2). Son

(1) Tailliar, *Recueil d'actes*, n° 253 § 39.

(2) *Si quis extraneus aliquem burgensium Sancti Audomari aggressus fuerit et ei contumeliam vel injuriam irrogaverit, vel violenter ei sua abstulerit, et cum hac injuria manus ejus invaserit, postmodum vocatus a castellano vel uxore ejus seu ab ejus dapifero, infra triduum ad satisfactionem venire contempserit aut neglexerit, ipsi communiter injuriam fratris sui in eo vindicabunt, in qua vindicta si domus diruta aut combusta fuerit, aut si quisquam vulneratus vel occisus fuerit, nullum corporis aut rerum suarum periculum, qui vindictam perpetravit, incurrat.*

offense devenait celle de toute la communauté. Le ban de guerre était publié et tous les habitants se réunissaient sur le grand marché ; puis, conduits par le maieur et les échevins, le châtelain ou son lieutenant, ils se dirigeaient, bannières déployées, la bancloque sonnante, vers la maison de l'étranger coupable (1). On le sommait encore une fois de comparaître ou de faire réparation. S'il s'y refusait, le signal de la démolition était donné. « Furent ycelles estables et marescauchies abattues et démolies, et puis boutèrent le feu dedans en prenant vengeance de ladicte injure faite à ladicte ville en la personne de leur dit bourgeois » (2). Il est certain que la « vengeance de la ville » n'allait pas souvent sans une chaude résistance de la part du forain ou des siens : s'il s'ensuivait une bataille, les auteurs des meurtres et des dégâts ne pouvaient être inquiétés plus que des soldats à raison de pareils actes commis dans un combat. La guerre était considérée comme déclarée et faite conformément aux règles du droit des gens.

Il faut remarquer qu'à Saint-Omer l'incendie effectif de la maison a persisté concurremment avec l'abatis de maison, tandis que dans la plupart des villes du Nord la crainte de voir se propager l'incendie avait fait disparaître l'arsin proprement dit (3).

(1) Ces détails sont extraits du procès-verbal d'arsin d'une maison à Esquerdes en 1405 publié par Giry (*Analyse et extraits d'un registre des archives de St-Omer*, Appendice, pièce 24). « On y trouve décrit très minutieusement tout l'appareil de cette expédition composée de douze cents personnes, le châtelain, les échevins, les corporations, archers, divisés en avant-garde, corps principal et arrière garde et marchant « en belle bataille. »

(2) Giry, *op. cit.*

(3) Le Magistrat n'eut que fort rarement l'occasion de recourir à ce droit. En 1321, contre Baudouin de Weringhem, sire de la Prée, pour

Nous avons dit que si l'étranger, reconnaissant sa faute, voulait « eschiever » la vengeance de la commune, il lui était permis de « venir à satisfaction » : c'est la réparation pour crime contre « *le burgaige* ». Cette réparation s'accomplissait à Saint-Omer avec des formes solennelles et symboliques dont nous trouvons le détail dans un acte de 1318 (Archives municipales, *Registre au renouvellement de la loy E. fol. XII*). Le coupable doit d'abord se rendre à la prison de la ville d'où il est conduit, escorté de son lignage, sur le grand marché près de la halle où se tiennent de nombreux bourgeois. Il est tenu « par le giron (pan de la tunique), en samblance de prisonnier, sans solers (souliers) et sans cauches (chaussettes), les tiniers (bretelles) de ses braies pendans desous se cote sour ses jambes nues, en cote, tous deschaies, les manches de le cote renversées, sans caperon, tous décauvelés, *un tison ardent* de la longueur d'aune et demie ou plus en se main. » Le châtelain lui rappelle alors les droits de la Commune « selon les libertez, franchises et costumes de le ville » et, parlant au nom du coupable, reconnaît « que quant ung estranger meffait à I borgois... vous, signeurs, (le maieur et les échevins) poès abattre et ardoir sa maison, se il vous plaist ; et che reconnoist li dis Lambert (l'offenseur) et vous supplie comme chieus que est venu pour amender le par

avoir battu un bourgeois qui le requérait « que il lui paioit ce que il pooit devoir de bonne dette et loial. » (Deschamps de Pas, *Bull. hist. de la Soc. des Antiquaires de la Morinie*, 55^e et 56^e livraison). En 1320, contre les gens de Renty ; en 1347, contre Pierre de Wirquin qui fut admis à satisfaction. (Courtois, *Quelques mots sur le droit d'arsin*). En 1350 « fut ars la maison de Gilles Mayes en le parroche de Serkes par chiaus de le ville de Saint-Aumer. » En 1405, contre Jehan d'Esquerdes, écuyer, (de Laplane, *Bulletin historique* 21^e et 22^e livraison ; Giry, *Analyse des archives*). PIÈCES JUSTIFICATIVES I.

loy, et ensi qu'il appartient que vous en voellies recevoir l'amende. » Le coupable prend alors la parole et reconnaît son crime. « Et adont, en signe d'amende li dis Lambert rendi le tison ardent à Sire Mathieu Bollart (le maieur), liquels le rechut en lieu d'amende, et tendi li dis Lambert le giron à Willaume le Tour (le bourgeois offensé) liquels le rechut en lieu d'amende. Et che fait, tendi li dis Lambert le giron, au maieur primement, et puis à tous les eschevins qui présent y étoient, et jura en le main du clerc à tous jours bone pais sans fraude et malengren de lui et des siens à Willaume le Tour primement, et puis as maieur et eschevins, et à toute le loy et puis à tous les bourgeois de le ville. Et de la le mena li sire en le prison de le ville pour atendre loy et jugement d'eschevins sur le fait. » Les relations qui nous sont parvenues nous présentent la même procédure (1).

Le privilège d'arsin existait dans plusieurs villes du Nord, notamment à Lille, avec des caractères analogues à ceux que nous venons d'indiquer (2).

Il fut successivement confirmé par toutes les chartes accordées aux bourgeois de Saint-Omer. Il prenait d'ailleurs sa source dans les anciennes lois barbares ; un passage de la loi des Saxons présente assez d'analogie avec le texte de nos chartes communales pour qu'on y ait vu un rapport de filiation (3).

Le Parlement de Paris lui-même, dont la jurisprudence se montrait résolument hostile aux privilèges locaux, appelé à se prononcer dans un procès relatif à l'application de l'arsin,

(1) Actes de réparation publiés par Giry. *Analyse et extraits... Appendice*. 1344, VII — 1348, IX — 1367, 104 — 1443, XXVII — 1513, n° 291.

(2) Livre Roisin, *Comment on doit user de l'arsin et des circonstances qui sem puent ensuivre*.

(3) *Capitula ad legem Saxonum*, éd. Merkel, VIII. Giry, p. 221.

trancha la question en faveur de la ville. En 1320, les Audomarois, pour venger l'injure faite à des bourgeois par des hommes de Renty, marchèrent contre le bourg et y exercèrent le droit d'arsin. Nombre de maisons furent brûlées. Les échevins de Renty portèrent plainte au Parlement qui, par arrêt de février 1323 (1), déclara que les habitants de Saint-Omer avaient usé de leur droit.

Le privilège se maintient jusqu'au début du xvi^e siècle ; lorsqu'une autorité supérieure commune fut sûrement reconnue et exercée, il n'eut plus sa raison d'être.

Tel fut le droit d'arsin qui n'est autre que la vengeance exercée par la commune au profit d'un de ses membres. La courte étude que nous venons de lui consacrer nous a montré que l'association urbaine, malgré sa réprobation pour la faide, en usait elle-même dans l'intérêt de la paix.

Pour nous résumer, nous avons constaté l'existence simultanée en fait, sinon en droit, de la faide, du zoene et de l'action publique. A ceux qui seraient tentés de s'en étonner, nous avons répondu en faisant ressortir l'esprit belliqueux des bourgeois, dû à l'atavisme et à l'isolement relatif qui leur était propre, attesté par les défenses répétées de port d'armes, la classification rigoureuse des violences et la vengeance exercée par la commune elle-même. La répression par les pouvoirs publics ne pouvait déraciner d'un seul coup des usages longtemps admis et profondément invétérés.

(1) Giry, *op. cit.*, n° 20. Arrêt du Parlement de Paris déboutant de sa demande Baudoin de Heringuehan, écuyer, qui avait accusé les maieur et échevins de Saint-Omer de s'être portés à la tête d'une bande armée sur le fief qu'il tenait de l'évêque de Thérouanne et d'avoir brûlé les édifices, arraché ou coupé les arbres.

CHAPITRE III

DÉFINITION, SOURCES ET CONDITIONS DU ZOENE.

Le *Zoene* ou *Zoeninghe* était un privilège, accordé aux bourgeois de Saint-Omer coupables d'homicide, en vertu duquel ils pouvaient, s'ils avaient échappé par la fuite aux conséquences de leur crime ou s'ils avaient été condamnés au bannissement, rentrer en ville au bout d'un an et jouir de la paix, moyennant une réconciliation solennelle avec les parents de la victime et le paiement d'une composition, sur avis conforme du Magistrat et des officiers royaux. Ce privilège demeura en vigueur aux ^{xiii}^e, ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, bien que légèrement altéré dans ses formes, durant les années qui précédèrent sa disparition. Il était particulièrement apprécié des Audomarois, à en juger par les efforts de l'échevinage pour le défendre contre l'autorité royale, soucieuse de faire disparaître cet antique usage, dernier vestige des traditions franques.

Ce mot n'est autre qu'une altération du flamand *Zoendinghe*, réconciliation (du verbe *zoenen*, embrasser). Giry, dans son *Histoire de la ville de Saint-Omer*, a lu *zoeve* sur la feuille de garde du Manuscrit 829 de la Bibliothèque municipale de Saint-Omer, qui renferme la Keure de Philippe d'Alsace de 1168, confirmant les privilèges et franchises accordés à la ville par Thierrî, comte des Flamands en 1128, et il déclare « qu'il n'a retrouvé ce mot employé nulle part ailleurs et qu'il n'a pu en découvrir ni l'origine, ni la signifi-

cation (1). » Il existe cependant aux Archives communales une foule de pièces relatives au zoene ou zoeninghe (2), et si le savant professeur s'était reporté aux Coutumes flamandes, il eût découvert fréquemment ce terme employé en composition avec d'autres expressions (3).

C'est dans la grande charte de 1168, concédée à la ville de Saint-Omer par Philippe d'Alsace, que se trouve inscrit pour la première fois le principe du zoene, pratiqué sans doute depuis longtemps en vertu des coutumes locales (4). Après avoir édicté la peine de mort contre l'homicide, l'art. 16

(1) Giry, p. 193 et note 1.

(2) Archives municipales. AB. XXI.

(3) *De paie van ZOENDINGHE van mansdoot van meneghen tiden bi wette van den lande XII lb. ende iiij l. van MOETZOEN.* « Le prix de la réconciliation qui a lieu par autorisation de la loi du pays est depuis longtemps fixé pour un meurtre à XII livres et IV livres pour la paix par la bouche. »

(Statuts du Hoop d'Hazebrouck, art. 42).

Bastaerden en geven, noch en memen geen MONTSOEN. « Les bâtards ne donnent, ni ne reçoivent le baiser de paix. »

(*Loys, Coustumes, Ordonnances de la Salle et Châtellenie d'Ypres, ch. CCXVI, art. 1*).

In' t ontfaen van MONTSOEN... Pour recevoir le baiser de paix...

(*Coutumes de Gand, Rubr. III, art. 10*).

Ende daer MONTSOEN... Où il échoit baiser de paix...

(*Coutumes et usages de la ville et châtellenie d'Assenède, Rubr. I, art. 13*).

Den MONTSOENDER... Celui qui donne le baiser de paix.

(*Coutumes de la ville et châtellenie de Courtray, Rubr. II, art. 3*).

Ce mot se retrouve encore sous les formes de *maegsoen*, baiser de la poitrine, *erfsoen*, baiser de l'héritage.

(4) Giry, *op. cit.* p. 66, fait remarquer la tendance des Communes à insérer les textes déjà fixés du droit dans les privilèges confirmés par les comtes.

ajoute : « *Quod si forte, nobis improvisis, fuga succurrente, discesserit, mansiones ipsius diruentur, reliqua omnia comitis erunt. Qui vero fugerit, ulterius in urbe non recipietur, nisi prius occisi cognatis reconcilietur ; X libras solvet, C solidos castellano et C communioni ad muniendam villam.* » Ainsi donc le droit d'arsin s'exerce contre le coupable en fuite ; il est frappé de la peine du bannissement et ses biens sont saisis au profit du comte, mais il peut rentrer en ville en payant une composition. La même Keure, dans son article 30, exclut les forains du privilège ; « *De his qui de homicidio calumpniantur, si sunt de communione et ex justicia et iudicio communionis possunt satisfacere infra villam et bannileugam pacem habeant.* »

D'autres documents conservés aux archives communales énumèrent et précisent les conditions d'exercice du zoene. En ce qui concerne le chiffre de la composition et des frais de justice au ^{xiii}e et sans doute au ^{xii}e siècle, nous possédons un manuel rédigé par un praticien du nom de Ghis l'Escrinewerkere, probablement greffier de l'échevinage. C'est un tarif de coups et blessures, sans date, intitulé : *La li doi se combatent* (là où deux se battent). (P. J. II). Il faut, croyons-nous, en faire remonter la rédaction au ^{xii}e siècle. En effet la *Loy et jugements des hommes de le Baillie de Cassel*, de 1276, déjà citée, s'exprime ainsi à propos d'une procédure analogue : « Et ce jugement fut déclaré par Mons^r Philippe d'Ypre, Simon Lestur, Henry Tesnine de Castres et de *Ghis l'Escrinewerkere de Saint-Omer*, qui bien savoient les loys et le droit de tels cas. » Cette rédaction laisse supposer que les individus en question étaient déjà morts. Si l'on rapproche de ce texte la formule finale du manuel de Ghis : « et jou, Ghis l'Escrinewerkere, fait assavoir à mes signeurs ke ou

teiles choses, comme chi devant sont deviseis, ai jou usé et manoié avec preudommes et loiaux *bien a L ans et plus*, et ke c'est toute la plus aperte chose ke j'en sache faire comme je l'ai usei et autres preudommes avec mi et lonc tans devant mi », on peut en conclure que les formes du zoene indiquées par ce praticien étaient déjà en vigueur au XII^e siècle.

Pour l'assistance des parents et leur tenue durant la cérémonie du zoene, les renseignements nous sont fournis par le feuillet de garde du Manuscrit 829 de la bibliothèque communale de Saint-Omer. Mais ce sont surtout les *Registres au renouvellement de la loy* depuis 1311, les *Vidimus* d'actes insérés aux registres de zoene, les extraits de la Chambre des Comptes de Lille, les actes des receveurs du Domaine royal à Saint-Omer et les pièces envoyées en Cour de Bruxelles, en 1589, au moment où le privilège allait disparaître, qui forment les sources les plus complètes et les plus détaillées. Il est regrettable qu'un registre dit *Livre de zoene* ou *Registre criminel*, cité par le Magistrat lorsqu'il poursuivait le maintien de notre privilège (1), ait été détruit à l'époque de la Révolution. Il aurait fourni de précieux renseignements sur quelques points restés obscurs.

Avant de passer en revue les conditions exigées pour l'exercice du zoene, nous ferons remarquer que les documents énumérés ci-dessus ne distinguent pas entre le meurtre et l'homicide. On sait en effet que les Coutumes du moyen-âge appelaient meurtre, « murdre », l'homicide commis avec pré-

(1) « Nous mayeur et eschevins... avons diligamment regardé certain ancien registre criminel reposant au comptoir criminel de lad. ville, auquel sont registrés, de lettre ancienne, plusieurs zoeninghes de réparations d'homicide faictes en lad. ville suivant les anciens privilèges et usances d'icelles. » Arch. municip. *Vidimus du 24 novembre 1570. AB. XXI.*

méditation et guet-apens, tandis qu'elles réservaient le nom d'homicide au meurtre involontaire ou excusable, ainsi que l'indique la *Loy de Cassel* : « Se un homs sesit avoec un autre en taverne ou ailloers, et il, en caude mêlée, tuassent l'un l'autre d'espées par nuict, que chou n'est mie mordre. » Les faits qui nécessitaient la réconciliation rentrent souvent dans la catégorie des assassinats ; mais le zoene s'applique aussi à des actes excusables et même involontaires. Dans ce dernier cas, le chiffre de l'indemnité à payer subissait une réduction (1).

Remarquons aussi que l'exécution du coupable ou sa mort survenue depuis le crime n'avaient pas pour effet de faire disparaître la faide entre les deux familles et que, même dans cette hypothèse, les parents du meurtrier avaient intérêt à accomplir pour leur compte les formalités de la paix ; ils évitaient ainsi les représailles de la famille de la victime.

(1) *Acte de 1491*. Un religieux, frère Zellebroër (religieux qui soignait les pestiférés), avait été tué accidentellement par un barbier, Jean Dufresne, qui jeta du grenier de sa maison « une gloë » (?) au moment où le frère faisait sa quête sur le marché « duquel coup il oet la cervelle effondriée, tellement que le lendemain il termina sa vie par mort. » L'auteur involontaire de l'acte fut dispensé de payer les 24 livres d'usage « en considération que ce mort estre meschief, cas fortuyt et pitoyable », mais il n'en dut pas moins payer à titre de zoene une certaine somme pour le voyage des parents habitant à l'étranger et accomplir différentes œuvres pies et pèlerinages.

Acte de 1493. Un homme du faubourg rencontra deux hommes qui se battaient. L'un d'eux agissant involontairement « le boutta au fossé de la ville et en chéant dedans rompit sa jambe dont sept ou huit jours après il en estoit terminé vie par mort. » L'auteur de l'accident dut accomplir le zoene pour obtenir la paix. Toutes les lois du Brabant du XIII^e siècle donnent la même solution. Cf. van Coetsem, *Droit pénal en Brabant au XIII^e siècle*, *Messenger des sc. hist. de Belgique*, 1856, 1^{re} livr. p. 85.

Pour jouir du privilège de zoene, plusieurs conditions étaient nécessaires.

1° *La qualité de bourgeois* (1). L'article 30 de la Charte de 1168 est formel : « *Si sunt de COMMUNIONE.* » Le zoene est une paix ; or, d'ordinaire, les forains étaient exclus de ce mode d'arbitrage.

Pour être bourgeois, il fallait demeurer dans la ville ou dans le *changle d'icelle*, c'est-à-dire dans la banlieue ; mais le droit de bourgeoisie ne s'acquerrait pas seulement par le fait d'un séjour plus ou moins prolongé dans la cité, par la contribution aux charges communes et par le paiement d'une taxe fixée à dix sous au xv^e siècle, il fallait prêter un serment solennel devant le Magistrat (2). Voici le texte de ce serment au xvi^e siècle d'après le Manuscrit 879 de la Bibliothèque communale :

« Vous jurez de garder les droits de la ville et de la bourgeoisie. Si vous voyez un estranger assener ou aggrasser aucun bourgeois, aiderez et assisterez votre confrère bourgeois ; aussi vous promettez estre leas et fidel à sa majesté ; et si vous entendez ou scavez aucune chose préjudiciable à sa dite majesté ou à la ville, en avertirez secrètement Monsieur le maieur ou Messieurs, sans en faire bruit par rue ; promettez qu'outre l'obéissance aux commandements de Messieurs maieur et eschevins, comme bon bourgeois

(1) Voir pour le droit de bourgeoisie : Pagart d'Hermansart, *Les Communautés d'arts et métiers*, p. 87 et suiv.

(2) Du texte de l'art. 19 de la Coutume de 1612 : « q^d ung habitant en lad. ville faisant gaignage de bourgeois par le temps de trois ans... », on peut inférer qu'il fallait trois ans pour acquérir la bourgeoisie ; mais le temps ne suffisait pas, car la Coutume de 1743, art. 1, porte : « Dans la ville et la banlieue de Saint-Omer, le droit de bourgeoisie ne s'acquiert pas par demeurance, mais seulement du consentement des maieur et échevins de lad. ville, qui est le droit de le refuser pour cause raisonnable. »

« doit faire, et de comparoir à toutes allarmes, avec bonnes
« armes pour défendre la ville et nos confrères bourgeois,
« mesme de vivre catholiquement selon les Ordonnances et
« institutions de notre mère la sainte Eglise catholique,
« apostolique et romaine. Ainsi vous veuille Dieu aider et
« tous les saints. » Ce serment se prêtait le lundi parjuré,
c'est-à-dire le premier lundi après la fête des Rois.

On admettait aussi l'acquisition de la bourgeoisie par achat ou par mariage avec une fille ou veuve de bourgeois. Parfois le Magistrat, pour attirer certaines industries, l'accordait aux gens de métier qui consentaient à venir s'établir dans la ville.

La bourgeoisie se perdait par le fait de quitter la ville pendant un an et un jour (1). Certaines circonstances, comme la vie monastique, la dégradation, faisaient également perdre cette qualité. Enfin les échevins prononçaient fréquemment à titre de peine l'exclusion de la bourgeoisie.

2^o *Fuite ou bannissement du meurtrier.* Cette condition est exigée par l'article 16 de la Keure de 1127 : « *Quod si forte, nobis improvisis, fuga succurrente discesserit.* » On sait en effet que si le meurtrier était appréhendé par la justice, il subissait en droit la peine de mort : « *Nusquam salvationis remedium habebit.* » Le texte ne distingue pas entre le bourgeois et l'étranger. Les limites de la juridiction échevinale étant fort restreintes, puisqu'elles ne dépassaient pas la ville et la banlieue, il devait être relativement facile d'échapper aux juges par une prompte fuite. Le meurtrier fugitif se trouvait alors dans la situation d'un banni.

(1) Ordonnance de 1336 : « Ceux qui demourront hors de le ville fugitif an et jour seront privé de leur burgage. »

Il semble, malgré les termes absolus de l'article 16, que le bannissement était fréquemment substitué à la peine de mort, quand il s'agissait d'un bourgeois coupable d'homicide. En l'année 1332, le *Registre C au renouvellement de la Loy* nous fournit une liste de soixante-cinq bannis à temps ou à perpétuité pour différents méfaits sous des peines diverses, et on peut y relever onze « banis pour murder (1). » Dans ce cas, la situation du bourgeois banni par jugement était analogue à celle du meurtrier en fuite : il avait le droit de rentrer en ville s'il se réconciliait avec les parents de sa victime (2).

Les bannissements étaient de trois ans et trois jours, de dix ans et dix jours, ou à vie, « sour LX livres », ou « sour

(1) Che sont li bani puis lepifanie de l'an XXXII à l'an XXXIII.

N... bani sour le hart.

N... bani de LX livres.

N... bani de x ans et 10 jours sour le teste.

N... bani de murder pour le mort de N... fu mis au pelliore et bani III ans et III jours sour lorelle pour che que il fut sans témoins.

N... fu arse du Saingneur de le ville en le halle puis banie à tous jours sour l'orelle.

N... bani sour le fosse.

N... et N... banis sour le pung, etc., etc.

(*Registre C au renouvellement de la Loy*).

(2) « De Michelet de Heauquelme, lequel avoit esté appellé à droict de Monseigneur le Comte d'Artois par son bailly, et en ensuivant les privilèges et anchiennes usances de la ville de Saint-Omer avoit esté banny d'icelle ville et banlieue, à tousjours sur la hart, sur cas d'homicide par luy commis en la personne de Jeunet Bonnet, et aussy en la plainte et doléance de sa mère et frères, jointz avec led. bailly, dont, après apoinctement fait et satisfaction à partie, led. Michelet a eu la paix au Roy Catholique notre Sire, at esté composé à soixante sols tournois, moyennant zoeninghe par luy faite en la manière accoustumée. »

(*Extraits de la Chambre des Comptes de Lille, XVI^e siècle*).

le fosse (prison) », ou « sour lorelle », ou « sour le pung », ou « sour le teste », ou « sour le hart » (1). C'était, nous l'avons vu, une pénalité d'une application très fréquente. Elle s'exécutait avec des formes solennelles : après la publication de la sentence à la « bretesche », le banni partait de la Halle, escorté des sergents de la ville, au son de la Bancloque et il était conduit jusqu'aux frontières de la commune.

Durant tout le moyen-âge, sa situation fut analogue à celle du proscrit de la loi salique (2) : le banni demeure l'outlaw, le *wargus*. Sa vie n'est plus protégée par la loi ; quiconque le met à mort ne s'expose à aucune poursuite : « *Qui aliquem bannitum occiderit in hoc nullum facit forisfactum.* » Ainsi s'exprime la Keure de Bruges de 1190, art. 4. On trouve le même texte dans la Charte de Saint-Dizier de 1228, art. 10 : « *Qui occiderit aliquem bannitum in hoc nullum faciet forisfactum, si ille ex toto fuerit bannitus* (3) » et dans celles d'Arras (4) et d'Ypres (5).

Le droit pénal de Saint-Omer se sépare sur ce point des autres Coutumes du Nord : quand un proscrit rentrait en ville, il était seulement chassé du territoire ; c'est seulement en cas de récidive de rupture de ban qu'il pouvait être impunément mis à mort « *Quod si redire deinceps præsumpserit, quicquid ei faciat qui eum oderit nullius culpe arguetur.* » (Keure de 1168, art. 36).

La situation du banni était des plus misérables : sans ressources, sans asile, sans droit aucun, exposé à toutes les

(1) Pagart d'Hermansart, *Le bannissement à Saint-Omer*, *Bulletin historique et philologique*, année 1901, nos 3 et 4, p. 451.

(2) Pertz, *Legum*, II, 11.

(3) *Olim*, II, appendice, 704.

(4) Keure de 1211, art. 14.

(5) Keure de 1301, art. 4.

rigueurs, il devait souhaiter ardemment la réconciliation qui lui permettrait de revenir dans sa patrie. Mais la Coutume lui imposait un certain délai avant de l'admettre au *zoene*.

3° *Bannissement pendant un an.* Le bourgeois homicide devait « soy avoir absenté l'espace d'un an enthier hors de la ville et banlieue », avant de pouvoir « faire *zoeninghe* ». Cette exigence se trouve mentionnée dans la *Déclaration authentique de plusieurs témoins affirmant sous la foi du serment par devant notaires la forme en laquelle s'est toujours pratiqué le privilège de zoeninghe*, qui porte la date du 19 juin 1593. (Archives municipales, AB. XXI. P. J. III). C'est une peine infligée au délinquant et en même temps un moyen de permettre aux parties de s'entendre et aux ressentiments de s'apaiser.

4° *Consentement préalable des parents de la victime.* La Coutume n'admettait le coupable à la paix que si les parents de la victime donnaient leur consentement préalable à la réconciliation et acceptaient l'indemnité qu'il s'engageait à leur fournir en réparation du meurtre. Cet accord fut conclu d'abord devant les échevins et les textes le désignaient sous le nom de *paix en halle* (P. J. IV) par opposition aux solennités du *zoene* dénommées *paix par l'épée*. Les *Registres au renouvellement de la loy* en contiennent bon nombre. Au xvi^e siècle, ce contrat fut passé par devant notaires (1).

Le droit de la partie lésée était considéré comme primordial.

La même préoccupation se fait jour dans les Coutumes de

(1) «... Après satisfaction à partie intéressée, par ung contract en forme d'appointement passé devant notaires le 14 juing 1577. » *Vidimus des actes des receveurs*, 7 novembre 1589. Archives municipales, AB, XXI.

Malines où nous lisons un article ainsi conçu : « *Præfectus urbis nec debitori nec criminis reo liberum com meatum dare potest nisi de consensu adversariorum quibus ille vel de ære alieno vel de injuria obnoxius est* » (1). En Flandre, le jurisconsulte Josse de Damhoudere, conseiller du roi Philippe II, qui écrivait au milieu du xvi^e siècle, tient en si haute estime le droit des parents qu'il s'exprime ainsi au chapitre *De remissione* : « *Hoc præterea in remissionibus observes oportet, quod omnis remissio impetrata præsupponit et includit pacem et reconciliationem partis, cum satisfactione, si ea facta non fuerit : ideo (ut videmus) communiter Principes solent apponere in gratiis hanc clausulam (satisfactione parti læsæ facta) quæ est etiam consona juri, et ob quam Principes possunt remittere pœnam corporalem aut pecuniariam applicandam fisco, sed non pœnam pecuniariam applicandam parti* » (2).

5° *Avis conforme du Magistrat et des officiers royaux.* Les parties étant tombées d'accord, une requête devait être adressée par le coupable au Magistrat pour obtenir l'admission au zoene et la question était résolue par commune délibération de l'échevinage tout entier, ainsi qu'il résulte de l'article 24 de la *Restauration de la loy* par Philippe le Bon, duc de Bourgogne, du 9 décembre 1447 (3). Il fallait en effet prendre des informations sur la nature du crime et sur les circonstances qui l'avaient accompagné ou suivi.

(1) *Leges municip. civ. Mechlin*, I, 8, année 1535.

(2) Judocus Damhouderius. *Praxis rerum criminalium*, 1555, cap. CLVII. *De remissione*.

(3) « Item, et que s'aucun banni de la dicte ville de Saint-Aumer requiert avoir repel de ban, que la chose se conclue et soit terminée par la comune délibération de tous les eschevins, comme par la loy de ladicte ville de Saint-Aumer faire se doit. » *Vidimus du 23 novembre 1570*. Archives municipales, AB, XXI.

Son examen terminé, le Magistrat transmettait le dossier au bailli et au receveur du roi qui déterminaient l'amende à payer au fisc, amende qui variait suivant « les qualité du faict, faculté et moiens » du requérant. C'est le *fredum* germanique.

Puis le Magistrat, sur avis conforme des officiers royaux, accordait l'autorisation d'accomplir la réparation publique.

CHAPITRE IV

PROCÉDURE DU ZOENE.

Cette cérémonie se faisait avec des formes solennelles et symboliques toutes particulières dans une église de la ville choisie par les parties. Le plus souvent les parents de la victime, par commisération pour le meurtrier, consentaient à ce qu'elle eût lieu dans la chapelle de quelque couvent, chez les Jacobins ou chez les Frères prêcheurs, ou dans la banlieue (1). On trouve cependant des cas où le zoene s'accomplissait dans une église paroissiale. Parfois même, quand le ressentiment l'emportait sur la pitié, on choisissait un jour de fête ou un dimanche (2).

C'était le plus souvent le meurtrier lui-même qui remplissait les formalités de la réparation (3). Il arrivait pourtant des

(1) « Et fust l'espée portée et cheste pais confermée le jour de la St Mikiel, sour les Bruyères dehors Saint-Omer, en l'an MCCCXXV. » *Registre A au renouvellement de la loy*, fol. 78. — Au lieu dit *les Bruyères* se trouvait une chapelle très fréquentée consacrée à N.-D. de Lorette.

(2) Par exemple la fête de Noël en 1480 et 1483. *Vidimus* du 23 novembre 1570. — « Pais récognute... le diemence devant l'Ascension en l'église de Saint-Omer. » 1327. *Registre A au renouvellement de la loy*, fol. 77.

(3) En sens contraire Giry, p. 193. Cet auteur estime que « le coupable concluait rarement lui-même la paix. » C'est au contraire le cas le plus fréquemment signalé par les textes. Giry a sans doute confondu la paix en halle et la paix par l'épée : l'accord précédant le zoene et cette cérémonie elle-même.

circonstances où la famille devait poursuivre et concluait en son nom à elle la réconciliation : nous faisons allusion au cas où le meurtrier était mort ou demeurait « en loinctain pays ». (Nous avons vu que même en cette hypothèse les parents avaient intérêt à faire la paix). On désignait alors un chef de famille, « kievetains », qui garantissait le paiement de la composition (1) et était admis à faire *zoeninghe*. Mais lorsque le coupable était vivant et désirait rentrer en ville, le rôle de ses parents se bornait à arrêter l'indemnité à payer à la famille de la victime et il remplissait lui-même à son retour les humiliantes formalités de la paix par l'épée (2).

Au jour convenu, le grand bailli ou son lieutenant, le châtelain ou bourgrave, représentant le comte ou le roi, deux échevins, le greffier du crime, le premier « sergans à vierghe de nosseigneurs les eschevins » et quatre « sergans à mache du Seigneur Monsieur le Duc », du comte ou du roi se réunissaient dans l'église choisie par les parties. Alors s'avancait le délinquant « nud de toutes parts et sans vestement, saulf un linge dont il était cenet pour couvrir la vergogne, tenant en sa main une espée nue, à la croisée de

(1) « Et chil qui kievetains seroit fais par le communité des amis de porter l'espée il convenroit donner le seurtei des xxiiij livres de par. » *La li doi se combatent*.

(2) « S'en tinrent li dis Jehans de Le Haye pour li et les siens, et li dis Laurent pour li et les siens de par le mère pleinement apaiés, et recongnurent eaus avoir rechet l'argent de ledite pais entièrement des amis le dit Willaume de Saint-Omer, et recongnurent outre, pour che que le dis Willaume n'estoit mis en pais que dedens les quarante jours que il seroit revenus au pays, il portera solempnellement l'espée en le manière que on doit faire par le loy de le ville. » L'acte de paix signalé est du 17 novembre 1327 ; le *zoene* pour le même fait n'eut lieu que le lendemain de l'Épiphanie.

laquelle espée estoient une efforche ou siseaux avec une poignée de verges de bouillet ou ramon (1). » Le cas échéant, les complices accompagnaient l'auteur principal dans le même appareil, mais ne portant rien dans les mains.

Le « faiseur » était accompagné de ses parents et amis (2) que la Coutume associait à son humiliation : « A faire zoene de mort de homme, doit le faiseur porter l'espée en se kemise, nus piés et descaus, sans capperon. Item les fieux des faiseurs, les neveupx des faiseurs, les frères des faiseurs, les cousins germains et les yssus des cousins finans des faiseurs doivent aler avoec en leurs kemises, nus piés et descaux sans capperon. Item les cousins en aultre et les yssus des cousins en aultre yront nus piés en leurs cottes, deschaux, sans capperon. Item les cousins en tierch et les issus des cousins en tierch yront en leurs cottes, deschains, sans capperon et cauchiés. Et les cousins en quart yront en leurs draps, deschains, sans capperon et cauchiés. Et tout li faiseur vont ensamble après celui daux qui porte l'espée, en leurs kemises, nus piés et descaux, sans capperon » (3). L'intention de la loi ne laisse aucun doute : en imposant au

(1) Il n'est pas sans intérêt de rapprocher ce cérémonial d'un passage de Joinville qui traite de la manière dont se faisait en Terre-Sainte l'amende honorable : « Le serjant vint... deschaus et en braies sans plus, une espée toute nue en sa main, et s'agenoilla devant le chevalier, et li dit : Sire, je vous amende de ce que je mis main à vous, et vous ai aportée cette espée, pour ce que vos me copez le poing, se il vous plet. »

(2) Il faut entendre par *amis* les parents plus éloignés : « Et si plus prochain ami doivent tous jors aleir le plus prochain de li. » *La li doi se combatent*. On lit dans plusieurs textes « les parents et amis carneulx. » Bengnot (*Assises de Jérusalem*, II, 212, note) dit que « dans les ouvrages du moyen-âge, il est souvent parlé des amis au lieu des parents. »

(3) Bibliothèque municipale de Saint-Omer. Ms. 829. Feuillet de garde. *Déclaration de 1374*.

meurtrier et à sa famille ces pénibles cérémonies, elle se proposait de détourner du crime par la honte qu'il entraînait après lui.

Dans l'appareil que nous venons de décrire, le « faiseur » était conduit à l'entrée de l'église devant « les officiers représentant la justice », et un personnage que certains textes désignent sous le nom d'avant-parlier portait la parole pour lui « en langage flameng » (1) dans les termes suivants : « Au nom de Dieu le Père, le Fils et le St Esprit. Nous sommes ici venus et assemblés pour appaiser et faire réparation de la mort de N... de l'âme duquel Dieu ayt pitié, lequel N... qui est ici présent at amené de vie à mort, dont il se repent bien fort ; et à ceste cause en prie Dieu et à la justice, aux amis et parens dudit défunt qui sont icy assemblés humble mercy, et que luy soit pardonné ce forfait pour l'amour et passion de notre Bon Dieu. Et affin que iceluy puisse aussi succéder et venir à une paix, il vous prie tous ensemble que vous, chacun en particulier, voeuilliez dire un *Pater noster* et *Ave Maria* pour l'ame et toutes ames, et il priera Dieu tousjours qui vous en voeuille salarier. »

Le cortège s'avancait ensuite jusqu'au milieu de l'église et s'arrêtait devant le crucifix placé en face de la chaire, et l'avant-parlier s'exprimait ainsi : « Bonnes gens qui estes ici assemblées, ici est ung nommé N... en l'estat tel que l'on poeult veoir, lequel at amené de vie à mort ledit N... dont il se repent bien fort, et en prie Dieu du royaume céleste

(1) A Saint-Omer, nous l'avons vu, le flamand fut longtemps en usage. La *Déclaration de 1593* insiste sur ce point sans doute pour attirer à la ville les faveurs des rois d'Espagne, souverains de la Flandre : « ... en langage flameng, selon l'ancienne manière de faire ensuivant en ce les autres villes de Flandre dont ils entendent lad. ville de Saint-Aumer être par ci-devant esclissée. »

merchi, et qu'il ayt pitié de l'ame du défunt ; et en oultre, que vous voeuliez dire ung *Pater noster* et *Ave Maria* pour l'ame, et que ce forfait puisse venir à une bonne paix et pardon. »

Il faisait ensuite une nouvelle station devant « le Pupiltre et Grand Autel » et le même personnage déclarait de nouveau : « Chers frères, qui estes ici présents, ceste personne que vous ici voyez, nommé N..., at amené de vie à mort ung nommé N..., dont il se repent bien fort, et en prie Dieu du royaume céleste merchy et pardon, et qu'il vous plaise chacun dire ung *Pater noster* et *Ave Maria* pour l'ame du défunt et que lui en puisse advenir pardon et paix. »

Puis il s'adressait directement au bailli, au bourgrave, aux échevins, aux parents et aux amis : « Honorables et discrètes personnes, comme officiers pour justice, et vous amis et parens dudit N... qui estes ici assemblés, ici est ce povre pescheur en l'état tel que l'on poeult voir, lequel par chaleur de sang, à la suggestion de l'ennemy de l'enfer et comme mal advisé, at amené de vie à mort ledit N..., dont il se repent fort, et en prie à Dieu du royaume céleste, à vous Messieurs et amis humble merchi et pardon. Pour lequel forfait appaiser et en faire réparation selon la convention que lui povre pécheur at assemblé lesd. amis, est icy venu nud, à teste découverte et aux pieds nuds. Et encoires, il présente à vous Monsieur le Bourgrave ces forches, pour d'icelles estre rasé comme un sot, debil de sens et homme furieux. Oultre ce, il présente encoire ces verges à vous Messieurs comme Echevins et officiers de la Loi, pour d'icelles estre faict foueter jusques au sang comme ung enfant, jeusne de sens et d'eage, ne seachant ce qu'il a faict. Et si ce n'estoit pas encoires assés, il présente encoires par dessus cela, à vous, Monsieur le Bailly son corps en l'estat tel que vous le voyez,

celle espée pour d'icelle estre puny à votre discrétion, priant tousiours et néantmoins humble merchy et pardon de son forfait, à vous, Messieurs amis et parens ; et que lui soit pardonné pour l'amour de Dieu, sa benoite Passion et mort qu'il pour nous endura à la croix de bois ; et il priera tousjours pour l'ame et toutes ames fidelles et pour vous messieurs tous par ensemble. »

C'est à ce moment que se plaçait la réconciliation proprement dite. Le meurtrier lui-même, joignant les mains et « les genoux flexis », implorait son pardon des parents de sa victime. C'était le plus proche parent du défunt ou un avoué, s'il s'agissait d'un enfant ou d'une femme, qui acceptait l'épée et recevait « en non de pais et boine amour » le baiser du coupable.

Celui-ci reprenait alors la parole dans les termes suivants, selon Ghis l'Escrinewerkere : « Sire, je suis devenu vos homs ; ore vous prie jou ke vous me doneis *IIII preudomes souffisans*, lesquels ke miex vos plaira, et je suis près à doneir à chascun *iiij s.* de ces *iiij homes*, à jureir le pais à toujours » (1).

Quels étaient ces quatre personnages ? Quel rôle devaient-ils jouer ? D'après Giry (2), ce seraient des prudhommes arbitres, chargés d'achever l'accord, des experts professionnels. Nous ne pouvons admettre cette opinion. *Prudhomme suffisant* signifie, croyons-nous, homme honorable ayant des

(1) A Lille, les *paiseurs* s'adressent eux-mêmes aux parties : « Chi devenez-vous hom à chest homme qui chi est (si nommera-t-on chelui à cui on fait l'ommage), que vous foit et loialté li porteres des ore en avant, à Diu foit et a le voe, si comme de hommage de pais ? — Voire, dira chuis qui fait l'ommage. — Et ensi vous le receves ? dira-t-on à chelui qui rechoit l'ommage ? — et il doit dire : voire. » *Livre Roisin*, p. 108.

(2) *Histoire de la ville de Saint-Omer*, p. 193.

moyens suffisants. Il ne pouvait être question à ce moment de régler l'indemnité, le *wergeld*, à payer à l'héritier qui consentait à l'accord : nous avons vu que la loi en faisait une condition préalable à la cérémonie du zoene. Dira-t-on que leur mission consistait à déterminer le chiffre du *faïdus*, destiné à racheter le droit de vengeance des parents ? Nous verrons que la Coutume le fixait à vingt-quatre livres ; il n'y avait donc pas matière à débat. Et d'ailleurs comprendrait-on l'utilité d'un serment imposé à des experts pour l'observation d'une paix qu'ils auraient arbitrée ?

Nous pensons que les quatre prudhommes indiqués par Ghis l'Escrinewerkere sont des cautions, des garants de la paix « qu'ils jurent à tenir tous jours », et si l'on compare au texte du vieux praticien les nombreux actes de zoene qui nous sont parvenus, aucun doute ne peut subsister sur la qualité de ces énigmatiques personnages. Ce sont évidemment les quatre parents fournis par l'héritier de la victime, tenus de jurer la paix et de répartir entre les membres de la famille les 24 livres du *faïdus*. On les choisissait toujours deux à deux, deux du côté paternel et deux du côté maternel. Voici, pour n'en citer qu'un seul, un acte de 1325 absolument formel : « De la mort Clay le Kerel, fieus le Kerel qui fu mis à mort par le main Simon Dane, fils sire Brisse Dane, fu faite le pais et acort entre les ij parties et l'espée portée solempnelment par derrière le mur du gardin des Cordeliers, et jurèrent pour tous les amis et parents dud. mort *iiij personnes des iiij membres dudit mort*, c'est asavoir Jehan de Nordale et Jehan Deitemme *de par le père*, Jehan le Blanc et Philippe le Huitère de Vreitun *de par le mère*... l'an de grâce M.CCC.XXV le darrain jour d'avrilz. » (Archives municipales : *Registre A du renouvellement de la loy*, fol. LXII). Comme garantie de ce serment, ils étaient tenus « sur la foi de leur

corps et sur leurs cateux. » Leur office était d'ailleurs rétribué : ils recevaient chacun quatre sols pris « sur les deniers de l'acorde » (1), sur le wergeld proprement dit, et en outre douze deniers sur chacune des vingt-quatre livres que le « faiseur » devait verser après le zoene pour être distribuées entre les membres de la famille lésée (2).

Le nombre des prudhommes n'était pas invariablement fixé : le faiseur avait le droit de demander trois ou quatre garants supplémentaires, mais leur paiement était à sa charge. Il jouissait d'un droit de récusation sur les cautions présentées par la partie adverse : « Se il i des iii homes devant esleus veut avoir escangier pour i aultre, mais ke cheu soit preudom et loial. »

Les cautions fournies, la cérémonie du zoene n'est pas encore terminée. Le greffier du crime rappelle aux parties les peines terribles qui punissent l'infraction à la paix : « Vous qui estes ici présens jurez et promettez tenir bon et vailable, ferme et constante ceste paix et réconciliation à jamais et à tousiours sur la paine de rompture de paix qui est de le hart. »

Un serment intervient alors pour consacrer l'accord et promettre de garder « le pais et l'acorde, bone, ferme et estable à tous jours mays, permanantement, sans fraulde, cautelle ne enclastre et sans malangien », et le sergent à verge adjure à son tour les parties d'y être fidèles : « Ensui-vant votre serment, je vous commande de la part du comte et de la ville que vous soyez tenant ceste paix et réconci-

(1) « Ci ki l'espée aportera doit payer les xvi s de par. des iiij homes et doit rabatre des deniers de l'acorde. » *La li doi se combatent.*

(2) « Et si en doivent li arbitre avoir de chacune livre xii d sil voelent. » *Ibid.*

liation ferme et constante à jamais et à tousiours sur ladite peine. »

Après la messe célébrée solennellement en présence de toute l'assistance, le faiseur s'avancait sur le seuil de l'église, « témoins et grand nombre de peuple regardant » et payait ou s'engageait à payer le prix de la réconciliation, le *faidus* qui s'ajoutait au *wergeld* proprement dit, versé avant d'être admis au zoene et au *fredum* ou amende attribuée au fisc. Nous étudierons bientôt les divers éléments de cette composition.

L'accomplissement de ces formalités était constaté par le greffier qui dressait sur place (1) l'acte de zoene qu'on insérait dans un registre spécial.

Le délinquant et ses parents se faisaient délivrer par les échevins une déclaration constatant que le zoene avait été accompli. Cette précaution n'était pas inutile. En effet tous les parents du mort n'étaient pas nécessairement présents à l'acte (2) et pouvaient être informés plus tard de l'homicide, sans connaître la réconciliation qui l'avait suivi. Le coupable se trouvait alors exposé de leur part à des représailles, et c'est pour les éviter qu'il réclamait des échevins cette attestation authentique, véritable *lettre de sécurité* dont nous citerons un exemple de l'année 1339 : « Remembrance soit à tous que Baudouin Cloet, Henri Cloet, Wautier Cloet frères à sire Mikiel Cloet par se que fu enfans Thieri Cloet ; Jehan Cloet fil Wautier Cloet, Thieri Cloet fil Bauduin, Wautier le Lent, et Jehans

(1) « Paix recognute dedans le pourprés des Frères mineurs. » 1328.
— « Faict en l'atre Saint-Martin en l'Isle, au lez vers Nord Oest », 1414.
— « Faict sur l'atre et chimetière du Saint-Sépulchre », 1491, etc.

(2) Cf. Damhoudere, *op. cit.*, cap. CXLV, fol. 504 : « *Eam (reconciliationem) fieri oportet consensu et autoritate omnium heredum simul, aut saltem consensu majoris numeri.* »

Lemel, germain au dit sire Mikiel de par peire et par mere ont recognut de aus et des leurs bone et entière pais à Willaume de le Bruyère, fil Gillon, et as siens, comme du fait et de l'homicide perpétré par ledit Willaume en le personne dudit sire Mikiel. Lequelle pais li dessus dit ont juré, leurs mains tendues as sains, et par les fois de leurs corps corporelment bailliés, et tenu fermement à tous jours sans aler encontre, ou de riens enfraindre. Et furent présens à che cognestre et faire, appelés comme échevins sire Jehan Aubert, Gilles Rancoel et Simon Bon enfant. En l'an de grâce MCCCXXXIX, XXII jours en Juinet » (1).

A Lille les *paiseurs* avaient coutume de délivrer une formule analogue mais plus longue et plus détaillée, à ceux qui avaient fait la paix (2).

Peut-être ne sera-t-il pas sans intérêt de rapprocher des formalités du zoene audomarois la procédure de la paix, usitée en Flandre et en Belgique.

A Bailleul, les *paiseurs* se contentaient de faire comparaître devant eux les parties en personne ; puis le président leur ordonnait de poser la main droite sur le crucifix jusqu'à ce qu'il ait reçu leur serment de la manière suivante : « Vous N... jurez et promettez sur la Sainte Croix et damnation de votre âme, qu'en l'avenir, pour cause de votre différend, vous ne nuirez l'un à l'autre et ne laisserez nuire non plus de paroles que de faits ou agression, de quelque manière que ce puisse être, à peine de punition corporelle et de confiscation de biens, suivant le privilège du tribunal de paix observé et maintenu ici. » Ce qu'ayant promis et juré, le président

(1) Archives municipales. *Registre E*, fol. 47.

(2) Livre Roisin, *Ordonnance dou brevet de le pais*, p. 109.

fait baiser la croix à chacun en particulier et, l'un après l'autre, disant : « Gardez-vous de mal faire (1) ».

A Lille et à Douai, la procédure s'accomplissait devant le tribunal des paiseurs ; elle était assez simple et l'on n'y trouve pas comme à Saint-Omer la préoccupation d'humilier le coupable (2). A Tournai, la paix se faisait en halle et les parties se donnaient réciproquement le baiser de paix devant le Magistrat (3).

A Anvers, le cérémonial de la réconciliation offre plus d'analogie avec les formes du zoene. Il nous a semblé intéressant de le reproduire :

« C'était au lésé qu'appartenait le choix du lieu où le
« rapprochement devait se faire. Au jour indiqué, le coupable,
« qui se tenait dans une place voisine de celle où la récon-
« ciliation avait lieu, devait, au moment fixé, se présenter,
« la tête et les pieds nus, couvert d'une chemise de deuil, et
« tenant dans ses mains jointes une paille ; arrivé en pré-
« sence de ses adversaires, il se mettait à genoux à quatre
« pas du greffier, et vis-à-vis de lui ; à une distance telle que
« le greffier pût se faire entendre, se trouvaient les parents
« de la victime, également en habits de deuil, et la tête
« couverte d'un chapeau noir. Le greffier s'adressant à la
« famille lui disait : « J'implore le pardon au nom de la
« Passion de N.-S. Jésus-Christ ; faites un signe de miséri-
« corde une fois, deux fois, trois fois. » Dès qu'il avait vu le
« signe du pardon, l'écoutète s'approchait avec le coupable,
« et le greffier implorait de nouveau miséricorde, à trois

(1) *Annales du Comité flamand de France*, T. XVI, 1887, p. 120, *Etude sur les privilèges, lois et coutumes de la ville de Bailleul*, par I. de Cousseemaker.

(2) Livre Roisin, *De paiseurs*, V. p. 107 — Espinas, *op. cit.*

(3) de Nédonchel, *op. cit.*, p. 115.

« reprises différentes. Alors, à un signe fait par les arbitres,
 « le coupable se levait et allait donner le baiser de la récon-
 « ciliation, que l'écoutète publiait en ces termes : « Écoutez,
 « bonnes gens, ce que je vous commande, de la part de
 « notre auguste duc : je vous ordonne paix et miséricorde
 « de la part de votre père et de votre mère, de votre frère et
 « de votre sœur, de la part de votre oncle et de votre tante,
 « de vos neveux et nièces, et de tous ceux qui vous sont
 « attachés par les liens du sang. Aussi loin que souffle le
 « vent et que tombe la pluie, je vous commande miséri-
 « corde, une fois, deux fois, trois fois, et une quatrième fois,
 « une fois de plus que la loi ne le commande, de ne faire ou
 « de ne vous faire faire aucun mal ni directement ni indirec-
 « tement, ni en paroles ni en actions, ni secrètement ni
 « publiquement, ni par vous-mêmes ni par d'autres ; si vous
 « faites commettre un mal quelconque, vous vous rendrez
 « coupable d'infraction à la paix, et on devra en faire justice
 « par la grâce du duc de Brabant, d'après l'ancien droit du
 « pays. Je prends à témoin les assistants que j'ai ainsi
 « ordonné la paix. » (1)

La *paix à partie* qui se propose à la fois la réparation, l'expiation et la réconciliation fut pratiquée en Belgique jusqu'au xviii^e siècle (Defacqz, *De la paix du sang ou paix à partie*, Bull. Acad. royale de Belgique, 2^e série, XXII (1866) p. 73).

Comme nous venons de le voir, aucune humiliation n'était épargnée au délinquant qui voulait jouir du privilège de zoene : tenue honteuse, avou plusieurs fois répété de son

(1) G. van Coetsem, *Le droit pénal dans le Brabant au XIII^e siècle*, *Messenger des sciences historiques de Belgique*, 1855, 4^e livr., p. 473.

crime, pardon réclamé des parents, association du lignage tout entier à cette pénible cérémonie. L'intention de la loi est manifeste : son but, c'est d'éloigner du crime par la honte qu'il entraîne après lui.

Il n'était au pouvoir de personne de s'y soustraire, et, si l'on trouve des cas où la dispense de la composition est accordée, l'accomplissement des formalités est toujours requis. Un bourgeois de rang élevé, Jehan de Wissoeq, avait tué en 1453 le bourreau de la ville ; frappé de bannissement en punition de son crime, il demanda son pardon et offrit de payer tous les droits pécuniaires sans « porter l'espée. » Il dut néanmoins s'y soumettre (1). Aussi dans les actes de zoene paraissent rarement des hommes d'une certaine condition sociale ; on n'y voit guère figurer que des gens de situation médiocre, des marchands, des artisans, que le point d'honneur ne préoccupait pas outre mesure.

(1) Archives municipales. *Table des délibérations, art. zoene.*

CHAPITRE V

LE ZOENE ET LES PERSONNES.

Les *mineurs* n'étaient pas admis au zoene. En cas de décès de leur père, ils sont représentés par leur proche parent du côté paternel. Celui-ci conclut l'accord pour lui-même et les autres membres du lignage, mais il n'a pas le droit de jurer la paix pour le fils mineur, ni celui-ci pour lui-même. La part du *wergeld* qui lui revient est consignée jusqu'à sa majorité. C'est alors seulement que le fils du mort pourra « tenir la paix ». Une des obligations des quatre pleiges mentionnés plus haut consiste dans le droit audomarois à exhorter les enfants trop jeunes à observer la paix quand ils seront en âge (1).

Il ne semble pas que les *femmes* aient été admises à jouir du privilège de zoene. La procédure toute spéciale de cette institution ne convenait guère à leur sexe : il fallait en effet, comme nous venons de le voir, porter l'épée et se présenter dans une tenue des plus sommaires. Elles n'étaient pas tenues de concourir à la satisfaction avec les autres membres de la famille. La femme ne pouvait pas non plus accorder elle-même le pardon du meurtrier et devait se faire représenter

(1) ... Et doivent li dit iiij qui ont juré ledite pais enorter et induire les enfants désaagiés, quant ils venront a age, de tenir ledite pais ; et ensi là en convent Pawel Monnart comme advoes des deux enfants Mikelz et Pierret. » Acte de zoene, 1325. *Registre A*, fol. LXXVIII.

par un avoué. En ce qui concerne le partage de la composition, elle touchait sa part de l'indemnité qui se concluait entre les parties avant le zoene, mais elle ne recevait rien des vingt-quatre livres, rachat du droit de vengeance payé aux parents mâles.

Les actes de zoene ne mentionnent aucun *clerc* réclamant ou accordant la paix. Leur état s'y opposait sans doute. Toutefois, pour les asseurements, ils étaient soumis à la juridiction des échevins : c'est du moins ce qui ressort d'un document conservé aux Archives municipales : le 24 juillet 1417, Louis, évêque de Thérouanne, écrit au doyen du chapitre de Saint-Omer de contraindre les clercs en faide au serment requis par les échevins, et, s'ils refusent de s'y soumettre, de prononcer contre eux l'excommunication et de faire appel au bras séculier pour les conduire à la prison de l'évêché où ils seront détenus jusqu'à ce qu'ils aient prêté le serment demandé (1).

A Saint-Omer le *bâtard* était admis au zoene et l'on ne distinguait pas, comme dans les autres Coutumes de Flandre, entre la « bastardie » du côté paternel et la « bastardie » du côté maternel (2). « Il n'est nus hone ke bastars peust estre en acorde », dit Ghis l'Escrinewerkere. Une note en marge du Ms. 829 de la Bibliothèque municipale établit le droit sur ce point : « Baudin du Prei fu mis à mort et après le zoene, li amis de par le mère proposoient pardevant nosseigneurs que li amis de sen père ne devoient riens emporter de le zoene, pour che que li dis Baudin estoit bastard. Pourquoi l'une partie et l'autre oye, dit fu par nosseigneurs vieux et nouveaux, le ^xe jour de juing, l'an mil CCC soissante et choine

(1) Archives municipales. B, ccxcii, 19.

(2) Damhoudre, *op. cit.* fol. 504.

que, considéré que lidis Baudin estoit bourgeois, et ke le amis du père le avoient tenu pour parent et avoient juré le pais, et aussi que à le zoene du fait perpétre par un bastart, si ami de par le père y doivent contribuer nonobstant bastardie, li ami et parent dudit bastart de par le père prenderont chelle portion de lediete zoene comme s'il eust été de loial mariage. »

CHAPITRE VI

LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE ZOENE.

On rencontre dans la plupart des villes flamandes et brabançonnnes une juridiction spéciale, désignée sous le nom de *Collège des Paiseurs ou Appaiseurs, raeden ende Paysieders ou Paismakers*. Les paiseurs avaient pour mission de conclure les paix et de recevoir les asseurements ; ils constituaient une dérivation de l'échevinage qui se déchargeait sur eux d'une partie de ses attributions judiciaires. Tantôt ils étaient choisis dans les rangs des échevins, tantôt, comme à Douai, parmi les bourgeois « souffisans et porfitables en cel office ». Les règles d'éligibilité, les incapacités pour raison de parenté, la durée des fonctions étaient le plus souvent communes entre les échevins et les paiseurs. En Brabant et dans l'Est de la Belgique, leur compétence était généralement moins étendue qu'en Flandre : à Bruxelles et à Dinant par exemple (1), ils ne s'occupent guère que des rixes et des délits de peu d'importance, tandis qu'à Lille ils arbitraient certainement les homicides et blessures graves « morts d'hommes et afolures (2). »

Nous ne pouvons, sans trop nous étendre, étudier en

(1) C. Wauters, *Histoire de la ville de Bruxelles*, T. I ; Pirenne, *Histoire de la Constitution de la ville de Dinant*.

(2) Livre Roisin, *De paiseurs*, IV, 107. — Les *afolures* sont des blessures graves, particulièrement celles qui laissent des traces permanentes.

détail cette curieuse institution. Avant de nous demander si elle existait à Saint-Omer, contentons-nous de mentionner quelques villes où elle a laissé des traces dans les documents législatifs.

A Lille, les paiseurs étaient au nombre de cinq, désignés depuis 1325 par les curés des quatre paroisses de la ville ; ils ne pouvaient exercer leur office pendant plus d'un an. Roisin (*Coutumes de Lille*, p. 108 et suiv.) donne une Ordonnance très complète de 1344 sur « l'Office de le Paiserie ».

A Valenciennes, ils apparaissent dès 1278 « cinq hommes assermentés nommés par les échevins pour apaiser tous différends. »

A Douai, ils sont cinq dès 1268. Dans ces deux dernières villes, leur nomination est laissée aux échevins, en vertu d'Ordonnances de la comtesse Marguerite. On rencontre également des paiseurs à Hénin-Liétard (Tailliar, *Recueil d'actes*, p. 394), à Arques, près de Saint-Omer où ils prennent le nom de *Choremanni* (1). La Coutume de Gand de 1563, rubr. III, mentionne les paiseurs qu'elle appelle Echevins du second banc ou Parchons. A Bailloul existent quatre pacificateurs, *vier Paysieders*, nommés par les commissaires du roi.

A Ypres enfin, il n'y avait pas de collège de paiseurs permanent, mais les échevins commitaient deux d'entre eux pour conclure la paix (2).

Malgré l'existence des paiseurs dans presque toutes les villes de Flandre, il ne semble pas qu'il y ait jamais eu à

(1) « *Choremanni de pace tractent, et de utilitate communitatis villæ et de foris factorum emedatione.* » *Leges villæ de Arkes* de 1231, déjà citées.

(2) *Coutumes, lois et statuts de la ville et bourgeoisie d'Ypres*, Rubr. III, XLV.

Saint-Omer des magistrats spéciaux, nommés par l'échevinage ou le comte, pour la conclusion des arbitrages.

Giry, dans son *Histoire de la ville de Saint-Omer* (p. 86), croit les reconnaître dans un jugement rapporté en 1255 par Jacques, évêque d'Arras, pour terminer un différend entre Gui de Châtillon, comte de Saint-Pol, seigneur d'Artois et l'échevinage de Saint-Omer. Le comte avait empiété sur la justice échevinale en tenant dans sa prison un homme qui avait rompu une paix et que les échevins se plaignaient de ne pouvoir juger. Deux commissaires envoyés par le roi ordonnèrent que « li cuens mandera celi devant lui qui se plaint de la pais brisée, et traitera de la pais en tel manière que cil qui dit que la pais est brisée et en requiert loi, s'en tera par pais faisant ; et sires Jehans, maires de Saint-Omer et sire Flourens eskevins seront à ce traitement avec le conte et en bonne foi la pais pourcaceront (1) ». L'éminent historien se base sur ce texte unique pour affirmer avec une certaine hésitation, il est vrai, l'existence des paiseurs (2). Nous ne croyons pas que ce document permette une telle conclusion : il s'agit d'une espèce particulière où le comte, réuni aux échevins, prend une décision pour terminer un conflit ; il n'y a pas là d'institution permanente. Si le tribunal des paiseurs avait véritablement existé, on en trouverait des traces dans les documents nombreux que renferment nos Archives municipales sur les affaires de paix. Or nulle part ne se trouve mentionné ce collège de magistrats pacificateurs. Quand le Magistrat de Saint-Omer fait établir une déclaration authentique de la manière dont se faisait le zoeninghe pour obtenir

(1) Giry, *op. cit.*, p. j. LV.

(2) « ... Ils décidèrent que le comte assisté du maieur, d'un échevin et des paiseurs (?), tribunal insolite que je n'ai rencontré nulle part, devraient chercher à concilier les parties. »

le maintien du privilège en Cour de Bruxelles, il ne fait aucune allusion à une institution de ce genre.

Comme nous l'avons vu en étudiant les formes du zoene, ce sont toujours les échevins et souvent le maieur avec eux qui sont compétents dans les actes d'apaisement (1). C'est après une délibération de l'échevinage tout entier que l'autorisation de conclure la paix est accordée (paix en halle); c'est en présence de deux échevins que se fait la réconciliation solennelle (paix par l'épée). Recevaient-ils des honoraires pour cette fonction? Aucun document ne permet de l'affirmer et pourtant cela semble probable, si nous en jugeons par la Coutume de Lille qui se rapproche en tant de points de celle de Saint-Omer. Dans cette ville en effet le Serment des paiseurs contient la formule suivante : « Vous ne prenderez pour pais que vous fachiez denier ne maille, fors que des mors d'omme et d'affolure, et pour main mise *V sous* et non plus à celui qui tort ara (2). » La plupart des autres Coutumes déterminent aussi les honoraires des maieurs et échevins rendant la justice (3).

Les actes de zoene n'intéressaient pas seulement l'échevinage; une partie de la composition était payée au roi ou au comte. Aussi voyons-nous intervenir dans la cérémonie de la réparation le bailli ou son lieutenant et le châtelain ou bour-

(1) Giry (p. 191) restreint beaucoup trop, nous semble-t-il, le rôle des échevins quand il dit qu'ils « n'intervenaient que pour prendre acte des serments faits, faire respecter les trêves et les paix, en assurer l'exécution, sauvegarder les droits de la commune et percevoir les parties des compositions qui lui revenaient. » Leur mission était bien plus active et plus considérable.

(2) Livre Roisin, *Serment des Appaiseurs*, p. 133.

(3) Ordonnance de Mons (1537). Coutumes de Nivelles et de Lessines.

grave, d'abord pour fixer le chiffre de l'amende, puis pour donner à la paix la sanction de l'autorité supérieure. D'après un appointment du 3 décembre 1378 de Marguerite de France, comtesse d'Artois, les honoraires du bailli sont fixés à quatre cannes de vin et l'office de son lieutenant est gratuit. Quant au sergent « à mache », il a droit à deux lots de vin.

Le greffier qui recevait les serments et dressait l'acte de zoene recevait pour « sen ecrire » une certaine somme que nous indique Ghis l'Escrinewerkere : « Chil ki escrira les serements aura de chacun (prudhomme garant) iiij sols iiij deniers de sen ecrire. »

CHAPITRE VII

LA COMPOSITION.

La composition comprend trois éléments qu'il est facile de distinguer dans les actes de zoene et que nous désignerons sous les termes germaniques auxquels ils correspondent.

1^o *Wergeld proprement dit*. — C'est l'indemnité payée au principal héritier du mort, *le prix du sang*, et non le rachat du droit de vengeance. Aussi la femme exclue, comme nous le verrons, du partage du *faidus* y avait-elle droit comme les héritiers mâles.

Le chiffre de cette indemnité n'était pas rigoureusement déterminé par la Keure de 1168 et il semble que dans la suite la Coutume, par respect pour le droit des familles, se soit abstenue d'intervenir. Il était basé sans doute sur la fortune du meurtrier, les circonstances du crime et les exigences de la partie lésée. Les actes qui nous sont parvenus le mentionnent tantôt sous forme de capital (1), tantôt sous forme de rente (2) constituée au profit de l'héritier créancier. (P. J. V.)

(1) « Jehan Doublet a promis et sera tenu de payer et fournir la somme de trente-deux florins seize patars. » 28 août 1575.

(2) « Martin Prevost... a constitué et assigné au proffict de Jeunet Sabel sur tous ses biens et heretaiges une somme de dix florins monnoie dicte et de deux rasières de bled de rente par an... pour de ladicte rente joyr, user et profficter par ledit Jeunet de ce jourd'huy en avant, sa vie durant. » Acte du 15 avril 1557.

2° *Fredum*. — C'est l'amende payée au fisc. Nous avons vu que la Keure de Philippe d'Alsace l'avait fixée à dix livres dont cent sous au châtelain et cent sous à la commune pour les fortifications de la ville (1); mais ce chiffre fut rapidement modifié et laissé à l'arbitraire des receveurs royaux. Même pendant plusieurs siècles, jusqu'à l'année 1513 exactement, on ne trouve aucun acte de receveur. C'est seulement à partir de cette date jusqu'en 1588 que les Extraits de la Chambre des Comptes de Lille nous renseignent sur le chiffre de l'amende : elle s'élève parfois à 10 livres et descend jusqu'à 32 sols, mais le taux le plus ordinaire est de trois livres (2). Les actes indiquent toujours les motifs de dispense ou de réduction de l'amende : tantôt de puissantes influences se sont exercées en faveur du délinquant (3), tantôt on obéit à des

(1) Cet usage a laissé des traces dans la *Création de la loy et police de Saint-Omer*, accordée par Philippe le Bon en 1447. Les bannis pour crimes de lèse-magistrature « polront à la discrétion de ladicte Loy, pour corrections et amendes desdites injures... être condempnez à payer et payeront au proffict de ladicte ville une quantité de bricques ou aultre matière pour convertir en la réparation et retenue des murs et aultres édifices d'icelle ville et non ailleurs, selon que ils y seront condempnez. »

(2) Dans le *Statut du Hoop* d'Hazebrouck, le *fredum* est toujours de 4 livres (*Ann. Com. Flam.* T. XVI). Il est de VIII livres à Cassel [*Statut des Enquêtes*].

(3) Un soldat de la compagnie de M. de Licques ayant occis un bourgeois dans une querelle obtient une réduction de l'amende parce qu'il « s'est toujours tenu absent de lad. ville jusqu'à ce qu'il ait eu son traicté et appointement » et « à la requeste de Monsieur l'abbé de Clermarez et aultres gens de bien en faveur qu'il estoit bien renommé, a eu son appointement à l'empereur en la bonne sepmaine moyennant zoeninghe et autres solempnités accoustumées. » 1526.

Un manœuvre, « servant les machons à Saint-Bertin, à la requête de MM. les abbés et grenetier de Saint-Bertin et qu'il estoit renommé. » 1530.

raisons politiques (1), parfois aussi les agents du fisc ont égard au repentir du meurtrier (2), ou bien on allègue le défaut de responsabilité du requérant (3).

Comme au temps de la loi salique, on achetait à l'empereur la paix qui avait été violée par l'homicide et cette idée apparaît nettement dans la rédaction de certain actes : « Après apoinctement faict et satisfaction à partie, le dit Michelet ait eu le paix au roy catholique nostre sire, et esté composé à lx sols. » « A N. composé à mondict seigneur pour lxxiii sols. » (Extraits de la Chambre des Comptes de Lille, 1515.)

3° *Faidus*. — C'est l'argent de la paix destiné à racheter la faide ou droit de vengeance des parents ; Ghis l'Escrine-werkere le désigne sous le nom de « le paie » ou de « la paix ». La Coutume l'avait fixé à vingt-quatre livres et ce chiffre reste invariable dans tous les actes de zoene ; on le retrouve d'ailleurs dans le droit pénal des villes voisines, à

(1) Pierre de Drieu a eu « apoinctement aux officiers de l'empereur, ayant regard que ledit Boid (le défunt) est plus terminé par soy avoir mal gardé durant sa blessure qu'à raison du coup, aussy que ledit Pierre de Drieu, qui est maresquier, *cognoissoit beaucoup des secrets des caubles et forteresses de la ville, ne se rendit François.* » 1545.

« ... A l'instance prière et requeste de Jehan Foulques son père, povre honeste, en faveur et considération *qu'il avait été ung des principaux qui avaient fait la réduction de la ville.* » 1517.

(2) Georges de Cassel tanneur tua un confrère « en lui ayant donné un coup de pot d'estain en la teste, duquel depuis seroit terminé de vie par mort à son grand regret et déplaisir. » 1554.

(3) X. a blessé N. « d'un coup d'espée en la teste... de laquelle blessure environ cinq semaines aprez, ledit N... seroit terminé de vie par mort de *faulte de regime et d'appareil.* » 1555.

... Considéré que le meschief lui estoit advenu pour estre allé entre eux à *intention de mettre le bien*, et sa povreté... » 1513.

Lille et Cassel notammen (1). Il était payé autant de fois qu'il y avait de victimes, comme le démontre un acte de 1459 (2).

La répartition de ces vingt-quatre livres entre les membres de la famille se faisait par les soins des quatre pleiges, des « quatres preudhommes souffisans » qui intervenaient dans la procédure du zoene pour jurer « de tenir la paix à toujours ». Mais le faiseur ne leur remettait pas directement le montant du *faidus* ; il le déposait d'ordinaire entre les mains des échevins ; la formule « A la zoene de mort... furent vingt-quatre livres parisis mis en le main de Messieurs Eschevins pour ladite zoene » est pour ainsi dire classique dans tous les documents relatifs à notre privilège, si bien que, lorsque dans la suite ces vingt-quatre livres furent remplacées par d'autres obligations, l'antique mention est maintenue, « Pour et au lieu des xxiv liv. par. que l'on a accoustumé mectre ès main de justice ou de messieurs eschevins pour estre distribuez à l'entretenement et seureté de semblable paix et réparation selon la loy, coustume et usage de lad. ville. » 2 novembre 1484. *Vidimus du 23 novembre 1570.* — Archives municipales AB. XXI.

C'était une règle si bien établie que les échevins se faisaient donner décharge par le faiseur lorsque pour un motif quel-

(1) Pour Cassel, *Statut des Enquêtes* de 1324, art. 44. « Le pais est vingt et quatre livres et l'amende est viii livres » s'il s'agit d'un « genteix homme ». « La loy de l'accorde d'un homme de poste est de xii livres et iii livres d'amende. »

Pour Lille, *Livre Roisin*. « De mort de homme al husage des paiseurs de cheste ville, on doit franque pais de xxiiii livres d'Artois. »

(2) « A le zoene des mors de Jehan Faillole et Jehan Lormier, lesquelles mors avoient perpétrées Jehan le Grache, Mahieu Bris et Willem Troost dit Goffriez, porta l'espée ledict Jehan le Grache adestré desd. Mahieu et Willem estans tous en leurs kemises... et firent mettre es mains... deux fois xxiiii livres pour les distribuer à ceulx qui avoient juré led. paix. »

conque l'argent ne leur était pas versé (1). Les vingt-quatre livres étaient le plus souvent distribuées séance tenante aux quatre parents cautions qui devaient les répartir dans le délai d'un an suivant le degré de parenté (2). Parfois aussi une partie de la somme était remise à un avoué (3). Ils étaient solidairement responsables des deniers à distribuer (4)

(1) « Et en tant qu'il touche les xxiii l. p. qu'on a accoustumé de mettre es mains de messeigneurs eschevins pour les distribuer... *rien n'a esté fait...* et en quittèrent et promirent assavoir les dessus nommés amis et parents dud. défunt *d'en quittier et garandir nosdicts seigneurs envers et contre tous.* » 8 octobre 1443. *Vidimus des actes de zoene.*
— Archives municipales AB. XXI.

« Et quant aux xxiii l. p. qui de toute anchieneté se paient par iceluy qui faict zoene, lesd. parens et amys dud. deffunct pour eulx et pour tous les aultres amys charnelz d'iceluy feu, regardans la povreté dud. Guirard (le meurtrier) se en sont tenus contens et *en ont promis acquittier et du tout déchargier* messieurs. » — *Ibid.*

(2) « Et furent xxiii liv. par. mis en la main de messieurs eschevins pour led. zoene; lesquels xxiii l. furent bailliées au quatre personnes dictes qui jurèrent lad. paix, pour distribuer et payer aux cousins dud. mort de quatre costés, selon le coustumes de la ville. » 16 avril 1383.

« Et furent xxiii l. p.... dont douze livres en furent baillié aux dessusdictz Thomas Vidor (cousin germain demy) et Jehan Pasquiez (cousin en aultre), pleiges pour Baudin Cockempot, bourgeois; item en fut baillié six livres aud. Willem le By (cousin en oultre de par le père de son père), plège Tassart Gaetoc, bourgeois; et les aultres six livres furent bailliées aud. Jehan le Vinc (cousin en tierch), pleige Michel Gougebent, bourgeois. » 10 octobre 1389.

(3) « Jehan de Paris advoés de Jorekin, fils Willaume du Pont a levé iii liv. del argent que Jehan Mamabourse avait mis en mains des eschevins pour le pais de le mort ledit Willaume. Fait le darrain jour de Février l'an MCCCXXXIII. » Arch. municip. *Reg. A*, fol. 60.

(4) « Pour laquelle paix led. Clay a payet comptant trente francs de trente deux gros chacun francq, esquels selon l'usaige et coustume de la ville doivent estre prins préalablement xxiii l. p. pour estre distribué... et estre mis ès mains de messieurs eschevins... mais lesdits quatre dessus

et fournissaient eux-mêmes « de bons pleiges » pour garantir leur engagement (1).

Les enfants du mort avaient droit au tiers du *faidus* (2); le reste allait aux parents, mais la veuve de l'« occis » admise au partage du *wergeld* n'avait rien à prétendre sur l'argent de la paix en vertu de cette maxime du droit pénal flamand : « *Fœminæ nullo modo pacis fœdera componere, neque donaria accipere possunt* (3). »

nommés qui ont juré lad. paix ont promis de acquitiez mesd. seigneurs et justice de lad. somme, *et ad ce se sont obligiés et chascun pour le tout par la submission et obligation de leurs biens et héritaiges et de chascun d'eulx*, xxiii^e jour de décembre nuict de Noel anno MCCCCHII^{xx}III. »

Vidimus des actes de zoene.

(1) « De ce sont plèges les uns pour les autres et chascun pour le tout. »

(2) « Et se chil ki mors et ochis fu ait enfans, soit masle, soit femelle, il doit avoir le tierche part des xxiii^j lib., sans plege doneir, à avoir dedans les deux sens de sa maison et les autres ii pars doivent avoir chil iii^j homme jurei le pais à tenir, par bons pleiges doneir à departir par tout ens le lignage si kon doit de membre en membre. » Arch. municip. *Livre des Statuts*.

« Et furent xxiiii livres parisis et xx francs d'or par led. zoenne mis en la main de Messieurs eschevins, duquel dit argent fut baillié à Gille et à Gillebine filles dud. feu Francois le Biev le tierch qui monte seize francs et six solz par.; et le sourplus dud. argent fut baillié aux quatre personnes dessusd. qui jurèrent lad. paix pour distribuer aux parens... » 12 octobre 1393. *Vidimus du 24 novembre 1570*. — Arch. municip. AB. XXI.

(3) Damhoudre, *op. cit.*, p. 504.

CHAPITRE VIII

SOLIDARITÉ FAMILIALE.

La solidarité entre tous les membres de la famille se manifestait à la fois par la responsabilité qui incombait aux parents dans la réparation du meurtre et par leur droit correspondant au partage du *faïdus*.

Quand les ressources du meurtrier n'étaient pas suffisantes pour assurer le paiement de toute la composition, il avait le droit de réclamer à ses parents une part contributive. « Chou doit reprendre li partie dou meffaisant sour sen linages. » *Livre Roisin*.

Voici, d'après Ghis l'Escrinewerkere, comment il devait s'y prendre pour obtenir ce résultat. Après avoir fait son premier paiement, il se rendait en halle pour le faire constater par les échevins et les priaît de lui donner un de leurs sergents. Accompagné de ce sergent et des quatre prudhommes garants, il se rendait successivement chez chacun de ses parents et leur réclamait leur quote-part ainsi fixée par la Coutume suivant le degré de parenté :

« Et est assavoir ke de chez rechoites doit chascun freires
kil auroit rendre et paier. XX^s »

Et de chascun enfant de sen freire u de se
screur, pour tant kil fust vaeletons, chascun
devroit paier. XV^s »

Et ses cousins germains. , . . . X^s »

Et l'enfant de cosin germain valeton et de cousine germaine.	VII ^s et demi.
Et li droit cousin en autre.	V ^s »
Et efens à cosin en autre, valeton.	III ^s III ^d
Et le cousin en tierch.	II ^s et demi.
Et enfant à cousin en tierch.	» XXII ^d
Et li cousin en quart.	» XX
Et là va hors li parages et nient plus avant ne peuet il quellir » (1).	

Ghis ajoute que si les parents se trouvaient complètement insolvables ou ne pouvaient arriver à compléter la somme, on avait recours sur le père du faiseur. On devait aller sur tous ses biens, « sor iretages et sor cateux, et prendre sor tout le sien vert et sec tout chou kil li defaurait de lacorde paier. »

La contribution en cas de mort causée par un des membres du lignage était à peu près identique à Lille (2).

Les bâtards comme les enfants légitimes concouraient au paiement de la réconciliation. Ghis l'Escrinewerkere le dit expressément : « Et bien est assavoir kil n'est nus hom ki

(1) *La li doi se combatent.*

(2) De mort de homme al husage des paiseurs de cheste ville, on doit franque paie de xxiiij livres d'Artois, et chou doi repondre li partie dou meffaisant sour ses lignages que chi dessous s'ensuit :

On doit prendre au frère.	XX ^s »
Al oncle de par père ou de par mère.	XV ^s »
Au neveu fil de frère ou de suer.	XV ^s »
Au cousin germain.	X ^s »
Au cousin germain demi point mains.	VI ^s VI ^d
Au cousin en autre.	V ^s »
Au cousin en autre demi point mains.	III ^s IX ^d
Au cousin en tierc.	II ^s VI ^d

Coutumes de Lille. Roisin, p. 107.

bastars puist estre en acorde ; car il en doit autant paier et rechoivre come sil fust despousée de pere et de mere, par le raison ke nient plus ne puet il aler ne boire ne mangier ne tenir compaignie avec son anemi, come chil ki espouses servit par chou kil vengeroit ausi volentiers son ami come chil ki despouse sero, par chele raison doit il estre en toutes pais et en toutes acordes si frans com uns des autres. »

La responsabilité collective de la famille existait dans toute la Belgique et s'y maintint assez longtemps : abolie par un arrêt du Parlement de 1278 dans le Hainaut, elle se rencontre dans la Keure du Franc de Bruges du ^{xii}^e siècle qui porte que l'incarcération du meurtrier et la confiscation de ses biens seront maintenues, « *usque dum filii et heredes ejus pacem terræ fecerint* » (1). Les privilèges de Furnes, confirmés par des lettres de Charles VI, en l'année 1411, décident que « là où iceulx biens des principaux (malfaiteurs) ne pourroient souffire à parfaire ladicte amendise, les parents et amis... contribueront au surplus de ladicte amende pour l'accomplissement d'icelle » (2).

En échange de leur responsabilité pécuniaire éventuelle, les parents de l'« occis » pouvaient exiger une part dans le *faidus* remis aux quatre membres cautions. Nous savons que les enfants orphelins de père et de mère, outre leur droit intégral au *wergeld*, touchaient un tiers des vingt-quatre livres et que la veuve ne pouvait prétendre au *faidus*. En ce qui concerne la part de chacun des parents, Ghis l'Eserinewerkere n'entre pas dans le détail et se contente de dire que

(1) Miræus, *Opera diplomatica*. T. IV, p. 352.

(2) Laurière, *Ordonnances des rois de France*. T. IV, p. 588.

les quatre pleiges sont tenus de « departir la somme partot en lor lignage » ; les règles du partage étaient sans doute devenues de droit commun et n'avaient plus besoin d'être édictées. Si nous consultons les Coutumes voisines, nous trouvons dans le *Statut des Enquêtes* de Cassel de 1324, qui offre de grandes analogies avec les Coutumes de Saint-Omer, la répartition suivante : « Et le pais doit on partir en IIII, chest à savoir : l'une partie al hoir, la seconde as cousins germains, le tierche as cousins en autre, le quarte as cousins en tiers. Si doit l'enfant du cousin germain partir avec les cousins en autre, et l'enfant du cousin en autre avec les cousins en tiers » (1).

Le bâtard reçoit sa part du faidus « comme sil fut despousée de père et de mère. » Cette faveur s'explique puisqu'il concourait au paiement des vingt-quatre livres avec les autres membres du lignage.

(1) *Annales du Comité flamand de France*, T. XI, p. 229.

CHAPITRE IX

DE L'INFRACTION A LA PAIX.

L'infraction à la paix était rangée parmi les crimes les plus graves : elle constituait tout ensemble un attentat contre les personnes et une violation de la foi solennellement engagée devant les autels en présence du Magistrat. Elle se commettait par fait et pouvait aussi se produire négativement par l'inexécution des clauses de l'expiation.

Les Coutumes de Brabant se montraient particulièrement sévères pour les bris de paix. Une charte de 1292, octroyée par Jean I à la commune de Bruxelles, ordonnait que le violateur serait écartelé et que ses membres demeureraient exposés aux quatre coins du lieu du supplice. Pour une injure à partie après la conclusion de la paix, la peine était un pèlerinage au Saint-Sang à Wissenac ou une amende de huit carolus ; pour menaces, un pèlerinage à Rome ou 16 carolus et l'expulsion de la ville et banlieue avant le coucher du soleil sous peine de perdre la première phalange du ponce. (*Coutumes de Malines*, IV, 7).

En Flandre, l'infraction à la paix était punie du bannissement. Un ban douaisien, cité par Espinas, déclare « ke kiconques les pais, ke li paisseur de Douay font et feront, enfreindroit, fust hom ou femme de ceste vile ne d'ailleurs, envers ki ke ce fust, ne sor ki... il seroit à tous jors banis

de ceste vile comme mordreres. » A Lille le forain violateur (1) est banni à perpétuité, le bourgeois est proscrit pendant dix ans et condamné à soixante livres d'amende (2).

La Coutume de Saint-Omer se montre plus rigoureuse et se rapproche du droit de Beaumanoir : « Qui doncques l'enfraint et en est atains, il est pendaules. » La peine encourue pour l'infraction de paix est la pendaison : on jurait de garder la paix « sur la rompture de pais qui est de le hart (3). » A Cassel la même sévérité se rencontre : « ... Et qui dedens chelle pais jugié ferroit sur sen anemi on le terroit à murdre (4). »

Le zoene, par le fait même qu'il constituait un privilège, appelait une sanction impitoyable. Il n'est pas besoin d'insister sur l'intérêt que présentait pour la paix publique la stricte observation des engagements pris par le meurtrier.

Dans les villes où l'infraction de paix entraînait le bannissement, une autre peine attendait le violateur. C'était le *fourjurement* (*foris jurare*) ou mise hors de la famille par serment. Les parents qui reniaient le coupable se trouvaient libérés des conséquences de ses actes et mis à l'abri des représailles. Le Livre Roisin (p. 109) nous a conservé la formule usitée pour renier un bourgeois, mais n'indique pas les formalités suivies en pareil cas. Nous en trouvons une

(1) Le droit lillois, contrairement aux règles ordinaires, n'excluait pas les étrangers des paix.

(2) « S'aucuns brisoit ches pais et ches devises qui faites sunt et dictes à pais faire, on ordonne qu'il soit banis de Lille et de le castelerie, s'il est bourgeois, x ans et x jours et à LX livres de fourfet. » Livre Roisin, p. 108.

(3) Serment rappelé par le greffier à la cérémonie du zoene.

(4) *Loy et jugemens des hommes de le Baillie de Cassel* (1276) loc. cit. art. 7.

description dans un acte des Archives de Tournai de 1273 (1) qui rappelle les institutions franques de la *Chrenecruda* ou du titre *De eo qui se de parentela tollere vult*. Le père dont le fils avait fui après avoir enfreint la foi jurée, venait en halle, assisté et suivi de tous les parents majeurs des lignes paternelle et maternelle, renier publiquement et solennellement sur les Saints Evangiles ce fils indigne, le déclarer mort civilement et comme tel le livrer aux poursuites et aux vengeances de ses ennemis, autorisés désormais à exercer impunément sur lui tous les droits de la faide. Aucun usage ne témoigne davantage du respect religieux voué à la foi promise et de l'importance qui s'attachait à la stricte observation de la paix publique.

Le fourjurement n'avait pas sa raison d'être à Saint-Omer où le bris de paix était puni de mort.

(1) de Nédonchel, *op. cit.*, p. 122.

CHAPITRE X

COMPARAISON AVEC LA COMPOSITION FRANQUE.

On a pu se rendre compte, au cours de l'exposé que nous venons de faire, des analogies marquées qui existent entre le zoene audomarois et la composition germanique, analogies qui s'expliquent par l'origine franque de la ville de Saint-Omer. Nous avons cru bon de les résumer afin de faire mieux ressortir la parenté qui unit ces deux institutions.

1° *Wergeld et faidus*. — Il n'est pas facile de séparer ces deux éléments dans la composition franque où n'apparaissent d'une manière bien distincte que le *faidus* et le *fredum*. Pourtant si l'on considère les bénéficiaires du *faidus* on voit que la loi salique attribue une moitié de la composition au fils de la victime, principal héritier, et l'autre moitié aux parents les plus proches de la ligne paternelle et de la ligne maternelle. Aussi a-t-on pu reconnaître dans le *faidus* germanique les deux éléments que nous rencontrons dans nos Coutumes : le *wergeld* et le *faidus* proprement dit. A Saint-Omer, ces deux parties de la composition ne sont jamais confondues et les actes de zoene les distinguent formellement (1).

(1) Décision du Magistrat que la veuve d'un homme tué auroit la moitié de la somme accordée pour réparation, sauf des 24 liv. qui sont ordonnées à distribuer aux amis pour le zoene. *Registre G. 1459*, fol. 45.

2° *Fredum*. — Le *fredum*, la partie de l'amende, payée d'après Tacite au roi ou à la cité, se retrouve dans le droit audomarois. On achetait la paix du roi ou du comte, violée par le crime d'homicide, et cette idée, nous l'avons vu, s'est maintenue dans la rédaction de plusieurs actes du xvi^e siècle.

3° *Solidarité familiale*. — Nous connaissons la solidarité qui unissait les membres de la famille franque dans la vengeance et dans la réparation du crime. L'étude du privilège de *zoene* nous l'a fait apparaître non moins rigoureuse chez leurs descendants. Solidarité dans l'humiliation : les parents du faiseur l'accompagnent, en chemise, nu-pieds, dans une tenue qui varie suivant leur degré de parenté ; solidarité dans la réparation : le meurtrier, accompagné d'un sergent et des quatre garants de la paix, peut exiger des membres de son lignage une part contributive, basée sur les liens du sang. Si l'on se rappelle en outre qu'à cette obligation correspondait un droit de prélèvement sur les vingt-quatre livres du *faidus*, on sera forcé de convenir que la solidarité de la famille audomaroise est un héritage manifeste des Francs Saliens.

4° *Intention dolosive non exigée*. — Nous avons vu que sous l'empire de la loi salique la composition était due même en l'absence d'intention dolosive de la part du meurtrier. Il en était de même à Saint-Omer où l'on ne distinguait pas entre l'acte volontaire et le fait accidentel.

5° *Conjurateurs*. — Les *conjuratores* de la procédure barbare sont rappelés dans les pratiques du *zoene* par les pleiges ou cautions. Ils ne certifient plus, il est vrai, l'innocence de

l'inculpé ou sa comparution en justice, mais s'engagent, ceux fournis par la famille de la victime à observer solidai-
rement la paix, ceux fournis par le coupable à assurer à la
famille au risque de leurs propres biens le paiement de la
« paie ».

6° *Lettres de sécurité*. — Nous avons vu que le faiseur se
faisait délivrer par les échevins une déclaration authentique
constatant que les parents avaient renoncé à tout acte de
vengeance sur le meurtrier et sur sa famille. N'est-ce pas un
souvenir des *Epistolæ securitatis* dont les formules de l'époque
franque nous ont laissé de nombreux exemples ?

Si l'on remarque en outre que les échevins, en présence
desquels s'accomplissait la réparation ne sont autres que les
successeurs des *scabini* carolingiens, succédant eux-mêmes
aux *rachimbourgs* de l'époque franque (1), si l'on rapproche
l'excessive sévérité de nos Coutumes contre les infracteurs
de la paix des peines portées par la loi salique contre les
mêmes criminels, on reconnaîtra que le privilège de zoene
a conservé de curieux vestiges de la législation franque.

(1) Giry, p. 177.

CHAPITRE XI

MODIFICATIONS APPORTÉES AU PRIVILÈGE DE ZOENE.

Sous l'influence de la civilisation, de l'esprit religieux et du développement de l'autorité publique, les pratiques du zoene perdirent peu à peu de leur rudesse primitive et s'adaptèrent à l'état social nouveau.

La tenue du faiseur devient moins humiliante au xvi^e siècle. Si la Déclaration de 1570 porte que le coupable était nu, c'est que le Magistrat, poursuivant alors en Cour de Bruxelles la conservation du privilège, insistait à dessein sur le caractère humiliant de la réparation pour prévenir les objections contre cette coutume. Les parents, dans les actes du xiv^e siècle, accompagnaient encore le faiseur, mais non plus dans l'état de nudité plus ou moins complet qu'on remarque au xiii^e siècle. Bientôt même la solidarité familiale se relâche : les parents ne paraissent plus personnellement au zoene et se font remplacer par des avoués. Ceux-ci qui n'intervenaient antérieurement que pour représenter les mineurs ou les femmes finissent par remplir les formalités requises au nom de tout le lignage.

En même temps la cupidité fait place à d'autres sentiments et la réparation pécuniaire n'est plus aussi rigoureusement exigée. Le wergeld s'acquitte, surtout au xvi^e siècle, par l'accomplissement de certaines obligations. Ainsi, dans un acte de 1560, le meurtrier s'engage par devant notaires à ne jamais se trouver « en la compagnie du mestier des

wantiers où ledit Pierre le Clercq (père de la victime) servit premier ; ains sera tenu soy en departir, s'il ne plaist audict le Clercq qu'il y demeure » (1).

Durant cette même période, le paiement d'une indemnité imposé au coupable et jusque là profitable aux seuls parents de la victime est remplacé par des pèlerinages ou des œuvres pies de différente nature « qui font pénétrer dans la législation deux idées nouvelles : l'amendement du coupable et la personnalité de la peine » (2). Ce n'était pas une innovation dans le droit pénal du moyen-âge. Dès le xiii^e siècle, le Parlement imposait au coupable ce genre de réparation (3).

Nous le voyons pratiqué à Tournai à peu près à la même époque (4) et le livre Roisin nous a laissé pour Lille une Ordonnance sur « l'Office de le paiserie » de 1344, dans laquelle on impose à l'auteur d'un meurtre l'obligation de faire un voyage « en le tiere d'outre mer. »

Cet usage fut aussi pratiqué chez nous. Le premier acte qui fasse mention d'un pèlerinage pour homicide remonte à l'année 1327. Trois bourgeois de Saint-Omer, en punition d'un « meffaict » commis sur un autre bourgeois, sont condamnés à faire chacun un pèlerinage, le premier « à la Magdeleine de Vergelay et à Saint André d'Ecoce » ; le second « à Saint Nicolay de Warangeville et à Nostre Dame de Ays » ;

(1) Archives municipales.

(2) Dubois, *op. cit. passim*.

(3) *Olim*, II, 405. En 1296 le sire d'Harcourt coupable d'homicide est condamné « pour la cause de l'amende que il vaist en pèlerinage premièrement à Nostre-Dame de Bouloigne ; de Nostre-Dame de Bouloigne à St Thibaut en Auçois et de St Thibaut à Nostre-Dame du Puy ». Ses complices sont tenus de se rendre, l'un en Chypre, l'autre à St Nicolas du Bar, l'autre à Notre-Dame de Chartres.

(4) de Nédonchel, *op. cit.* p. 116.

le troisième « à Saint Nicaise de Rains et à Nostre Dame de Hulsterloo (1). »

Une longue interruption se produit pendant plus d'un siècle. Faut-il l'attribuer aux dangers que présentaient les longs voyages durant la guerre de Cent ans ?

Quoi qu'il en soit, les pèlerinages réapparaissent de nouveau au xv^e siècle et se multiplient. Il serait trop long de citer les nombreux actes qui les mentionnent. Les voyages imposés le plus souvent sont « d'aller à Romme », « au Saint Sang de Weissenacq », « à Nostre Dame de Bouloigne », et à « Nostre-Dame de la Croix à Terrouanne (2). »

Le but, la durée, la date de départ étaient fixés par les échevins. Le pèlerin était tenu de rapporter dans un certain délai des attestations valables de son passage au lieu fixé ; toutes les fois qu'un pèlerinage est imposé, l'acte se termine par la formule « et en rapportera certification. »

Dans plusieurs Coutumes, cette institution pénale dévia ;

(1) *Registre au renouvellement de la loy. F. fol. 36.*

(2) En 1484, un meurtrier Hannicque Zieghers et son complice Liévin Zieghers sont tenus quittes des 24 livres « parmy ce que lesdits seront tenus et ont promis faire les voiaiges et amendises que s'enssuivent, assavoir : led. Hannicque ung voiaige à Romme et pour ce faire, partir par dedens le jour de Saint Jehan-Baptiste prochainement venant et d'apporter certification suffisante dud. voiaige ; item led. Liévin fera ung pèlerinage à la sommation des arbitres de lad. paix à N.-D. de Bouloigne portant un chierge pesant demy livre de chire. Anthonie Hacq, outre diverses amendises fera un pèlerinage à Saint-Adrien à la sommation des arbitres et en oultre sera tenu de endedans le jour de Pasques prochainement venant faire un pèlerinage à N.-D. de Bouloigne. »

Un autre est « tenu de faire deux pèlerinages, l'un à N.-D. de Bouloigne et l'autre à N.-D. de la Croix à Thérrouanne. » 1439.

Un autre en fera trois avant Noël, à N.-D. de Bouloigne, à N.-D. de Haulx « et le tierch à Monsieur Saint Adrien pour l'âme du deffunct. » 1490.

on admit le rachat et l'on revint indirectement ainsi au système des amendes. Hugues de Melun accorde en 1371 aux échevins de Carvin et d'Epinoy (Pas-de-Calais) le privilège de condamner à certains voyages « à painnes de certennes sommes de monnoies telles qu'il leur samblera estre raisonnablez pour equipoler à painez, travailz, mises et despens desdits voyages ou pelerinages. » On possède des tarifs de rachat pour Liège et Valenciennes (1). A Saint-Omer les actes de zoene n'indiquent aucun usage analogue.

Aux pèlerinages s'ajoutaient aussi des œuvres pies imposées par le contrat de paix : ce sont le plus souvent des messes ou des aumônes aux pauvres ou à quelque couvent, parfois, mais plus rarement, des processions expiatoires. Ainsi, dans un acte de 1471, les coupables « doivent venir prier merchy sur la tombe où led. feu est enterré aux parents et amys, ayant un chierge en leur main en toutte humilité et à genoulx, et de là sur le lieu où led. cas et homicide fut perpétre, prier merchy ausd. parents et amys chiefs et pieds nus et à genoulx (2). »

En ce qui concerne les messes et aumônes, le même acte se montre particulièrement rigoureux, ce qui laisse supposer que le crime méritait un châtement exemplaire. « Simonet le Bacre et son frère Audinot, son complice, sont tenus de paier le service, testament et funérailles, faire chanter un service sollempnel en l'église Saint-Denis et y estre en personne, à pieds et chiefs nudz durant le service. Ils doivent « distribuer

(1) *Coutumes de Liège*, chap. XIV, art. 37 ; de Nédonchel, *op. cit.*, p. 117.

(2) Ces processions expiatoires imposées le plus souvent à des gens de guerre portaient le nom de *hachées* ou *harmiscaræ* (du Cange, *vo Harmiscara*). Voir pour les détails *Gallia Christiana*, T. VIII. *Instrumenta Ecclesiæ Carnotensis*, p. 364 et 365.

en amendises aux religieux des Frères Mineurs, Prescheurs et Sainte-Claire en chascun desd. lieux quatre solz. » — Un autre acte de 1489 porte que les parents se sont déclarés « contens des vingt-quatre livres » parce que le meurtrier « incontinent la zoene portée sera tenu faire célébrer un service aux Frères Jacobins en ceste ville là où il y aura une tombe et deux chierges pesant demy livre. Item de donner à 15 povres qui iront à l'offrande à chascun 6 deniers ; encoires deux aultres messes, l'une de N.-D. et l'autre du Saint-Esprit, aussi incontinent après led. service ; plus aux parens et amys... cinquante sols pour une fois par eulx par cidevant desboursés pour frais de justice ; item sera tenu de présenter une candelle devant N.-D. de l'escotterie du Brulle, à nue teste, et de y faire dire une messe pour le trépassé ; item... de faire deux pèlerinages, l'un à N.-D. de Boullaigne, et l'autre à N.-D. de la Croix à Terrouanne... par dedens trois mois ; avoecq ce mectre es mains des arbitres (le curé de Sainte-Aldegonde, les deux échevins et un bourgeois) qui ont fait cet appointement, douze livres, six promptement, les autres six par dedens les caresmaulx prochain venant, pour estre employées en dons salutaires. »

Les frères Zieghers, outre leurs pèlerinages, devaient aussi donner « en amendises aux religieux des Frères Mineurs, Prescheurs et Sainte-Claire en chascuns desd. lieux quatre solz. » — Anthoine Le Bacre, pour l'âme de feu Top fera dire « 29 messes et les deniers pour le paiement d'icelles mectra ès mains de maistre Robert Labitte, curé de l'église du Saint-Sépulchre » fera deux pèlerinages « et donra en aulmosne aux cloistres des Jacobins, Frères Mineurs et sœurs de S^{te} Claire en chascun d'iceulx lieux six sols courans » (1).

(1) *Vidimus* d'actes de zoene.

Une autre modification se produisit dans la pratique du zoene ; elle devait être fatale à l'existence de l'antique privilège : c'est la diminution progressive du taux de l'amende payée au fisc. Fixé à dix livres par la Keure de 1168, le *fredum* était peu à peu descendu, sous l'influence de diverses considérations, à un chiffre beaucoup plus faible, si bien qu'on rencontre au commencement du xvi^e siècle des amendes de 32 sols. Pour remédier à cette manière de faire très préjudiciable au Trésor, une ordonnance de Charles-Quint du 25 octobre 1541 défendit « d'admectre à composition d'homicide à moindre somme que 30 florins carolus d'or. » Il ne semble guère que les receveurs, se basant sur les anciennes Coutumes de la ville, aient sensiblement relevé leurs tarifs. Plusieurs fois les « consaulx des finances », notamment en 1548, à propos d'une composition de 10 livres, s'étonnent « se lad. composition se pocult ainsi faire mesmes moiennant si petite somme nonobstant les ordonnances de 1641. » La même observation est renouvelée en 1553. Sans doute on constate en parcourant les *Vidimus* jusqu'en 1580 des amendes de quatre, de dix, de douze, parfois même de dix-huit livres ; mais l'Ordonnance ne paraît pas avoir été appliquée intégralement.

Battu en brèche par l'autorité royale qui ne supportait qu'avec peine une coutume anormale et de plus préjudiciable à ses intérêts pécuniaires, le zoene allait bientôt disparaître. Il nous reste à noter les phases de son abolition et les efforts du Magistrat pour conserver aux bourgeois de Saint-Omer un privilège tant de fois séculaire.

CHAPITRE XII

DISPARITION DU ZOENE.

Dans un placard du 25 octobre 1541, Charles-Quint se plaint « de la multitude, fréquence et énormité des homicides, meurdres et aultres délits. » Il défend d'accorder « lettres de rémission pour homicide en dedans l'an dudit homicide commis », d'abaisser le chiffre de l'amende au dessous de 30 florins carolus d'or et recommande la poursuite immédiate du crime. Un nouveau placard du 30 janvier 1545 renouvelle les prescriptions du précédent et insiste surtout sur la nécessité de n'accorder aucune rémission pour les crimes commis dans les « dédicaces » (kermesses).

Ces prohibitions ne touchaient pas le Magistrat de Saint-Omer dont les Coutumes étaient garanties par le serment des princes, et le pouvoir royal ne songeait pas, pour l'instant du moins, à y porter atteinte ; il se contente, en confirmant le privilège par sentence du Conseil privé du 31 juillet 1556, de recommander aux maieur et échevins de se montrer rigoureux dans la pratique : « Sur les xv, xvi et xvii articles « faisant mention des bannissements et rappeaux d'iceus le « xxiv^e art. de lad. ordonnance faicte en l'an 1447 s'entre- « tiendra selon sa forme et teneur ; adviseront toutes fois « tant lesd. officiers que iceulx maieur et eschevins touchant « ce point d'eulx tellement conduire esd. bannissements et « rappeaux, que lad. ville soit purgée des mauvais garne- « mens, vacabondes et inutilles, affin que l'on puist seure-

« ment hanter les rues et aller par icelles, et que plus avant
« plainete n'en vienne. »

Le zoene continua donc à s'exercer comme par le passé.

Le 5 juillet 1570, un Edit perpétuel « sur le faict de la justice criminelle ès Pays-Bas » est publié par Philippe II, après avis « des Consaux d'Etat et privé » et du duc d'Albe. Nous extrairons de cette longue Ordonnance qui comprend quatre-vingt-un articles ceux qui concernent notre privilège. Après avoir remarqué qu'« on a introduit en aucuns lieux et quartiers particuliers diverses contraires coutumes, usances et stil ou plutôt abus nullement souffrables », le roi défend « à tous justiciers de prendre regard aux privilèges, loix, coutumes ou usances, par lesquels nostre dicte ordonnance pourroit estre empêchée ou retardée, ou en aucuns points d'icelle », et supprime « toutes compositions pour quelques causes que ce fût, à raison de la corruption des officiers de justice, et de l'impunité des audacieux et effrontés malfaiteurs. » Néanmoins l'Edit dans son article 20 autorise ceux qui ont ce droit « par bons tiltres et enseignemens d'en user, pourveu que ce soit comme il convient », mais leur ordonne toutefois d'exhiber « leurs tiltres ou enseignemens ou copies authentiques d'iceux, en dedans trois mois de la publication de cettès, es mains des fiscaux de notre conseil en Brabant ou aultre conseil provincial du lieu. » Le Magistrat s'empressa de se conformer à ces prescriptions et envoya un conseiller porter au Conseil d'Artois les *Vidimus* des actes de zoene. Durant ce temps le privilège se pratiquait toujours, car les documents en font mention jusqu'en 1589.

C'est l'Edit du 22 juin 1589, publié à la « bretesche » de Saint-Omer le 2 septembre de la même année, qui porta au « zoeninghe » le coup le plus terrible. Après avoir prohibé le droit de rémission ou pardon que s'arrogeaient « plusieurs

consaulx, chambres des comptes, seigneurs particuliers et officiers » et ordonné « à tous les dessusdicts et à chacun d'eulx prétendant droit de donner rémission ou pardon, d'exhiber en dedans trois mois... tous telz tiltres et enseignements, qu'ils en ont, en notre conseil privé pour les faire visiter et examiner et les confirmer ou donner sur iceulx telle interprétation, déclaration et esclarcissement que en toutte raison et justice sera trouvé convenir », le placard s'exprime ainsi relativement aux compositions : « Pareil rapport et exhibition voullons estre faict par tous ceulx qui prétendent avoir le privilège de composer pour homicides avec déclaration pertinente de la forme et manière que eulx ou leurs prédécesseurs en ont joy, *interdisant jusque lors toutes ultérieures compositions desd. homicides.* »

Le Magistrat se réunit le 26 octobre, fit rassembler tous les titres concernant le privilège et, le 6 novembre, chargea un conseiller second, Adrien Doresmieux, d'aller soutenir les droits de la ville en Cour de Bruxelles. Il lui remit avec dix pièces dûment authentiquées une supplique dont nous extrayons le passage suivant :

« ... Et comme entre aultres privilèges concédés à lad. ville passé trois cents ans... leur est concédé certain privilège que l'on nomme *Zoeninghe*, qui est une réparation d'homicide, en observant la forme et manière anciennement accoustumée, au long reprinse par certaines lettres de *Vidimus*... cy jointes avecq aultres tiltres contenus en l'inventoire aussy cy joint ; duquel privilège les bourgeois de lad. ville ont joy successivement et continuellement depuis trois cents ans jusques ad présent lorsque le cas s'est présenté.

« Supplient partant très humblement les remonstrans que, en conformité dudit ancien privilège observé comme dict est, il plaise à V. M. de nouveau le confirmer et décréter en

leur faisant dépescher lettres de confirmation en tel cas pertinentes ; de tant plus que lad. ville de Saint-Omer s'est toujours fidèlement maintenue en l'humble obéissance de V. M. »

C'est à un conseiller royal nommé Veranneman que fut confiée la mission d'examiner le bien fondé de cette réclamation. Il serait trop long de narrer par le menu les fins de non-recevoir et les dénis de justice dont furent victimes de la part de ce singulier magistrat les représentants de Saint-Omer : le curieux récit de ces négociations a été conservé aux Archives dans la *Correspondance du Magistrat*. Nous nous contenterons d'indiquer les principales causes qui mettaient en péril notre privilège, d'après les lettres du conseiller Doresmieux et de l'huissier Mas, solliciteur en Cour pour la ville de Saint-Omer. C'était d'abord la politique ombrageuse des souverains espagnols que devait gêner l'existence de pareils pouvoirs aux mains des magistrats des villes ; puis les prétentions des officiers royaux qui ne voyaient pas sans jalousie leur juridiction restainte par celle de l'échevinage. Mais — nous l'avons vu plus haut — il y avait un motif qui primait tous les autres, c'était la question fiscale : la composition pour homicide rapportait moins au Trésor que les lettres de rémission et les « Consaulx » de Bruxelles, à en juger par les lettres de Doresmieux, se seraient montrés favorables au zoene si le Magistrat de Saint-Omer avait consenti à réclamer pour chaque cas ces lettres fort coûteuses. Celui-ci, gardien fidèle des franchises de la ville, ne pouvait se résoudre à ce sacrifice.

La question ne fait pas un pas jusqu'en 1594. Le 13 janvier de cette année, le Conseil de Bruxelles ordonne que toutes les pièces concernant le zoeninghe soient renvoyées « au Conseil d'Arthois pour, oy les fiscaux d'icelluy conseil, avoir

leur avis. » C'était pour le privilège un danger de plus : en Artois le zoene était considéré moins favorablement qu'en Belgique où la composition reposait pour ainsi dire sur les traditions de la race, et la singularité de cette coutume étonnait davantage encore les esprits. L'avis du Conseil d'Arras fut défavorable et les pièces renvoyées à Bruxelles.

Le silence se fait de nouveau sur le zoene. C'est seulement en 1603, après la mort du conseiller Veranneman, que le Magistrat se décide à adresser une supplique aux archiducs pour obtenir enfin une solution. Dans une autre supplique sans date, le Magistrat insistait sur le faible avantage que le fisc aurait retiré des lettres de rémission : « ... Par lesquelz appert l'acte de zoeninghe en soy estre ignominiense, et que nul homme d'honneur ne sy vouldroient submettre, mais que lad. zoeninghe se faiet par gens extrêmement povres, n'ayant moyen de fournir aux frais des rémissions. »

Depuis cette époque le registre des délibérations et la correspondance du Magistrat n'offrent plus trace de la poursuite en confirmation du privilège de zoeninghe. Il semble d'ailleurs que les habitants de Saint-Omer, fatigués des lenteurs et du mauvais vouloir des conseillers royaux, se soient résignés assez facilement à l'abolition d'une coutume tombée dans le discrédit, d'après les termes mêmes de la supplique du Magistrat. L'autorité royale n'eut pas à intervenir par voie de suppression directe.

Le zoene, aboli dans la pratique depuis l'année 1589, ne tarda pas à disparaître aussi des Coutumes de la ville. Un Edit des archiducs du 12 juillet 1611 enjoignait aux villes, qui depuis 1540 n'avaient pas obtenu l'homologation de leurs Coutumes, d'envoyer au Conseil de leur province, dans un délai de six mois, le cahier de leurs usages pour les soumettre à cette formalité. Saint-Omer se trouvait dans ce cas.

Le 20 mars 1612, le Magistrat décida de « faire recueillir et coucher par escript le cayer des coustumes, usances et communes observances de la ville, eschevinage, changle et banlieue de Saint-Omer... et sera le cayer mys en forme deue pour l'envoyer au plus tost à messeigneurs du conseil d'Artois pour en poursuivre le décret. »

Il n'est plus question dans cette révision du privilège de zoene que le Magistrat semble avoir abandonné avec dédain. Le nom même de la composition pour homicide, curieuse survivance d'un autre âge est rayé des Coutumes audomaroises.

CONCLUSION

La morale répugne à ce système de la composition qui assurait une quasi-impunité à la richesse. Cependant c'était le seul moyen d'arrêter l'effusion du sang chez des peuples encore barbares et indisciplinés.

De même que le talion avait été le premier pas fait vers la justice pénale, de même la composition fut le premier degré vers la conciliation et le pardon. Celui qui consentait à ne demander qu'un mal égal à ce qu'il avait souffert se vengeait encore, mais il limitait déjà sa passion dans le choix et la mesure de la peine qu'il voulait faire endurer à celui qui l'avait offensé. En consentant à ce que le coupable rachetât par l'abandon de biens matériels la peine par lui méritée, il devenait moins aveugle et moins implacable dans son ressentiment. La satisfaction dont il se contentait était en tout cas plus rationnelle que la vengeance, puisque l'avantage qu'il trouvait dans une réparation pécuniaire était plus durable, plus utile et moins brutal que le plaisir des représailles corporelles. Dans la vengeance personnelle des anciens temps, il y avait beaucoup de l'animal. Dans le talion il en restait encore, mais déjà circonscrit par un sentiment tout humain, celui de la justice. Dans la composition dont l'usage s'établit insensiblement, où les biens payaient pour le propriétaire, il y avait également une idée de justice, celle de satisfaction, et de plus une idée de prévoyance, une idée d'utilité.

Par cela seul qu'on débattait le prix d'un meurtre ou d'une

blessure, on désirait s'entendre, on voulait arriver à une solution qui écartât la vengeance. On sentait instinctivement la nécessité d'une loi et d'un juge (1).

Gardons-nous donc de porter un jugement trop sévère sur les Coutumes longtemps pratiquées par nos aïeux. Ces institutions ont dû nécessairement préparer les voies à la civilisation dont nous nous faisons gloire aujourd'hui, en domptant sagement et peu à peu la férocité des races germaniques d'où nous sommes issus. (2).

(1) P. de Croos, *Histoire du droit criminel et pénal dans le comté de Flandre*.

(2) « ... *Qui lege Salicha vivere visi sumus...* » Charte de 952, publiée par Muratorius. *Antiquitates Italix Mædii Ævi*, t. II, col. 133.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Arsin d'une maison à Esquerdes. 19 novembre 1405.

Sur ce qu'il était venu à la connaissance de messigneurs maieurs et eschevins de la ville de Saint-Aumer que Jehan d'Esquerdes, escuier, fils Jehan, avait battu et navré Wautier le Feuvre, leur bourgeois, demeurant devant les Jacobins lez icelle ville, duquel cas icelluy Jehan pacefia audit Wautier et l'en répara par l'ordonnance de aucuns de leurs amis et après, pour satisfaire justice, se disant clerc, se rendi prisonnier en la cour espirituelle à Terewane et par vertu des lettres de l'official dudit lieu et par le doyen de chétienté de Saint-Aumer, fist le xii^e jour du mois de novembre l'an MCCCC et V, ce signefier au bailli de ledicte ville, à mesdis seigneurs maieurs et eschevins et aux aultres juges lays en icelle, en eux baillant jour, contre ledit prisonnier, se aucune cose lui volaient demander en le dicte cour espirituelle au samedi xxi^e jour dudit moys comme plus plainement peut apparoir par les dictes lettres dont la teneur s'enssiet.

Officialis Morinensis, etc. (*Mandement de l'official de Thérouanne au doyen de chrétienté de Saint-Omer et relation de celui-ci déclarant avoir fait des significations aux justices laïques*).

Sur lesquelles choses mesdis seigneurs, maieurs et eschevins, vieux et novviaux avoec leur conseil eurent advis, et finalement, monobstant l'emprisonnement dudit Jehan et ladicte monicion, veus les poins de leurs chartres et privilèges et l'usage que ils avaient sur ce, Simon de le Fontaine exerçant l'office de chastelain en icelle ville, à le requeste desdis maieurs et eschevins accompaigniet de Jehan Fierman, Pierre Coquillan, escarewettes, Jehan le Zuttere et Jehan Sohier, sergans à mache en ledite ville, le samedi xiii^e jour dudit mois de novembre, ala en le ville d'Esquerdes au domicile dudit Jehan et là, à la personne de se feme, de le seur d'elle, de Flourens Passelieuwe sen varlet et des dessus nommés ledist chastelain fist sommacions telles et par le manière que s'enssient :

Je, Simon de le Fontaine, ou nom et comme chastelain de Saint-Aumer, requis des maieurs et eschenins de la dicte ville, suy chi venu, comme au lieu et domicile de Jehan d'Esquerdes le jouene, et à vo personne comme à sa femme et en le présence de tous cheulx qui chi sont, le somme, de par lesdis maieurs et eschevins, que dedens tierch jour, est assavoir dedens lundi prochain venant, il viengne, se boin lui samble en ledicte ville de Saint-Aumer par devers yceulx maieurs et eschevins, eulx amender et réparer le injure et vilenie que il leur a faite par avoir batu et navré Wautier le Frère, leur bourgeois et subget, et en signe et mémoire d'avoir fait mon exploit tel que à mon office appartient, je tire et saque ceste puignie de couverture hors de sondit manoir et domicile en le manière que apparoir vous poet et lui faittes savoir se boin vous samble. — Et pour ce que ledit Jehan fut en deffaulte de venir faire la dicte amendise par devers lesdis maieurs et eschevins, comme sommé avoit esté, le joesdi enssievant, qui fut le xix^e jour dudit mois, par l'ordenanche et commandement de mesdis seigneurs, partirent de ladicte ville ledit chastelain, sire Guilbert d'Inregny, sire Simon de le Nasse, eschevins pour le temps, sire Jaque de Wissoc, et sire Jehan de Diepe, vieux eschevins, accompaigniés des maistres des trois mestiers, du maistre des arbalestriers, du maistre des archiers et

de leurs compagnons et plusieurs aultres notables personnes de ladicte ville à pié et à cheval, jusques au nombre de douze cens personnes armés et abillés bien notablement, pour le doubte de la guerre qui estoit lors ; et se mirent par ordenanche comme s'il deussent aler combattre contre les ennemis ; et ou front devant estoit Malin de Bouloigne, premier sergant de ladicte ville, armé et monté sur ung grant cheval à une haute selle, portant une banière des armes de ycelle, accompagné de deux ses compaignons sergens, est assavoir Pierre de Morcamp et Jehan Bollard, et aussi ledit chastellain, deux desdis eschevins et pluseurs aultres à cheval, armés comme dessus, faisant l'avant garde avoec ledit Malin ; et le arrière garde se fist par les deux aultres eschevins accompagniés de pluseurs aultres aussi à cheval, et tous ensamble, en ladicte ordenanche, le bancloque sonnans, avoecq eulx pluseurs carpentiers, couvreurs de tieule et porteurs au sac qui conduisoient quatre chars chargiés de pavais, artillerie, hanes et aultres habillements, alèrent audit lieu d'Esquerdes, audit domicile dudit Jehan qui estoit audevant du pont, au lès decha d'icelle ville d'Esquerdes ; et eulx là venus pour garder ledit pont et que des ennemis ils ne fussent surprins, envoièrent garder ycelli pont par LX hommes, est assavoir, xx arbalestriers, vint archiers et vint hommes de pié ; et ce fait, alèrent ledit castellain et ledit Malin, portant ledicte banière accompagné desdis carpentiers, couvreurs de tieule et porteurs au sac et de XL ou LX aultres et le surplus demourans en belle bataille, et là, eulx informés que le maison manable dudit domicile n'appartenoit audit Jehan, mais appartenoit à son dit père, et que à ycellui Jehan appartenoit seulement une grandes et larghes estables et marescauchies qui estoient drechiés et faittes joignant d'icelle domicile, par lesdis carpentiers, couvreurs de tieule et porteurs au sac, furent ycelles estables et marescauchies abatues et démolies et puis boutèrent le feu dedans en prenant vengeance de ladicte injure faicte à le dicte ville en la personne de leur dit bourgeois, en disant lors à ladicte femme dudit Jehan que se là ou ailleurs son dit mari eust plus de édefice, ils le

eussent ars et démolì par le manière dicte ; et ce fait s'en retournerent tous les dessus nommés en le ordenanche dessus déclaré, ladicte cloque tousiours sonnans jusques ad ce que ils furent retournés en la dicte ville.

II

La li doi se combatent (1).

.... Et se cose fust ke on ferist un home à mort, et chil ki ochis l'airoit, peust accorder et a pais venir et joir, et eust pooir de venir avant, il devroit donner seurtei de paier et de rendre xxiii^l de par.

Et chil ki le kievetais seroit fais par le communité des amis de porter l'espée, il convenroit doner le seurtei des xxiii^l de par. Des amis chiaus ke ke miex volroit prier de par son père, dont chel les convenroit à tous avoir en covent à acquitter sans coust et sans damage, aussi avant comme loys afiert.

Et quant il venist a le pais, chel ke l'espée porteroit le devroit faire si bielement et si humelement com on a à tous jors veu et fait teiles acorder, et li plus prochain ami doivent tous jors aler le plus prochain de li. Si doit chil, quand il lespée aroit rendue et aroit baisié, si devroit il dire : Sire, je suis devenu vos homme ; ore vous prie jou ke vos me donnés iii preudommes souffissans, les quels ke miex vos plaira, à jurer le pais à tenir à tous jors, et je sui pres a doneir à chascun iii^s de ces iii homes. Chascun quant il mettra main a jureir a prendre iii^s fors ke tant ke chil ki escrira les seremens aura de chascun iii^s iii deniers de sen escrire. Et se chil ke lespée aporte en veut encore avoir iii avoëkes

(1) Nous nous bornons à reproduire la partie de ce document qui concerne le privilège de zoene.

ou III de cheus ke mieu li plaira, cil les le doit délivrer et faire avoir, ou se il i des III homes devant esleus veut avoir escangier pour i autre, mais ke cheu soit preudom et loial. Et est a savoir ke chil ke l'espee aportera doit paier les XVI^s de par. des III hommes a rabatre des deniers de lacorde : mais che ke plus i aura des III hommes, che doit chil paier ki lespee a porté.

Et si doit on mettre jour de paiement ; chest a savoir au chief des III mois, et noumer le jor et le lieu de paiement. Là doit chil avant venir ki lespee porte, et si li plege pour finer a le partie de le tierche part de le paie. Et se chil ki ochis fu ait enfans soit malle soit femele, il doivent avoir le tierche part des XXIII^l, sans plege donner, à avoir dedens les III sens de lor maison. Et les autres II pars doivent avoir chil III home jurei le pais à tenir, par bons pleges doner à departir partot en lor lignage, si comme on doit de membre en membre, devens lanée ki laront donnée et rechut le darrain paiement. Et si en doivent li arbitre avoir de chascune livre III^d sil voelent. Et quand chel ki lespee aporte aura paie son premier paiement, sil doit il priier a eskevins por Dieu ke il li fachent avoir un de lor serjans a aler aveckes lui, et aveckes ses III arbitres pour faire pander ses concordés à ses parens par tout à chiaus ke devront, si kil ait de chascun chou kil doit avoir par droit. Et se doit li serjans avoir se droiture de chou kil ira avoeckes pander.

Et est assavoir ke de ches rechoites doit chascun frère kil i aroit, paier XX^s de par. ; et de chascun enfant de son frère ou de se sereur pour tant kil fuissent valetton, chascun devroit paier XV^s de par. ; et li cousin germain X^s de par. ; et li enfant du cousin germain valetton ou de cousine germaine VII^s et VI^d ; et li droit cousin en autre V^s de par. ; et enfant de cousin en autre valetton III^s et III^d mains, et le cousin en tierch II^s et VI^d, et enfant de cousin en tierch valetton XXII^d, et li cousin en quart XV^d, et la va hors li parages, et nient plus avant ne peut on quillir acorde.

Et bien est assavoir kil nest nus hom ki bastars puist estre en acorde ; car il en doit autant paier et rechoivre come sil fust

despousee de pere et de mere, par le raison ke nient plus ne puet il aler ne boire ne mangier ne tenir compaignee avec son anemi, come chil ki despousee seroit par chou kil vengeroit ausi volentiers son ami come chil ki despousee sero, par chele raison doit il estre en toutes pais et en toutes acordes si frans com un des autres.

Et se en itel manière fust que chil ki lespee a porté peust en iteil manière queillir se paie com il est devisé cha de sus, bien fust. Et sil ne le peust ensi queillir, et défaute en fust de queillir, et li peres del valet ki lespee porta verquist encore, si con le seust vraiment, encore fust il lonttans hors du pais, on devoit aler sur tous ses biens, sor iretages et sor cateus ; et prendre sor tout le sien vert et sec tout chou kil li deffauroit de lacorde paier, sensi fust ke tans i eust ; par le raison ke se paie est parfaite sil revient ou païs.

Et sensi fust ke il fust mors, se feme nen devoit riens paier ne doner, se ele ne le vausist donner par sa bone volentee et en ausmone. Mais le femele (fieu ?) devoit paier de sen propre catel, se tant eust. Et sel estoit ke on cele pais ne peust avoir, ne queillir ne lune part ne lautre, si com il est devant dit, chil ki plege seroient de chel pais le convenroit paier et finer envers les parties.

Bibliothèque municipale, Msc. 829.

Livre des Statuts, Archives AB. XVIII, 16.

III

Déclaration par devant notaires de la manière dont se faisait le zoene à Saint-Omer. 1593.

A tous ceulx quy ces presentes lettres verront Jehan Macquerel ad présent garde du scel, ordiné, estably à Arras par le Roy notre

Sire pour seller et confirmer tous contracts, marchiez et obligations qui sont faictes passez et receuz en lad. ville, pais et comté d'Artois entre parties, salut.

Sacent tous que par devant Adolphe Daens et Robert le Precq, notaires d'Icelluy Nostre Roy, de parluy mis et establis en la ville de St-Omer ad ce oyr, comparurent en leurs personnes Nicaise de Bersaques, escuier seigneur d'Arquingoult, conseiller du roy N. S. au bailliage de St-Omer et lieutenant de Monseigneur le Grand Bailly dudit St-Omer, d'âge de LXVI ans; Anthoine Lhost, soulz bailly pour le roy N. S. en lad. ville de St-Omer, d'âge de LX et III ans; George Nonart, l'aisné, naguères greffier du crime d'icelle ville, d'âge de LXVII ans; et Loys Artzoone, bourgeois de lad. ville, naguères sergant à mache pour Sa Maj. dud. St-Omer, d'âge de LXXIX ans, le tout environ.

Lesquels et chascun deulx, après serment par eulx solempnellement faict et presté ès mains des nottaires roiaux soubzsignés jurés, et oys sur les interrogatoires à nous exhibés de la part de Mathieu de Vargelot, greffier principal de lad. ville de St-Omer, ont dict, affirmé, et pour vérité attesté qu'ils scevent que de temps immémorial les bourgeois de la ville de St-Omer, tombans en fortune d'homicide, ont accoustumé de joir de certain privilège anciennement concédé auxd. bourgeois nommé zoeninghe, quy est tel que après soy avoir absenté par le delinquant l'espace dun an enthier hors de lad. ville et banlieue, ensamble faict appoinctement et satisfaction a partie intéressée, s'il désire avoir entrée en lad. ville et pouvoir faire zoeninghe, il fault présenter requête ad ces fins, paravant obédience, de laquelle requête les informations tenues sur l'advenue dud. homicide et ce que s'est ensuivy, sont voeues par le magistrat de lad. ville, quy en fault donner communication aux grand Bailly ou son lieutenant procureur du roy nostre sire et recepveur du demaine de sa M^{te} audict St-Omer, lesquels ordonnent de l'amende que le delinquant doibt payer au prouffict de Sad. Maj^{te}, eu regard à la qualité du faict, faculté et moiens dud. delinquant; et suivant ce, est icelluy admis et receu à faire led. zoeninghe par décret des

maieur et eschevins d'icelle ville, laquelle zoeninghe est une réparation publique quy se fait en présence dud. grand Bailly, ou son lieutenant led. soulz bailly, le chastelain dict bouresgrave dud. St-Omer, quy est aussi officier de Sa M^{te}, deux eschevins, le greffier du crime, le premier sergent à verges et les sergents a masse, avecq les parties interessées ou procureurs pour iceulx ; estant led. delinquant nud de toutes parts et sans vestement, saul un linge dont il est ceynet pour couvrir la vergoigne, tenant en sa main une espée nue à la croisée de laquelle espée sont unes efforche ou siseaux avec une poignée de verges de bouillet ou ramon, que led. delinquant, adisté dung personaige portant la parole pour luy, présente ausdictz officiers représentant la justice. Après avoir par trois fois déclaré hault et cler en langage flameng (selon l'anchienne manière de faire ensuivant en ce les aultres villes du pays de Flandre dont ils entendent ladicte ville de Saint-Omer estre par cidevant esclissée) la cause de lad. zoeninghe, requérant pais et pardon, comme est plus au long porté par certain escript d'anchieneté, observé aud. cas et reposant au greffe du crime d'icelle ville. Moienmant laquelle zoeninghe et réparation, paix à partie, et amende païée au recepveur du roy nostre sire, quy en tient compte au prouffict de sa M^{te}, le délinquant est quitte et absolt dud. homicide sans estre soumis d'obtenir aultre rémission de Sa M^{te}. Et en ont lesd. attestans ainsy toujours veu user le tamps de leur congnoissance, et signament depuis qu'ilz ont exercé lesd. estats et offices ; ayant en telle qualité esté présens à plusieurs desd. zoenynghes, asçavoir lesd. seigneur d'Arquingoult et soubzbailly, passé encore vingt ans, led. Nonart passé vingt neuf à trente ans, et led. Artzoone passé environ quarante ans, sans aucune difficulté ; scevent aussy que led. privilège de zoeninghe est ung grand bénéfice pour les pauvres bourgeois et aultres de médiocre ou petite faculté de biens, qui se submectent et accommodent à lad. réparation et zoeninghe, bien qu'elle soit ignominieuse, d'autant qu'ils n'ont moien d'obtenir rémission et intherinement d'icelle. Dont et desquelles choses led. Mathieu de

Vargelot, greffier principal de lad. ville de St-Omer au nom et de la part d'icelle ville at requis ces présentes lettres d'attestation pour servir et valoir partout ce que de raison.

Aud. St-Omer, le 19 de juing 1593.

Archives municipales AB. XXI.

IV

Actes de paix en Halle. 1311.

En l'an de grâce MCCC et XI ou tans Jaquemon de le Deverne et Baude Manteel adonc maieurs et esquevins leurs compaignon, reconnut Jacquemin li Witte et promist à tenir perpétuellement l'acorde et le pais que si devanchier avoient fait de le mort Bauduin le Witte, son oncle, qui fu ochis à Haut Pont d'un staf lastappere (?) et de Jaquemon de Breuvil, et promist ledite pais à tenir parmi le recept que esquevins luy fasent recept que li pais avoit esté faite, si kil avoient entendu par souffisans information qu'il en avoient oy de bonnes gens dignes de foy, et parmi le dit recort fait chés Jaquemon sen offensé, et gréa à le dite pais, et promist à tenir perpétuellement si que dessus est dit.

En l'an de grâce l'an XI le diemenche après le St Martin, en yver, en le présence Philippe Baullart adons maieur, Gille Hambart, Symon Gasteel, Leurens d'Esquerdes, Huan Sandres et Jehan de Chokes esquevins, reconnurent Sandres Martin, Sandres fils à Martin, Jehan de Vergède et Symon le Lardeur qu'ils avoient jurei le pais et l'acorde pour eux et leurs amis de le mort Jehan de Longhenesse, et la promissent à tenir à David de Saint Audegonde et as siens permanantement, ensy que li loys de le ville l'ensengne, et ont reconnus qu'il ont recheu le tierch

de tout l'acorde, et les ont promis à départir en leur liniage selonc ke li loys l'ensengne.

Archives municipales. Reg. au renouvellement de la Loy A. fol. 104, 105.

Actes de zoene ou Paix à l'épée. 1381.

A tous ceulx qui ces présentes verront mayeur et eschevins de la ville et cité de Saint-Omer, salut. Sçavoir faisons que aujourd'hui avons veu, tenu, lu et déligament regardé certain ancien registre criminel reposant au comptoir criminel de ladicte ville auquel sont enregistrez de lettre ancienne plusieurs zoeninghes et réparations d'homicide faictes en lad. ville suivant les anciens privilèges et usances d'icelle, en avons fait extraire ceux quy s'ensuivent. Le premier estant en date du treizième de novembre mil trois cent quatre vings et un, et le dernier en date du quatriesme de novembre mil quatre cens cinquante nœuf, desquels ensemble de ceulx par nous extrais cy après la teneur s'ensuit, estans plussieurs aultres en nombre mentionnez aud. registre délaissés et intermis pour cause de briesveté. Et primes à la zoenne de la mort de feu Jehan Lamps verrier de la ville, fils de Jehan Lamps, porta l'espée Jehan Martins dit Mahieu qui l'ochist, et rechupt le dicte espée Bauduin Cloez, de Rubroec cousin en aultre audict mort de par le père, et jurèrent le dicte pais Luys le Poirele bourgeois cousin en aultre aud. mort de par le père de sen père, George le Hocre bourgeois cousin en aultre aud. mort de par le mère de sen père, Jehan Fièbe Ysercoich bourgeois cousin en aultre aud. mort de par le père de se mère, et Thomas Fièbe bourgeois cousin en aultre aud. mort de par sa mère. Et furent vingt-quatre livres par. mis en la main de Messieurs Eschevins pour lad. zoene. A laquelle zoene furent François le Cuvelier lieutenant de Monsieur le Bailly, Williem Boudelval lieutenant du Castelain,

et eschevins Sire Tassart de Morcamp et Sire Williem de Dyeppe, et Jehan le Bel de le Coupe sergent d'eschevins et Nicaïses Cuvelier, clercq de le Halle, les sergens du Seigneur et Monet Desconrans. Faict au prael du cloistre des Jacobins le 13 novembre 1381.

Archives municipales AB. XXI. *Vidimus*
du 24 novembre 1570.

1471.

A la zoene de la mort de feu Jehan Angot porta l'espée Simonet le Bacre qui lochist, et le adestra Audinot le Bacre son frère, complice en lad. mort, et jurèrent la paix : Lubin Angot frère dud. Jehan, Willem Coïsne oncle, Jehan Coïsne cousin germain et Mahieu le Clercq aussy parent dud. feu, moiennant et parmy la somme de cinquante livres de 40 gros de Flandre la livre, à payer promptement vingt et cinq livres et le résidu au Noël. Et parmy ce qu'ils doibvent acquitter plussieurs debtes escripte en ung billet montant à nœuf l. dix sept sols ou environ, et en déchargier l'âme dud. feu et sesd. parens et amys, et de toutes aultres debtes saucunes estoient trouvées, aussy qu'ils doibvent faire chanter un service sollempnel en l'esglise Saint Denys et y estre en personne, à pieds et chiefs nudz, durant led. service, et ce faict, qu'ils doibvent venir prier merchy, sur la tombe ou led. feu est enterré, aux parens et amys, ayant un chierge en leur main en toute humilité et a genoulx, et de là sur le lieu ou led. cas et homicide fut perpétre, prier merchy ausd. parens et amys chiefs et pieds nudz et a genoulx ; dont sont cautions Clay le Bacre et Robert le Bacre son frère et chascun pour le tout. Faict aux Cordeliers ou furent Clay d'Estienbecque, lieutenant de Monsieur le Bailly, Denis de Seninghen chastelain, les quatre sergeans à mache, maistre Jacques Quiesdeber et sire Jacques de Rebecque eschevins, Pierre de le Nesse du cryme et

Jacques de Bergues sergeant à vergue, Guillaume d'Audenffort, recepveur de cette dicte ville, Guillaume de le Vallée, Georges du Pont, Bauden de Mussen, Jacques d'Eblinghen, Laurent le Cocq, David d'Audenfort, Jehan Boursset et plusieurs aultres, le cinqüième jour de Juillet l'an mil quatre cens soixante et onze.

Archives municipales AB. XXI.

1571.

A la zoene et réparation de Jehan Marissal, à son trespas laboureur demeurant au Nart hors la porte Boullizienne, porta l'espée Loys Malbrancq, caincaillier et bourgeois de ceste ville de St-Omer pour la mort par luy commise en la personne dud. feu Marissal ; et jura la paix Charles de Lattre, fils Jehan, procureur fondé de pooir espécial insérée ès lettres d'appointement pour ce faict, passé et reconnu par devant nottaires royaulx de ceste résidence, le 14 juing dernier, par Jehanne de Fosse, vesve de Jehan Marissal tant en son nom que comme mère ayant le bail et gouvernement de Jehan, Charles, Gilles, Robert, Philippe, Vincent et Chrestienne Marissal, ses enfans, Robert de Fosse, Bailly de Tatinghem, grand père maternel, maître Arnoult Marissal, prebstre, curé propriétaire de Longuenesse, Vincent Marissal laboureur, eulx faisans et portans forts de Lambert le Roux et de Chrestienne Marissal sa femme, Jacques de Lattre et Jacqueline Marissal sa femme, Flourens Bonnerue, Gillette Marissal et Marie Marissal fille à marier, lesdicts du surnom de Marissal frères et sœurs dud. feu Jehan Marissal, eulx faisans et portans forts de tous aultres parens et amys d'icelluy feu Jehan Marissal, promectant par le dict procureur au dict nom de tenir et faire entretenir à toujours lad. paix faicte entre eux touchant led. homicide pour ferme et stable, sur paine de paix enfrainte qui est sur la hart, et ce moyennant les promesses déclarées aud. appointement, Lad. zoene et réparation faicte au couvent des

Frères Prêcheurs le sabmedy 26 octobre 1577 pardevant Anthoine de Boutry, lieutenant général de Monseigneur le Hault Bailly de S^s-Omer ; seigneur eschevin Nicollas de Haffreinghen et Hugues de Haultecloque ; Nicolas Nonart Bouchgrave ; Anthoine Lhoste soubz Bailly ; George Nonnart greffier, Jehan Cabaret sergent à verge, et les sergeans à mache.

Archives municipales AB. XXI. *Vidimus* du
8 novembre 1589.

V

**Actes de wergeld ou appointement pour homicide
par devant notaires. XVI^e siècle.**

Comparurent en leurs personnes Jehan le Clercq wantier, père de feu Pierre le Clercq, bourgeois demeurant en ceste ville de St-Omer d'une part, et Pierre Doublet, bourgeois de lad. ville et Simon Doublet son fils d'aulture part, et recongnurent lesd. parties que pour parvenir au traictié, appointement et acord de la mort et homicide perpétrée et commise en la personne dud. feu Pierre le Clercq par led. Simon, icelles parties se sont accordées et appointées ensamble en la forme et manière qui s'ensuit : asçavoir qu'iceluy Simon a promis et sera tenu le plus brief que faire se polra faire sa zoigningue selon la coustume de ceste ville, promettant et sera soumis de jamais ne se pouvoir trouver en la compagnie du mestier des wantiers où led. Pierre le Clercq seroit premier, ains sera tenu soy en départir, s'il ne plaist aud. le Clercq qu'il y demeure. Avec ce, led. Jehan Doublet, père dud. Simon a promis et sera tenu de paier et fournir la somme de trente deux florins, seize patars, aux personnes déclarées en ung billet signé de nous notaires royaulx sousigné demouré es mains

de Baptiste Grisel; et moyennant les choses susd. led. Jehan le Clercq comparant, soy, portant et faisant fort de ses enfans, frères et sœurs dud. feu a quictié remis et pardonné, et par cestes quicte, remect et pardonne en l'honneur et révérence de la benoïtte mort et passion N. S. Jésus-Christ aud. Simon Doublet lad. mort et homicide, consentant et accordant que led. Simon puist faire sad. zoigningue le plus brief que polra. Et adfin qu'il puisse plus facilement procéder à la faire, led. Jehan le Clercq a faict, commis et estably ses procureurs généraux et espéciaux de Nicolas de Hémont, Baptiste Grisel, Jacques de Saulty. Ausquels procureurs et à chacun, ou l'un d'eulx seul portant les présentes, led. le Clercq a donné et donne plein pouvoir, permission, auctorité et mandement spécial de, pour luy et en son nom, aller et comparoir au lieu ou lad. zoigningue se fera, et illecq ou nom dud. comparant, de rechief quictier et pardonner aud. Simon Doublet lad. mort et homicide aux charges des conditions dessud., et généralement, promettant à avoir pour agréables, et au furnissement et accomplissement dessud. toutes lesd. parties comparantes ont respectivement oblesgiet et oblesgent l'un envers l'autre tous leurs biens et héritaiges présens et advenir, renonchant par leurs foy et serment, etc...

Faict, passé et reconvut aud. St-Omer, ce vingtième jour d'aoust quinze cens soixante, par devans nous notaires royaux soubsignez.

GRISEL. N. DE HEMONT.

Comparuten sa personne Martin Prevost, laboureur demeurant à Aquembronne paroisse de Lumbres, et reconvut que en traictant et faisant certaine transaction et appoinctement de l'homicide par luy perpetré en la personne de Jacob Sabel, paravant sa mort demeurant audict Aquembronne, avec les prochains parens et amis dud. feu, signamment avec les enfans dud. Sabel, il auroit entre aultres conditions promis payer et furnir à Jeunet Sabel, impotent et délaissé pareillement orphelin par le trespas dud. Sabel son père, la somme de dix florins de XLII^s

fland le florin, et deux rasières de bled de rente par chacun an, la vie durant d'icelui Jeunet, pour à laquelle promesse satisfaire par led. comparant, et adfin de survenir à la nourriture substen-tation et entretenement dud. enfant impotent, il a constitué et assigné, et par ces présentes constitue et assigne, pour et au proffict dud. Jeunet Sabel, sur tous ses biens et héretaiges, pareille somme de dix florins monnoie dicte et de deux rasières de bled de rente par an, led. bled à deux solz près, du bon du cru dud. Lumbres et pais environ, le tout livré à l'hospital St Jehan en la ville de St-Omer, pour de lad. rente joyr, user et profficter par led. Jeunet de ce jourd'huy en avant, sa vie durant, payable à deux termes en l'an telz que St Michiel et Pasques quares-miaux, dont le premier terme de payement sera et escherra à le St Michiel prochain de cest an cinquante sept, le second aux Pasques aprez ensuyvant que l'on dira cinquante huict, et ainsi continuer d'an en an et de terme en terme la vie durant dud. Jeunet. Et au payement annuel de lad. rente, deniers principaux et arriéraiges d'icelle, icelluy comparant a obligé et, par ces présentes, oblige tous et chascuns ses biens et hérétages, et ceulx de ses hoirs présens et advenir où qu'ils soient scituez et assis ; accordant sur iceulx main assise, mise de faict etc. domicile ad ces fins esleu pour le tout à la maison haulte séant sur le grand marché de ceste ville de St-Omer accordant que tous.... etc.

Et adfin que led. Jeunet puisse acquerre la réalité et hypo-theque de la rente dessud., icelluy comparant a faict, nommé, constitué, commis et estably ses procureurs généraulx et certains messagiers espéciaux.

Lesquels procureurs ou l'ung d'eulx seul et pour le tout, il a donné et par ces présentes donne pover absolu et irrévocable de pover luy et en son nom aller et comparoir par devant les sieur ou sieurs de qui ou desquelz sesd. biens et héritaiges seront trouvés estre tenus... etc..., et illecq, présent eulx ou leurs baillifs, recongnaistre et ratifier et que dessus, le faire et paier de nouveau se mestier est, rapporter, submettre, affecter et hypothecquer au payement de lad. rente viagère les dessud,

biens et hérétaiges dud. comparant, et consentir que en iceulx pour seureté de lad. rente il y soit tenu et décrété de droict par autorité et justice. Et de tout ce en accorder lettres estre faictes et expédier au lot et contentement dud. Jeunet ou de son conseil, esquelles lettres seront déclarées les situations, grandeurs, bouldz et listes des héritaiges sur lesquelz lad. hypothecque au main- tenue sera faicte et prinse, et généralement et espécialement led. promect avoir pour agréable... etc... soubz l'obligation dessusd. renonchant par soy, etc.

Faict, passé et receu aud. St-Omer, le xxiii^e jour d'apvril XV^e cinquante sept pardevant nous notaires royaux sousignés.

B^{te} GRISEL. A. DAENS.

Archives du gros, liasse 1557, rente 21.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

Vu :

J.-A. ROUX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 5 octobre 1902.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages. 7
------------------------	-------------

PREMIÈRE PARTIE

De la composition en droit germanique.

CHAPITRE I. — De la composition chez les Germains avant les invasions	13
CHAPITRE II. — De la composition d'après la loi salique.	19
Du droit de vengeance sous l'empire de la loi salique	21
<i>Section I.</i> — Définition et caractère de la composition .	34
<i>Section II.</i> — Eléments de la composition	37
<i>Section III.</i> — Taux des compositions.	40
<i>Section IV.</i> — Solidarité de la famille franque	48
<i>Section V.</i> — De ce qui arrive lorsque la composition n'est pas payée	53
<i>Section VI.</i> — Rôle des conjurateurs et des fidéjusseurs .	55

DEUXIÈME PARTIE

De la composition pour homicide dans les Coutumes de Saint-Omer. Le zoene.

La vengeance privée en Flandre et à Saint-Omer. Les mesures pacificatrices	63
CHAPITRE I. — Origine franque de la ville de Saint-Omer. . .	73
CHAPITRE II. — Coexistence du zoene avec la faide et la répression publique	81
<i>Section I.</i> — La répression publique.	81

<i>Section II.</i> — La faide.	82
§ I. — Elle existe	82
§ II. — Causes de son existence	84
CHAPITRE III. — Définition, sources et conditions du zoene . .	95
CHAPITRE IV. — Procédure du zoene.	107
CHAPITRE V. — Le zoene et les personnes.	120
CHAPITRE VI. — La compétence en matière de zoene	123
CHAPITRE VII. — La composition	128
CHAPITRE VIII. — Solidarité familiale.	134
CHAPITRE IX. — De l'infraction à la paix.	138
CHAPITRE X. — Comparaison avec la composition franque. . .	141
CHAPITRE XI. — Modifications apportées au privilège de zoene .	144
CHAPITRE XII. — Disparition du zoene	150
CONCLUSION	156

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I. — Arsin d'une maison à Esquerdes (1405)	159
II. — La li doi se combatent (Ghis l'Escrinewerkere).	162
III. — Déclaration par devant notaires de la manière dont se faisait le zoene à Saint-Omer (1593)	164
IV. — Actes de paix en Halle et de paix par l'épée	167
V. — Actes de wergeld ou appointement pour homicide par devant notaires (xvi ^e siècle).	171